

HAITI

Justice

Vérité

Indépendance



LIBERTE

1583 Albany Ave, Brooklyn, NY 11210

Tel: 718-421-0162

Email: editor@haitiliberte.com

Web: www.haitiliberte.com

PRÉVAL A RENCONTRÉ OBAMA!

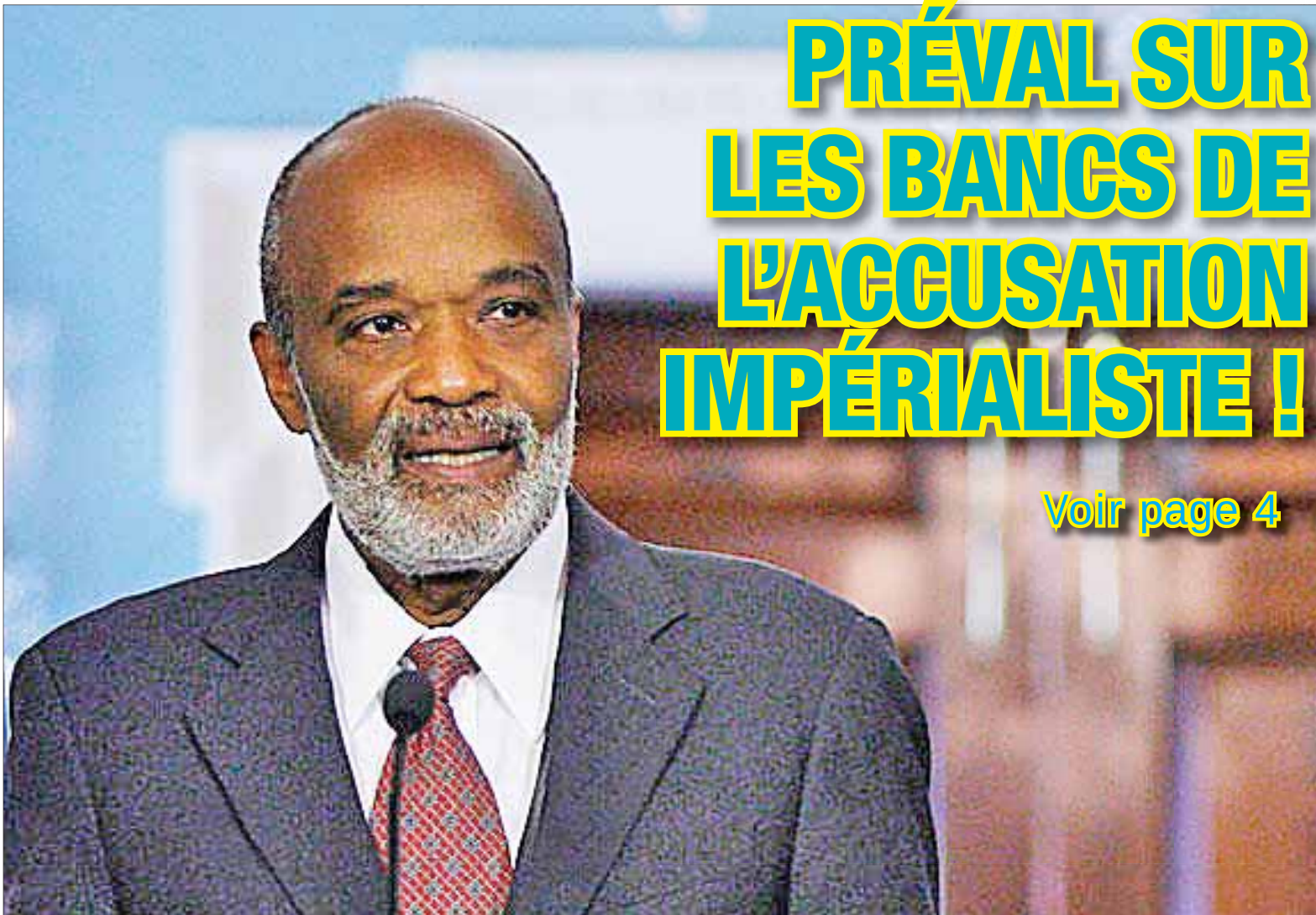
Voir page 4



Obama et Préval au cours d'une conférence de presse à la Maison blanche

PRÉVAL SUR LES BANCS DE L'ACCUSATION IMPÉRIALISTE !

Voir page 4



Contrairement aux déclarations du président de la République René Préval, la corruption règne en maîtresse et scandalise même les plus hautes autorités de l'Etat haïtien



Ochan pou
Jean Anil
Louis-Juste !

Page 6



Quand la
politique
se met en
veilleuse en
Haïti?

Page 7



Onze ans de
chavisme, un
renouveau
démocratique?

Page 10



Jour de colère
à Jérusalem

Page 17

La reconstruction d’Haiti ou celle du capitalisme en Haiti?

Par Berthony Dupont

Alors que la situation des sinistrés demeure stationnaire, il n’est pas nécessaire de recourir à la psychanalyse pour comprendre les enjeux en cours dans la conjoncture actuelle qui suscite de nombreuses conférences ici et là sous prétexte d’une quelconque reconstruction d’Haiti.

Le plus étonnant dans cette crise, c’est que le pouvoir en place n’a pris aucune initiative nationale pour tenter d’influer sur la marche des événements. En réalité, la catastrophe du 12 janvier a en quelque sorte sonné le glas de ce régime qui était en chute libre depuis belle lurette et toutes les tractations et manœuvres que l’on fait maintenant le sont dans l’ultime objectif de reconstituer le statu quo pour sauvegarder l’Etat haïtien. Aussi il est important de rappeler que tout ce qui est arrivé en Haiti est l’échec programmé d’un système corrompu et pourri mis en place depuis bien longtemps contre le peuple haïtien par les pays impérialistes, eux qui, pour cacher leur mésaventure, ont adopté le nouveau label au vernis humanitaire de « Communauté internationale ».

Si dans le passé, les dirigeants haïtiens se servaient de Cité Soleil comme tableau de la misère et de la pauvreté pour soutirer des fonds de l’étranger, ils n’en ont plus besoin car le tremblement de terre leur a rendu un fier service, ainsi qu’au capitalisme agonisant qui en a profité pour redorer son blason, économiquement, et renforcer la publicité sur les souffrances du pays.

Une somme d’argent considérable a été collectée pour venir en aide au peuple haïtien, mais cet argent a été distribué non seulement aux ONG travaillant au service des impérialistes mais aux institutions militaires et médicales des Etats-Unis plutôt qu’aux masses souffrantes du séisme. Les dirigeants haïtiens ont osé questionner cette distribution des fonds humanitaires. Les décideurs étoilés en ont eu tous les poils hérissés. En guise de réponse, ils n’ont fait que sortir de leur tiroir un rapport sur la corruption gouvernementale pour humilier nos dirigeants qu’ils ont fini déjà d’utiliser. On comprend bien la réaction de l’impérialisme, ce monstre qui n’a d’amis que ses intérêts. Comme aussi il faut bien se rendre à l’évidence que c’est la désinvolture de ces dirigeants face à la nation, jointe à leur mentalité coloniale, qui a suscité cette bouffée de colère impériale. Préval l’aura bien méritée: qu’était-il allé faire à Washington ? N’était-ce pas pour rencontrer Obama et, qui pis est, pour tendre son écuelle de mendiant ?

Il y en a qui du fait de cette mésentente acerbe entre l’impérialisme et ses alliés locaux sont déjà prêts à supporter le gouvernement haïtien, ignorant que cette contradiction secondaire ne sert à rien, car ces frères siamois sauront bien s’entendre comme larrons en foire dès qu’il y aurait vellété du côté du peuple d’exploiter la situation et de se mobiliser.

Nous du secteur progressiste, nous sommes catégoriquement contre cette politique de l’échine courbée, de bassesse, pratiquée par des dirigeants anti-nationaux. De plus, nous ne luttons pas pour aider à refaire le visage d’un système malade. Notre rôle c’est de changer l’Etat corrompu et de détruire le système qui le secrète et l’entretient. Si l’Etat haïtien est corrompu, c’est la politique appliquée par les Etats-Unis dans le pays qui en grande partie en est responsable. Ainsi, nous ne pouvons rien attendre de la reconstruction du Capitalisme en Haiti ainsi qu’on veut nous le faire croire. Comment en effet peut-t-on reconstruire sur les mêmes fondations, les mêmes bases et avec les mêmes causes qui ont produit les effets dévastateurs que l’on sait? Ce dont il est question c’est de la reconstruction d’Haïti, par des Haïtiens organisés, visionnaires, compétents, résolus, nationalistes et progressistes, avec l’aide fraternelle, désintéressée de vrais amis d’Haïti.

A ce stade, en guise de miser sur la reconstruction d’un Etat haïtien qui a failli, pourquoi ne mobilise-t-on pas le peuple qui déjà n’a rien à perdre mais tout à gagner pour rebâtir son pays? Sa levée de boucliers, tout récemment, contre le président français Nicolas Sarkozy, exprimait nettement sa détermination, d’autant qu’il connaît fort bien ses ennemis. Et c’est dans cette perspective qu’il n’a été invité à aucune des réunions ou conférences pour venir articuler lui-même ses revendications. En ce sens là, cette reconstruction, c’est pour qui ? Pour le peuple haïtien ou pour les puissances tutrices qui se réunissent à Santo Domingo et aux Nations Unies à la fin de ce mois, à l’instar de ces mercenaires de l’Association d’Opérations de Paix internationale (IPOA) qui étaient également en conférence à Miami du 9 au 12 mars dernier?

A cet égard, le scénario du complot, tel qu’il apparaît en filigrane à la lumière de ces premières informations, n’est pas sans rappeler le plan conçu pour enrayer brutalement tout processus progressiste voire même révolutionnaire qui déboucherait sur un développement authentique de notre pays.

Ce complot a certainement mis a nu une vérité: ce n’est pas Haiti qu’on veut reconstruire mais bien le capitalisme qu’on veut reconstruire en Haiti.

1583 Albany Ave
Brooklyn, NY 11210
Tel: 718-421-0162
Fax: 718-421-3471

3, 2ème Impasse Lavaud
Port-au-Prince, Haiti
Tél: 509-3407-0761
Responsable:
Yves Pierre-Louis

Email :
editor@haitiliberte.com

Website :
www.haitiliberte.com

DIRECTEUR
Berthony Dupont

EDITEUR
Dr. Frantz Latour

RÉDACTION
Berthony Dupont
Wiener Kerns Fleurimond
Kim Ives
Fanfan Latour
Guy Roumer

CORRESPONDANTS EN HAÏTI
Wadner Pierre
Jean Ristil

COLLABORATEURS
Marie-Célie Agnant
Carline Archille
Catherine Charlemagne
Pierre L. Florestal
Morisseau Lazarre
Didier Leblanc
Jacques Elie Leblanc
Roger Leduc
Joël Léon
Claudiel C. Loiseau
Anthony Mompérouse
Dr. Antoine Fritz Pierre
Jackson Rateau
Eddy Toussaint

ADMINISTRATION
Bernier Archille
Jean Bertrand Laurent

DISTRIBUTION: CANADA
Pierre Jeudy
(514) 727-6996

DISTRIBUTION: MIAMI
Pierre Baptiste
(786) 262-4457

COMPOSITION ET ARTS GRAPHIQUES
Mevlana Media Solutions Inc.
416-789-9933 * fmelani@rogers.com

WEBMASTER
Frantz Merise
frantzmerise.com

Bulletin d'Abonnment

A remplir et à retourner à Haiti Liberté 1583 Albany Ave, Brooklyn, NY 11210
Tel : 718-421-0162, Fax 718-421-3471

Nom: _____

Prénom: _____

Adresse: _____

Ville: _____

Etat / Pays: _____

Zip Code / Code Postal: _____

Tél: _____

E-mail: _____

Modalités de paiement

Montant : \$ _____

☐ Chèque

☐ Mandat bancaire

☐ Carte de crédit

Numéro : _____

Date d'expiration : _____ / _____

Code de sécurité : _____

Tarifs d'abonnements	
Etats-Unis	Canada
Première Classe ☐ \$80 pour un an ☐ \$42 pour six mois	☐ \$125 pour un an ☐ \$65 pour six mois
Deuxième Classe	Europe
☐ \$40 pour un an ☐ \$25 pour six mois	☐ \$150 pour un an ☐ \$80 pour six mois
Amerique Centrale, Amerique du Sud et Caraïbes	Afrique
☐ \$140 pour un an ☐ \$80 pour six mois	☐ \$150 pour un an ☐ \$85 pour six mois

Nous accordons un rabais spécial de 40% pour les étudiants et 20% pour les enseignants. Veuillez joindre à votre demande d'abonnement une photocopie de votre carte d'étudiants ou d'enseignants. Ce formulaire est aussi disponible sur notre site www.haitiliberte.com

2

Haïti Liberté

Vol. 3 No. 35 • Du 17 au 23 mars 2010

Recrudescence de l'insécurité dans la zone métropolitaine

Par Jackson Rateau

Dans la nuit du vendredi 12 mars dernier, à Duplan 2 dans la localité de Fermates, le pasteur Doris Jean Louis a été abattu de plusieurs balles près de la barrière de son domicile par des bandits armés.

Selon Pierre Dieusauve, membre du conseil de l'administration de la Première Eglise évangélique Luthérienne de Concordia que dirigeait le pasteur Jean Louis, les malfaiteurs ont pressuré le pasteur à leur remettre l'argent recueilli à une école travaillant

sous l'obédience de l'église. L'épouse de la victime, après avoir livré aux voleurs tous les objets de valeur que contenait la maison, a été cruellement torturée.

Ce même vendredi, aux environs de 1 heure 30, à la rue Dr Aubry, près des ruines de la basilique Notre Dame à Port-au-Prince, le juriste Rosny Dieudonné a été abattu de plusieurs balles au volant de sa voiture par des individus armés. Les meurtriers qui sont partis en toute quiétude après leur forfait n'ont rien dérobé à la victime. Cette dernière venait tout juste de procéder à la supervision

d'une opération d'affichage pour une entreprise privée de communication.

Me Rosny Dieudonné était membre du cabinet particulier du ministre des haïtiens vivant à l'étranger, Edwin Paraison.

Par ailleurs, jeudi 11 mars dernier, les deux employées de l'ONG Médecins Sans Frontière (MSF) enlevées le vendredi 5 mars 2010 à Pétion-Ville, ont été remises en liberté. Selon le porte parole de Médecins Sans Frontière Michel Peremans, les deux femmes ont été libérées saines et sauvées, sans aucun paiement de rançon.

Un nouveau commandeur nommé en Haïti

Jeudi 11 mars dernier, le général brésilien Luiz Guilherme Paul Cruz, de son poste de commandant de la cinquième brigade des blindés de l'armée brésilienne est promu commandant en chef de la Mission des Nations Unies pour Stabilisation en Haïti MINUSTAH en remplacement du général Peixoto Vieira Neto.

Le général Cruz était le chef du bataillon brésilien au sein de la MINUSTAH en 2008. Il est mem-

bre de l'armée brésilienne depuis 1972. Il avait dirigé le bataillon de la police militaire de Brasilia dans les années 2002 - 2003.

De la puissance coloniale française en passant par les colons américains, Haïti doit toujours faire face à des nouvelles épreuves de colonisation. Aujourd'hui, sous le couvert des Nations Unies, le Brésil mène la danse comme nouvelle force coloniale en Haïti.

The Minouche Foundation

is collecting funds for
KIDS IN HAITI.

Contributions are tax
deductible.

Make check payable to:

The Minouche Foundation

P.O Box 240-351

Brooklyn, NY 11224

917-662-3725

La reprise des services de base à la DGI

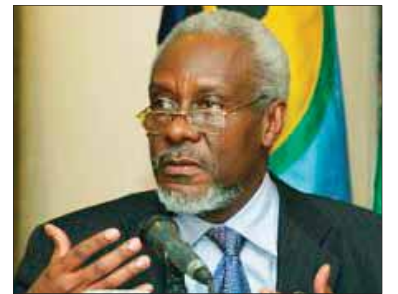
Conséquence directe de la tragédie du 12 janvier 2010, les recettes de la Direction Générale des Impôts (DGI) pour l'année fiscale 2010 - 2010 seront réduites considérablement, a indiquée mercredi le directeur adjoint Robert Joseph.

Selon Mr Joseph, on avait bien prévu d'atteindre le montant de 13 milliards de gourdes cette année. A présent, surtout après le séisme du 12 janvier dernier, on n'espère même pas arriver au tiers de ce montant.

En ce qui concerne le fonctionnement de la DGI, l'institution quoique amputée de son directeur général Frantz Richard et celui des opérations Murray Lustin JR, a continué d'opérer comme auparavant, puisque étant organisée en ce sens, c'est à dire en cas d'absence des hauts cadres. A titre d'exemple, a-t-il indiqué, les services de base dans la zone métropolitaine comme Pétion-Ville, Carrefour, Croix des Bouquets sont offerts aux contribuables tel droits de passeport et demande de plaques d'immatriculation.

Entre autre, 12 mille livrets de passeport ont été délivrés à leurs titulaires entre le 1^{er} février et le 5 mars 2010. Il a aussi annoncé la reprise bientôt des services des impôts locatifs et des services d'accueil prévue pour le 5 avril prochain.

Un nouveau représentant de la CARICOM en Haïti



L'ancien premier ministre de la Jamaïque PJ Patterson

Dans un communiqué publié la semaine dernière, les responsables de la Communauté Caraïbe (CARICOM), dont Haïti est membre, ont nommé l'ancien premier ministre de la Jamaïque PJ Patterson comme le représentant de la CARICOM en Haïti. En vue de débloquent des fonds pour Haïti, des démarches seront entreprises auprès de la banque Mondiale par la CARICOM, ont promis les responsables de l'institution.

En outre, les leaders caraïbens vont se mettre d'accord pour établir un fond spécial devant recueillir tous les dons et supports de la communauté internationale en faveur d'Haïti.

Envoyer ces produits en baril à votre famille, vos amis et enfants qui sont restés au pays. Cherchez et demandez pour ces produits de la meilleure qualité dans les magasins.

**AFN Brokers:
Fax: 908-486-8868**

RABAIS! Economisez \$5.
Marque Champion.
Basmati Par-boiled Riz
de meilleure qualité,
de l'Inde.



RABAIS!
Lait en poudre marque Dan Cow
pour adultes et enfants.
Le meilleur dans le monde.



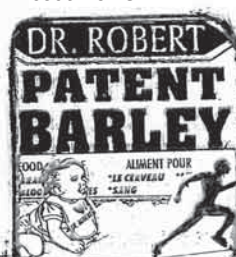
RABAIS!
Break-o-Day Biscuits.
Crackers très délicieux et
croustillants.



RABAIS! Farine Champion fait
les meilleurs pains & gâteaux.



RABAIS!
Orge de Dr. Robert
fortifie les enfants et
coût moins.



RABAIS!
Mangez le fromage Anchor, délicieux avec pain, biscuits.



RABAIS!
Tip Top alimente les enfants &
les adultes. Mangez avec pain
ou des gâteaux.



RABAIS! Greenland, meilleur dans le monde, lait en
poudre dans les cannettes pour adultes & enfants.



RABAIS! Du lait Dan Cow est le plus frais.
100% pur. 99¢. Meilleur dans le monde.
Fortifie les enfants.



RABAIS! Le malt chocolat Magnum donne
force & énergie. Simplement ajoutez du lait.



RABAIS! Marque Real Guyana
nouilles chowmein. Voyez la
recette au verso. Délicieux & bon.



RABAIS! Il n'y a aucun
cholestérol dans l'huile
alimentaire marque Mira
Fryal.



On sale at all West Indian food stores, supermarkets & 99 Cent stores: Blue Angel, 24 Brooklyn Terminal Market; Chef's Choice, 1051 Utica Ave., Brooklyn; Ufarmland, Utica & Church; Target, 1928 Utica Ave. Brooklyn, Doreen Food Store, 4055 Covinton Highway, Georgia 404-534-0208; Lithonia Food Store, 6453 Rd Lithonia, Georgia 770-482-1120; Caribbean Supercenter, 5111 W. Colonial Dr. Orlando FL 407-523-1308.

Préval a rencontré Obama : Est-ce pour refonder l’occupation ?

Par Hervé Jean Michel

Le président René Préval a pris l'avion pour les Etats-Unis d'Amérique, le lundi 8 mars dernier. Pendant son séjour dans la capitale étasunienne, le chef de l'Etat haïtien s'est entretenu avec des personnalités du Congrès et de l'administration Obama, notamment avec la secrétaire d'Etat, Hillary Clinton et le président Obama lui-même. Dans l'allocution qu'il a faite à la Maison blanche, René Préval a remercié son homologue « *non seulement pour l'aide matérielle, mais également pour le support psychologique qui nous a permis de savoir que nous n'étions pas seuls et qui nous a réconfortés dans notre malheur* ».

Certainement, cette belle phrase du président haïtien a fait grand plaisir au couple présidentiel et à l'administration d'Obama. Cependant, si vous demandez aux sinistrés qui souffrent jusqu'ici dans des conditions inhumaines, après deux mois de la fatidique date du 12 janvier 2010, ils répondront tout simplement que cette phase témoigne de la propagande, du protocole, qu'elle ne reflète en rien la réalité vécue.

Est-ce l'envoi par Obama de milliers de marines lourdement armés, de bateaux de guerre, d'avions et d'hélicoptères menaçant la souveraineté de paisibles pays de l'Amérique latine, qui poussent Préval a parlé de réconfort dans le malheur ?

« *Nous devons tirer des leçons de ce qui s'est passé en Haïti, des leçons pour l'humanité tout entière* ». De quelle leçon parle René Préval, quand son indifférence, son mépris, son silence, son refus de décréter l'état d'urgence et de mobiliser les ressources du pays au service des rescapés de la catastrophe, condamnent plus d'un million et demi de personnes à souffrir de totale privation ; quand tous les compatriotes d'ici et d'ailleurs qui observent la situation du pays constatent et reconnaissent le refus du chef de l'Etat de prendre ses responsabilités d'homme d'Etat ! Quand Préval parle de « *refondation d'Haïti* », telle que exprimée dans son allocation : « *le besoin de refonder Haïti par une politique de décentralisation effective* », envisage-t-il de rompre avec les préjugés qui imprègnent son administration et ses idées politiques ; l'exclusion des masses, d'une certaine catégorie d'hommes de la politique du pays ?

Préval, a-t-il pris l'avion jusqu'à Washington dans le but d'exprimer sa démagogie ou sa « *refondation* » de la nation ? Comment parler de refondation d'une nation, quand ce sont les mêmes matériaux, les mêmes procédés d'apartheid qui seront utilisés ? Devant ses maîtres étasuniens, le chef d'Etat haïtien était allé défendre « *sa juste cause : organiser des élections/sélections* » pour témoigner comme le général Namphy se plaisait toujours à le dire : « *je n'ai pas d'ambition politique* » ; même si les hommes qu'il choisirait au cas où il réussirait à fabriquer des élections sur mesure, seraient au service de l'oligarchie, des impérialistes et des politiciens.

Pour sa part le président étasunien, Barack Obama, dit prioriser une solution pour obvier à une ca-



Préval, a-t-il pris l'avion jusqu'à Washington dans le but d'exprimer sa démagogie ou sa « refondation » de la nation ?

tastrophe humanitaire à l'approche de la saison pluvieuse. Le chef d'Etat étasunien serait en faveur de mesure pour sécuriser les sans abris. Telle semble être sa priorité ainsi que celle de sa secrétaire d'Etat Hillary Clinton. « *La situation sur le terrain reste terrible et tout le monde doit être conscient que la crise n'est pas finie* ». Obama semble mesurer la situation, comme il l'a dit lui-même : « *Le défi maintenant c'est d'éviter une deuxième catastrophe pour les 1,3 millions de sans abris* ». Voilà donc un flagrant paradoxe, ce même Obama, au lieu de privilégier l'aide humanitaire a opté pour la militarisation et le renforcement de l'occupation, histoire de prouver aux démocrates de l'Amérique que l'impérialisme est tout puissant, qu'il est prêt à tout dévorer sur son passage.

Si Obama dit ne pas prioriser des élections, aujourd'hui, c'est tout simplement qu'il ne veut pas se faire ridiculiser, comme ce fut le cas en avril et juin derniers lors des sénatoriales partielles, quand la majorité a fermé ses portes en réponse à l'apartheid électoral manifeste dans le pays : Fanmi Lavalas l'Organisation politique fortement majoritaire en avait été exclue.

Après des jours passés en territoire de l'Oncle Sam, Préval a fait escale dans la capitale de la Dominique où il a participé au sommet de la Caricom, une communauté qui, il faut le reconnaître, avait condamné le coup d'Etat du 29 février 2004 et avait totalement ignoré le gouvernement de facto, émanation de ce putsch. Malheureusement, sous l'administration de Préval, aucune mesure n'a été prise pour le renforcement des relations avec ces peuples et pour la pleine intégration d'Haïti dans cette communauté, enrichissant ainsi les relations Sud-Sud.

Malheureusement, pour les masses populaires haïtiennes, le destin de leur pays repose dans les mains de ceux qui ont contribué à ruiner Haïti, ses perspectives historiques et son unité de peuple. Le 31 mars prochain, se tiendra au siège de l'ONU à New York « *une conférence des donateurs internationaux pour aider Haïti, dont le gros de l'économie a été pratiquement détruit en quelques secondes* ». C'est toujours ainsi depuis le coup d'Etat/kidnapping du 29 février 2004, des conférences des bailleurs de fonds se succèdent. Néanmoins Haïti n'en a jamais rien bénéficié. Car, ces initiatives ne sont que des jeux dangereux pour tuer la

souveraineté d'Haïti et fonder des précédents historiques, pour que plus que jamais, des gouvernements démocratiquement choisis par le peuple ne nourrissent l'idéal de l'autonomie. Ces prétendues conférences des bailleurs de fonds, outre qu'elles liquident l'autonomie du pays, remplissent les poches des affairistes, des politiciens qui ne jurent que par leurs bas instincts, leurs magouilles et leur désir d'enrichissement et de pouvoir.

Qu'est-ce que toutes ces conférences tenues sur Haïti, pendant l'intermède de facto jusqu'à Préval, ont rapporté au peuple haïtien ?

De l'avis de certains critiques, le but de Préval est d'accumuler des fonds pour mieux assurer ses arrières, financer et léguer à la postérité un gouvernement soumis, fidèle aux intérêts des minorités d'ici et d'ailleurs. La reconstruction d'Haïti dont il fait son cheval de bataille, n'est que subterfuge, fuite en avant et illusion pour semer la confusion dans l'esprit des Haïtiens. Muet face à l'invasion des soldats étasuniens sous prétexte d'aide humanitaire à Haïti, le président Préval a remis les clefs du pays à l'occupant. L'aéroport international de Port-au-Prince était occupé par les soldats étasuniens, qui en refusaient l'usage à d'autres pays désireux d'apporter de l'aide aux sinistrés. Face à cette situation, des chefs d'Etat progressistes de la région, ont dénoncé l'occupation sous couvert humanitaire. Préval a fait la sourde oreille, se complaisant dans son rôle de « *chef d'Etat laquais de l'impérialisme* ». Malheureusement, il ignore qu'il met en danger la stabilité de la région et le droit pour des chefs d'Etat dignes de défendre la souveraineté de leur pays. Avec l'envoi de troupes en Haïti, sous couvert humanitaire, la propagande étasunienne s'enorgueillit d'avoir déjà dépensé 712 millions de dollars en Haïti. Un mensonge de plus pour gonfler leur orgueil et démontrer clairement que coloniser Haïti est une entreprise bénéfique, rentable pour le pays.

Le voyage de Préval est un véritable acte d'action de grâce pour remercier l'impérialisme de ses bienfaits pour les élites haïtiennes, consolidant leur pouvoir, multipliant leurs richesses au détriment du peuple, extrêmement appauvri. De retour en Haïti, pour donner le change, jouant au nationalisme, Préval eut à dire qu'Haïti est souveraine, donc elle peut décider de faire des élections quand elle le veut.

Préval sur les bancs de l'accusation impérialiste !

Par Hervé Jean Michel

Immédiatement après son voyage à Washington où il a rencontré le Secrétaire d'Etat, Hillary Clinton, et le Chef de l'Etat Barack Obama, lui-même, le 10 mars 2010, le Département d'Etat a publié le lendemain 11 mars un rapport très accablant contre le président Préval et son gouvernement les accusant de corruption.

Il s'agit de ce fameux rapport annuel sur les droits humains, coutumièrément, publié par cette Institution étasunienne « *l'impunité dont jouissent des représentants du pouvoir alors que leurs pratiques sont intimement liées à la corruption* ». Cette corruption, selon le rapport, s'étend à la Police Nationale, aux pouvoirs judiciaires, parlementaires et autres institutions politiques du pays. Ce rapport du Département d'Etat proclame solennellement que la corruption constitue « *une menace, une violation des droits de l'homme en Haïti* ».

L'étrange paradoxe est que le Département d'Etat accuse le gouvernement haïtien « *de son incapacité à organiser des élections législatives dans les délais constitutionnels, l'implication de membres de la PNH dans les assassinats et enlèvements, la surpopulation carcérale et les conditions sanitaires exécrables de prison. Le gouvernement haïtien n'applique pas la loi de manière effective et ses représentants sont fréquemment impliqués dans des pratiques de corruption restées impunies* ». De l'avis des autorités étasuniennes, les droits humains sont violés par les perpétuels actes de kidnapping, constituant de sérieuses menaces pour la sécurité des citoyens.

Face à toutes ces accusations, le président Préval a réagi. A son avis, il y a de la corruption dans le pays, pourtant cette corruption est limitée, circonscrite, ne s'entendant pas du gouvernement: « *Je ne prétends pas qu'il n'y ait pas de corruption en Haïti, mais je n'accepte pas c'est que l'on dise que le gouvernement, c'est-à-dire, l'Exécutif, le chef de l'Etat, les premiers ministres, les ministres sont corrompus* ».

Pour le Chef de l'Etat haïtien, ces accusations contre son gouvernement, témoignent d'une campagne de sabotage: « *Ou bien la communauté internationale et les institutions financières ne savent pas ce qu'elles font, ou bien elles sont complices du gouvernement haïtien quand elles décident de faire bénéficier Haïti du programme de soulagement de la dette des pays les plus endettés* ».

Ces accusations « étonnent » le président Préval qui s'enflamme, contrairement à ses habitudes de temporiser pour laisser passer l'orage. Le président doit se sentir frustré face à la position étasunienne qui se révèle « *incompréhensible* », alors que la politique haïtienne est une politique soumise, totalement au service de l'impérialisme. Et, le président se questionne : « *Pourquoi les Etats-Unis ont attendu les méfaits d'un tremblement de terre sur Haïti pour lancer une campagne que personne ne peut étayer ?* »

Une situation dramatique, mettant à nu des pratiques encouragées, supportées, pourvu que l'orientation politique obéisse aux intérêts des donateurs de leçons et d'ordres. Quand le président Préval, en 2007, a été accueilli par le chef de la Maison blanche, George W. Bush, des cantiques de louange succédaient aux cantiques de louange « *Préval est un grand rassembleur, un grand démocrate* ». Les présidents Bush et Préval étaient aux anges, car c'était la totale harmonie, compte tenu du contenu de la feuille de route du gouvernement haïtien et ses orientations néolibéralistes. Selon que Préval applique une politique d'exclusion sociale ou non, les jugements de Washington le rendent blanc ou noir.

Qu'est-ce qui pourrait pousser le Département d'Etat à s'attaquer au

président haïtien, au lendemain même de sa rencontre avec la plus haute instance du pouvoir étasunien ? En Haïti, contrairement aux déclarations du président de la République, la corruption règne en maîtresse et scandalise même les plus hautes autorités de l'Etat. Le pillage de narco-dollars à Lavaud (Port-de-Paix) en 2009, a fait couler beaucoup d'encre. Le juge Ronel Gelin a dénoncé la main de personnalités gouvernementales dans le scandale des millions pillés. Au lieu de rendre justice à qui justice est due, le gouvernement a fait la sourde oreille, banalisant le dossier, au grand dam de la population. Les autorités supérieures de la justice haïtienne ont classé cet épineux dossier, croyant pouvoir noyer le poisson.

Les 197 millions de dollars de Petro-Caribe dilapidés par le gouvernement Pierre-Louis, ont provoqué un scandale, éclaboussant des autorités se situant au plus haut niveau de la sphère étatique. Le scandale de l'ONA a démontré très clairement que la corruption est monnaie courante en Haïti. Sandro Joseph, directeur d'une institution d'Etat, a osé gaspiller des millions et des millions de gourdes, sans crainte et sans peur. Ceux qui ont reçu des pots de vin sont des autorités, occupant de hautes fonctions publiques (sénateurs, députés).

Quand le scandale de l'ONA a éclaté, ni le premier ministre, ni le président de la République n'ont dit mot dans ce dossier. Or, dit le proverbe « qui ne dit mot consent ».

Pourquoi, en réalité le Département d'Etat s'acharne contre le gouvernement, n'épargnant même pas le président Préval ? Est-ce parce que le président de la République a fondé sa culpabilité dans son refus de combattre la corruption ? Ce sont toutes des questions auxquelles nous ne pouvons apporter de réponse ! N'étant pas dans le secret des dieux, nous ne pouvons surprendre leur intention, leur mobile ou leur but.

Est-ce la volonté délibérée du Département d'Etat de prendre sa revanche sur le gouvernement Préval/Bellerive pour la mise à pied de Madame Pierre-Louis ?

Quels sont ceux qui veulent prêter de bonnes intentions au Département d'Etat ? Ce même Département d'Etat avec la CIA et d'autres Institutions étasuniennes qui ont déstabilisé Haïti. Aujourd'hui, Haïti dans sa grande détresse fait les frais d'une politique de déstabilisation, d'une politique de totale corruption, donc de flagrantes violations des droits de l'homme. Le Département d'Etat n'a jamais publié une étude sérieuse sur cette tranche d'histoire haïtienne qui s'étend du 29 février 2004 à mars 2010. Une telle étude serait d'une grande importance pour mieux comprendre les raisons pour lesquelles le pays s'enlise dans la fange et aussi la culpabilité des autorités françaises, canadiennes, étasuniennes et ceux qui se sont partagé le gâteau après le coup d'Etat/kidnapping.

La tranche d'histoire allant du 29 février 2004 à mars 2010 a totalement vidé Haïti de toute capacité de s'autogouverner. C'est le total écartèlement du pays. Bien sûr le Département d'Etat ne voulant pas savoir les raisons pour lesquelles Haïti est plongée dans une telle situation, n'a tout juste pas posé des questions qui exigent des réponses claires et précises. Il est vrai qu'Haïti nage dans les profondeurs abyssales de la misère, du sous-développement et de la corruption, néanmoins, le remède doit nécessairement passer par la rupture avec le néo-colonialisme, la formation d'un gouvernement nationaliste apte à intégrer l'ensemble de la population dans un processus de développement endogène et autocentré. Le remède aussi c'est la rupture avec la dépendance pour poser les véritables problèmes dont les

Suite à la page (15)

Politiciens-intellectuels-fruits secs indéhiscents, Je vous interpelle tous !

Par Fanfan Latulipe

Lors de la fameuse campagne électorale de 1957 opposant Louis Déjoie, Daniel Fignolé, Clément Jumele et le «petit médecin de campagne» François Duvalier, il était coutume d'entendre à la radio différents individus ou groupes intervenant passionnément en faveur de leur candidat respectif. Un groupuscule politique inféodé au docteur Duvalier, du nom de *Le Souverain* était particulièrement agressif sur les ondes, interpellant, «prenant en grappes» les individus ou groupes d'individus perçus comme des adversaires sinon des ennemis de «la classe». Leurs cibles favorites étaient les «syriens», commerçants de la place et Mme D. qui vivait de l'élevage avicole, tous suspects d'être des déjoïstes. Au bout de mille et une questions clouant au piloris ou passant au peigne fin la victime du jour, l'accusateur public terminait ses tirades par la formule obligée : un tel ou une telle, **vous avez la parole**.

Je me propose dans la rubrique de cette semaine d'interpeller nombre d'intellectuels et de politiciens, fainéants de leur état que l'on n'a pas vu depuis le 12 janvier dernier se mobiliser de façon concrète pour apporter un baume aux souffrances physiques, au délabrement psychologique et au dénuement matériel de la fraction majoritaire de la population laissée-pour-compte par la faute d'un gouvernement qui a démissionné sans avoir jamais essayé de se mettre à la hauteur de ses responsabilités.

On attend encore de voir paraître une intervention des signataires d'un certain COLLECTIF NON qui viendrait dénoncer la négligence criminelle de l'équipe au pouvoir ainsi que l'ingérence pernicieuse, à visage découvert de l'Oncle, et exiger, sans démagogie, que bon ordre soit mis au désordre et à l'abandon dans lequel végète encore une large partie de la population sinistrée. Ils préfèrent écrire des poèmes ou des comptes rendus larmoyants pour se mettre au diapason de la douleur nationale, plutôt que de prendre le taureau par les cornes, plutôt que d'avoir une présence physique concrète sur le terrain. Ils préfèrent regarder vers la France ou le Canada, au chaud de leur production littéraire, en attente gourmande de prix Goncourt ou Renaudot. Ou êtes-vous Jean-Claude Bajoux, Suzy Castor, Magalie Comeau Denis, Laennec Hurbon, Dany Laferrière, Yanick Lahens, Jean Métellus, Lyonel Trouillot et tous les autres, *«intellectuels et artistes, fanatiques de l'art pour l'art, c'est-à-dire du statu quo»* (merci Franck Laraque).

Qu'avez-vous donc fait jusqu'ici de concret pour accompagner la détresse des victimes ? Combien d'abris avez-vous déjà offerts pour servir d'écoles mobiles à nombre d'enfants qui auraient bien besoin de se faire encadrer par des citoyens patriotes capables de se dévouer à leur cause ? Combien de professeurs d'occasion mais qualifiés avez-vous recrutés pour dispenser le savoir en attendant que la situation s'améliore ? Comment vous êtes-vous déjà pris pour offrir un minimum d'activités organisées à ces jeunes violentés par les forces aveugles de la nature et du malheur ? Avez-vous offert de collaborer avec

Partners in Health/Zanmi Lasante, avec les médecins haïtiens et cubains attachés à la Fondation Aristide pour apporter une quelconque aide aux cliniques mobiles desservant des camps de réfugiés ? Le temps est au « sauvetage national », au «salut public», n'est-ce pas ? Le temps n'est pas aux chicaneries politichiennes de bas étage. Y-aura-t-il jamais un temps pour une trêve nationale ? Intellectuels du NON, fruits secs indéhiscents, quand finirez-vous par dire OUI, même du bout des lèvres ? **Vous avez la parole**.

On attend encore de voir nos politiciens véreux, magouilleux, piteux, pouilleux, miséreux, miteux, calamiteux, avides d'élections pour aller s'exhiber sur la pelouse du Palais national ou au Parlement, tous deux en ruines, on attend de les voir s'émoustiller un peu, puiser dans leur compte en banque déjà bien garni par la communauté internationale pour services félons rendus au néolibéralisme, on attend donc de les voir faire cause commune pour voler au secours du plus grand nombre de sinistrés possible ; que ces politiciens appartiennent au camp du «plus grand nombre» ou au camp des «plus capables». Hélas ! On en a encore longtemps à attendre car, ce sont tous des fruits secs indéhiscents, pour reprendre une expression chère à feu le professeur Pierre Eustache Daniel Fignolé.

A tout seigneur tout honneur, je vous interpelle Leslie Manigat, premier parmi les indéhiscents de l'arbre fruitier des politiciens *pale franse* pour ne rien dire, intellectuels sorbonnards *fransadò* pour la galerie, vous Manigat engoncé dans vos manières conservatrices, amidonnées, empesées, guindées, compassées, *ke makak*, vous et vos pareils des beaux parlers français, des beaux salons et des beaux quartiers, là où la poussière ne vous bouscule pas le nez, vous autres dont la médiocrité et l'obstination à ne pas comprendre les desiderata des masses sont notoires, et qui n'avez jamais pu atteindre le vote de 15% de l'électorat haïtien. Oui, je vous interpelle tous, Manigat en tête de liste, qu'avez-vous fait pour aider un tant soit peu les victimes du séisme dernier ? Nous savons que vous n'êtes pas raseurs *pou senk kòb*, puisque l'Hexagone et Washington ont été bien généreux à l'endroit de ceux-là qui les ont bien servis de 2000 à 2004.

Combien de tentes parmi celles encore stockées à l'aéroport avez-vous déjà aidé à déballer pour que les démunis soient protégés de la pluie ? Combien de fois, sous votre tonnelle de démagogue, avez-vous pris la parole pour tenir compagnie à la souffrance du petit peuple et le reconforter ? Quelles démarches avez-vous faites pour garantir à de nombreux déshérités au moins un plat chaud par jour ? Vous avez pas mal de contact avec certaines ONG, dites. Que ne les encouragez-vous pas à assurer un repas par jour aux enfants nécessiteux des quartiers de Bolosse. Rappelez-vous, pendant plusieurs années, le père Jean-Juste, à Ti Plas Cazeau, avait pu nourrir des centaines d'enfants au moins une fois par jour. Et vous Manigat, *sa w renmèt* ? Leslie papit, **vous avez la parole**.

Et vous, compère Bazin, *konpè* Marco, êtes-vous déjà sorti de votre



Clinique mobile de la Fondation Aristide au Parc Jean-Marie Vincent

demeure pétionvilloise pour aller jeter un coup d'œil dans ces quartiers de non-droit où l'on ne respire que la misère et le désespoir ? Oui, *Mistè Clean*, si vous étiez un tant soit peu intelligent, n'auriez-vous pas fait un petit effort pour vous mettre au diapason des clameurs d'un peuple en détresse ? Ne serait-ce que pour vous faire un petit capital électoral et couper l'herbe sous les pieds de Myrlande Manigat et autres *antyoutyou* et *antyoutyou* pour la chaise bourrée. Qu'avez-vous fait jusqu'ici dans ce sens ?

Ne respirez-vous pas cet air malsain qui n'a pas arrêté d'envelopper la capitale parce que trop de bourgeois de votre acabit se promènent entre décors et misère sociale sans se soucier de venir en aide de façon concrète au peuple souffrant ? Passez-vous votre temps seulement à vivre de réminiscences, celles du bon temps vécu à servir Baby Doc et vos patrons de Washington et de la Banque mondiale ? Combien de fois êtes-vous intervenu pour dénoncer l'irresponsabilité criminelle de Préal face à l'immense douleur du petit peuple encore sous des tentes de fortune en face du Palais en ruine et ailleurs. *Di m non*, Marco. Marc Bazin, **vous avez la parole**.

Bonjour Evans Paul. Depuis belle lurette que vous voguez dans la stratosphère macouto-bourgeoise vous ne vous faites plus appeler Compère Plume. Pourtant Carrefour-Feuilles n'est pas bien loin dans votre passé. Vous comprenez... Où en êtes-vous avec ce fameux «gouvernement de salut public», en bonne compagnie des Boulos et Charles Baker qui avant le 7 février 1986, ou mieux, avant le 16 décembre 1990 ne se seraient jamais aventurés dans les parages de votre demeure de classe moyenne peu aisée sinon mal aisée. *Jodi a, ou se boujwa*, sans doute avec votre «petite veste de la galerie de papa» à la Maurice Sixto. Dites, vous devez être en train de dodiner et de maudire ce peuple qui vous a présidentiellement rejeté lors d'une folle tentative de prendre d'assaut le fauteuil bourré. Pas même 2% des suffrages, vieux crétin des sentiers rocailleux et épineux de la politicaille haïtienne sans principe.

Bonjour *mouche boujwa*. Passez-vous de temps à autre dans ces quartiers de «non-droit» pour remonter le moral de ces infortunés rudement frappés par Mère Nature ? Voit-on parfois votre binette à la télé exhortant le peuple à prendre courage dans le malheur et décourageant certains à ne plus continuer à crier: vive Jésus, à bas Satan!? Combien d'écoles mobiles avez-vous déjà contribué à mettre en place dans les quartiers populaires ? Combien de

visites avez-vous déjà faites aux médecins cubains qui se dévouent corps et âme auprès des sinistrés pour leur dire merci ? Combien de fois vous êtes-vous déjà senti coupable de n'avoir encore rien fait pour contribuer à organiser une mobilisation manche longue contre l'occupation minustahte ? Qu'avez-vous proposé de concret pendant les deux années sinistres du tandem Alexandre-Latortue pour le respect des droits humains, pour le respect des choix politiques des uns et des autres ? Ne voyez-vous pas le drame atroce de ces milliers de gens sans abri ? Que faites-vous de sérieux, vous et vos pareils GNBistes pour le «salut public» de ces infortunés pris dans les tenailles du désespoir ? K-Plim, **vous avez la parole**.

Un ramassis de vieux routiers *grenn senk* surgis comme par miracle des élites traditionnelles s'est empressé de se mettre sous la houlette du sénateur destitué Rudolph Boulos, pompeusement baptisé co-ordonnateur général, pour un non moins pompeux «projet de plan stratégique de sauvetage national». Projet menteur, plan stratégique menteur, sauvetage menteur. Fruits secs indéhiscents aux noms de Sauveur Pierre Etienne, Irvelt Chéry, Cameau Coicou, Marie Carmel Paul Austin, Himmeler Rébu, Charles Henry Baker, avez-vous eu à date la décence d'organiser une cérémonie du souvenir pour honorer la mémoire des victimes du tremblement de terre enterrés à Titanyen dans des fosses communes ? Combien de tentes d'urgence figurent au «projet de plan stratégique» ? Certaines «solutions» à chaud sont-elles à l'ordre du jour pour subvenir aux besoins de la population pour se protéger du froid des averse nocturnes déjà tombant à verse sur le pays ? Messieurs et dames, sauveteurs et sauveteuses, menteurs et menteuses, salisseurs et salisseuses, **vous avez la parole**.

Membres de ce «gouvernement de salut public» fantôme que n'a pas encore approuvé l'ambassadeur *meriken*, Georges Michel, Mirlande Manigat, Déjean Bélizaire, Edouard Paultre, Camille Leblanc, Michel Soukar, Turneb Delpé et autres dinosaures du musée des coups bas, coups de théâtre, coups de bec, coups de corne, coups de griffe, coups de patte, coups de sabot, coups de bêtes féroces, coups de comploteurs, coups de saboteurs, coups de Jarnac, coups d'Etat, oui, vous amateurs de mauvais coups, coup sur coup, quel sale coup préparez-vous contre le peuple ? Combien de travailleurs sociaux avez-vous déjà recommandés pour travailler avec tant de femmes et tant d'enfants qui ont perdu leurs maisons, leurs foyers, les mem-

bres de leurs familles et qui sont en proie au plus grand désespoir ? Vous vous cachez n'est-ce pas, mais vous vous rappelez sans doute l'œil encore dans la tombe et qui regardait Caïn. Ne vous sentez pas coupable d'avoir laissé à l'abandon ce peuple dont vous aimeriez qu'il vous porte au pouvoir ? Mais vous ne serez pas six dans les douze. L'œil de la mémoire populaire ne vous lâchera pas une seconde, bande d'*agripa*. **Vous avez la parole**.

Dans la foulée de leur mépris total des masses, des sénateurs peu recommandables se sont joints à ces misérables pour «traiter des dossiers politiques et sectoriels». Ah ces gros mots qui tuent les petits chiens et les gros politiciens ! Youri Latortue, «l'homme des 30%», Rudy Hériveaux le transfuge, et quelques autres hurluberlus du parlement ont imaginé de former une commission spéciale dans la perspective de reconstruire le pays. *Ou tandè bèf...* C'est vrai qu'il faut penser à cette reconstruction, mais il y a maintenant, là à leur barbe, une construction urgente, celle de mettre en branle, en association avec le gouvernement (même *degrenngòch*), avec le secteur privé (même *alouffa*), les moyens immédiats nécessaires à soulager le malheur de tant de victimes qui ont faim, soif et vivent sous la pluie. Qu'ont déjà fait les membres de cette commission fantôme ? Yuri, Rudy, Micky, Dady, Johnny, Ti Kanni, Ti Soufri, Ti Mimi, **vous avez la parole**.

Ces crétins à courte vue, partisans de sélections sous la houlette des Jacques Bernard et non d'élections démocratiques n'ont même pas l'imagination de profiter des circonstances pour se faire un capital politique, un capital électoral, quittes à se renier plus avant comme Préval l'a fait. *Nèg yo* nuls, archinuls, nullissimes ! Ils font pitié. N'empêche, je les interpelle tous, politiciens-intellectuels-fruits secs indéhiscents. Assez de vous gaver de mots creux et de formules insipides. Qu'avez-vous fait de concret pour aider ce peuple en détresse ? De quoi pouvez-vous vous enorgueillir d'avoir fait au bénéfice des masses depuis le 12 janvier 2010 ? **Vous avez la parole**.

VENUS

RESTAURANT

**Specializing in
Caribbean &
American Cuisine**



**We do Catering
Available for all
Occasions
Fritaille etc..**

**670 Rogers Avenue
(Corner of Clarkson Ave)
Brooklyn, NY 11226**

“Venus, l'entroit idéal”

7 1 8 - 2 8 7 - 4 9 4 9

Ensekirite nan zòn metwopoliten kapital la

Anviwon 2 mwa aprè gwo tranblemanntè ki te simaye dèy nan prèske tout fanmi ayisyen an, fenomèn ensekirite a, zak banditis yo rekòmanse ap simaye lanmò nan plizyè fanmi nan zòn metwopoliten kapital peyi Dayiti. Bandi yo ap mache kè poze nan Sant vil la, kote ki genyen gwo aktivite komèsyal yo, rale zam yo, kouto yo sou moun ki vin achte ak vann nan mache Kwabosal la, pran lajan moun san kè sote. Se konsa, jedi 11 mas pase a, nan zòn Katedral Pòtoprens, li te anviwon 1 nè 30 nan apremidi, bandi ame touye ak bal yon avoka ki te rele Rosny Dieudonné, sou volan machin li. Avoka a te fèk sot fè yon sipèvizyon nan yon operasyon dafichaj pou yon konpayi prive, nan zafè kominikasyon.

Kòm avoka, li te manm kabinè patikilye minis Ayisyen k ap viv lòtbò dlo, Edwin Paraison, li te yon ansyen manm estaf ki t ap dirije Sosyete ayisyèn depay ak kredi (SHEC) e misye se yon ansyen konsiltan nan Direksyon jeneral Polis Nasyonal Dayiti (PNH).

Yon jou aprè, vandredi 12 mas la, bandi ame touye pastè Doris Jean-Louis, k ap dirije Legliz evanjelik « Luthérienne de Concordia », ki chita nan Delma 89, Nò kapital la. Bandi yo bay pastè a plizyè bal pandan l ap antre nan baryè lakay li, nan Duplan II, Fèmat, ki chita nan zòn lès Pòtoprens. Bandi yo te agrese madanm pastè a ki l te vin louvri baryè a, yo pran tout sa ki te sou li. Bandi yo te fòse pastè a bay tout sa ki te sou li avan yo te touye l.

Dimanch 14 mas la, nan Kwadèboukè, zòn Nò kapital la, 2 bandi ame touye 3 moun, ki se 2 kanbis ak yon moun ki te vin vann yo lajan. Daprè kèk temwen, aksyon sa a pase nan pa pòt komisarya a. Bandi sa yo ki rele Wilfrid ak Payette lapolis deja arete e sezi motosiklèt, zam ak lajan, yo fè pati de yon gang ki tabli baz yo nan zòn Gantye, nan komin Kwadèboukè.

Lendi 15 mas la, plizyè bandi ki te fin pran tout lajan yon ponpis nan zòn anwo Lali, te tire sou

kontak rektora Inivèsite Leta Dayiti a, Madam Yassainthe ki t ap pase nan zòn nan. Madam Yassainthe te pran plizyè bal e li t al rann dènye souf li sou kabann lopital. Lapolis fè konnen yo deja arete 2 nan bandi sa yo.

Anplis de ka sa yo, nou site la a, genyen plizyè lòt ka asasinay k ap fèt chak jou nan peyi a. Anba lavil la, bandi yo pran plezi yo depouye moun ki vin achte ak ti lajan ponya ki nan men yo, aprè tout komès yo te fin pèdi nan tranblemanntè 12 janvye pase a. Zak kidnapin yo pa janm sispann tou nan peyi a, nan dezyèm vil peyi a. Okap Ayisyen ak nan zòn metwopoliten kapital la, lapolis deja anrejistre plizyè ka kidnapin, pami yo 2 anplwaye « Médecins Sans Frontière », ki te vin jwenn liberasyon yo aprè negosyasyon. Zak ensekirite sa yo, banditis sa yo ak kidnapin yo, dapre kèk obsèvatè ta gen rapò dirèk ak pil e pakèk prizon yo ki te sove lè tranblemanntè 12 janvye a. Evade prizon sa yo ap refòme gang yo nan plizyè kwen nan peyi a.

Lapolis bò kote pa l montre volonte l pou rive kwape bandi yo e poze lapat sou sa k te sove nan prizon yo. Otorite gouvènmantal yo prefere ap fè yon bann deklarasyon dwategòch nan radyo ak televizyon, olye yo pran bonjan dispozisyon pou retire viktim tranblemanntè a ki rete ekspozè anba men bandi tout kalte, nan lari ak sou plas piblik, ki menase anba yon lòt katastwòf.

CHAY PA LOU

Community Center

Serving the community for 14 years

- Immigration
- Social Services
- Taxes

98 Veronica Place, Brooklyn, NY 11226

718-756-1586

Emisyon Fanmi Lavalas nan Nouyòk

Depi 12 zan sou Radyo Soley so-bkariyè 96.9 FM ak sou entènèt lan www.radyosoley.com. Madan Alina Sixto, Pierre L. Florestal, Jacques Dossous, James Dérosin, Yvon Kernizan ak Franklin Ulysse ap anime chak dimanch soti 3 zè rive 4 trè 30 nan apremidi yon pwogram radyo pou Fanmi Lavalas.

Emisyon sa a la pou pale sou imilyasyon ak soufrans peyi Dayiti ap sibi anba men Loni ki pran kòmandman peyi a aprè kidnapin Prezidan Aristide 29 fevriye 2004 la e li la tou kòm pòt vwa pèp Ayisyen an nan zòrèy sila yo k ap malmenen Ayiti oubyen nenpòt lòt peyi sou latè.

Kapte emisyon an chak dimanch 3zè pou 4 trè. Telefòn emisyon Fanmi Lavalas la se:

Tel 347-500-9238

Ochan pou Jean Anil Louis-Juste

Vandredi 12 mas 2010 la, 2 mwa jou pou jou aprè lanmò l, nan lakou Fakilte Syans, plizyè santèn etidyan mele ak pwofesè, militan revolisyonè, reprezantan peyizan, reprezantan plizyè delegasyon ki sòti nan peyi Etazini, Kiba, Sendomeng, te rann yon dènye omaj bay yon kamarad, yon pwofesè inivèsite, yon revolisyonè, Jean Anil Louis-Juste. Se te madi 12 janvye pase a, anviwon 2 zèdtan anvan tranblemanntè a ki te ravaje 2 depatman peyi a (Lwès ak Sidès), kriminel fòs retwograd reyaksyonè a te voye touye Anil, nan ri Kapwa, nan egzèsis fonksyon l. Kriminèl yo te tire l twa bal epi voye l al mouri sou kabann lopital, poutèt li te konn pale verite, konbat manti, pran pozisyon epi defann enterè mas pèp la nan Inivèsite Leta Dayiti (UEH).

Ki moun Anil Louis-Juste te ye ? Anil te genyen 53 rekòt kafe sou tèt li. Li te etidye Agwonmi, e li te dekwoche yon doktora nan Sosyoloji, nan inivèsite Leta a (Syans pou moun ak Etnoloji). Se te yon pwofesè ki te toujou fè kou li yo nan lang pèp Ayisyen an pale a, ki se kreyòl, yon fason pou l te ka fè konsèp yo ateri, nan mitan pitit mas pèp la, pou chanje fason yo panse ak aji. Li te toujou ap batay pou kòz pèp la, li te derefize tout privilèj boujwa yo pou l te ka rete atache ak konviksyon l. Anil te konn bay kout men pou mete òganizasyon etidyan yo kanpe kouwè : ASID, MODEP, Sèk Gramsci elatriye. Nan yon trak ki t ap sikile nan woumble a, gwoup etidyan k ap reflechi sou pwoblèm sosyal yo (GREPS) di : « *O pwofesè Anil nou pap janm bliye w, yo touye kò a, men van libète a kontinye ap soufle pired nan kè nou, pwòjè nou tout bon w nan, ap kontinye boujonnen pi red.* »

Nan yon nimewo espesyal Revi Desalinyen, Asosyasyon Inivèsitè ak Inivèsitèz Desalinyen (ASID) pou mwa janvye ak fevriye 2010 la, ki pote mak fabrik Anil sou tit : « Ochan pou yon desalinyen libèratè, Jean Anil Louis-Juste ». yo pibliye yon tèks Anil te ekri 5 janvye 2009 ki rele: Kominikasyon sosyal ak « kesyon sosyal an Ayiti » ki pratik refleksyon ak refleksyon pratil nan Fakilte Syans pou moun ? Jean Anil Louis-Juste te ekri : « *Gen yon tandans an Ayiti pou moun ratresi kominikasyon sosyal nan pratik jounalistik. Depi yo pale kominikasyon, moun wè radyo, jounal, televizyon eletriye. Kominike ta tounen sèlman bay mas medya, pa ta gen kominikasyon. Lè nou konsidere pwogram nouwèl medya yo, nou jwenn yo bay mesaj politisyen priyorite sou tout lòt koulè lavi. Se pa mesaj politik non, se mesaj moun k ap batay pou okipe pòs nan Leta. Anmenmtan, jounalis yo bay responsab « òganizasyon sosyete sivil » layite lòt fòm egzistans Leta a, menm lè sosyete sivil la vle parèt tèt li pa yon kalte Leta. Se gwo evènman sosyal ki kapab fè yo bay responsab sendika, lidè òganizasyon popilè, kòdonatè mouvman peyizan pale.*

Pratik sa a fè menm jounalis yo kwè se sèl politisyen sivil osnon politisyen politik ki kapab tounen sous nouwèl, savledi ki ta kapab fè yon evènman ki aktyèl, ki gen sans epi ki enterese piblik medya a chwazi. Dayè lè yo bezwen kò-



Jean Anil Louis-Juste, yon kamarad, yon pwofesè inivèsite, yon revolisyonè

mantè yon desizyon gouvènman, yo rale yon politisyen sivil osnon yon politisyen politik mete devan majorite popilasyon an pou l bay dizon. Konpòtman sa a baze sou sa y ap kleyonen pou klas politik ki fè opozisyon. Jounalis yo pa menm konsidere yo menm gen dwa gen pwòp dizon pa yo sou mezi Leta/ sosyete sivil pran nan sosyete a. Pratik sa a fè kominikasyon sosyal la vin pi pòv toujou : yo ratresi l nan 2 dimansyon : longè l, se « politik », lajè l, se medya. Depi lòt moun pale kominikasyon, yo tou pare pou mande : « ki otorite ou genyen pou w reflechi sou kominikasyon sosyal ».

Sou kesyon latè ak peyizan nan peyi Dayiti, nan yon lòt tèks li te ekri 30 avril 2002, 'Pwojè devlopman kominote ak demokrasi nan òganizasyon peyizan yo', Jean Anil te fè konnen : « *Nan mitan peyizan yo, kriz ki genyen travay tè, li fè nou poze kesyon sou fason peyizan yo ap repwodui fòs kouraj yo ak tout fòs kò kay yo. Grandon yo pran tè yo, yo trennen richès peyizan yo pwodui ale lavil, yo bay kout ponya. Boukantay k ap fèt sou mache entènasyonal la ap vin pi grav chak jou, ou nan dezavantaj peyizan yo. Yo touye kochon kreyòl ayisyen yo ki se sèl ti ekonom peyizan yo te konn fè lontan. Tou sa, se kòz ki kapab montre pwoblèm peyizan yo genyen pou yo repwodui tèt yo. Li difisil pou nou di kilès ki tounen kòz prensipal la, paske yo tout genyen enfliyans konpòtman peyizan yo genyen sou anviwonman an. Nan ane 20 yo, nou te genyen 20 pousan peyi a kite kouvri avèk forè; nan ane 90 yo, nou tonbe nan pi piti pase 2 pousan. Nou fè yon defisi 60 pousan pou nou ta viv nan yon anviwonman ki gen ekilib. Antouka, travay peyizan an pa pèmèt li repwodui kòkay la ankò; se travay devlopman an ki pote yon ti kichòy.*

Plizyè pwofesè, etidyan, reprezantan peyizan, kamarad ki konn travay isit al lòtbòdlo te fè temwayaj nan woumble sa a pou fè konnen ki moun Anil te ye. Divès òganizasyon kouwè : ASID, Sèk Gramsci, GREPS elatriye te fè plizyè temwayaj nan memwa gwo potòrik gason sa a. Pou yonn nan kolaboratè li nan depatman travay sosyal, nan FASCH, Anil te fè kou atelye memwa, kominikasyon sosyal, politik sosyal, metodoloji entèvansyon nan travay sosyal ak kou travay sosyal gwoup.

Li te bay tout tan l nan ankadre etidyan yo, nan kou memwa lisans ak nan sèvis kominote fakilte a konn òganize. Li te konn patisipe nan tout aktivite depatman travay sosyal ap fè, akonpaye etidyan yo nan travay rechèch yo, travay sosyal plizyè kote nan peyi a tankou: Akayè, Kabarè, Latibonit ak Sidès.

Etidyan Seide Gardy (Kamileyon), k ap prepare memwa l nan Sosyoloji nan Fakilte Etnoloji, ekri nan yon koze sou lanmò Jean Anil Louis-Juste: « Anil te yon gwo tèt nan mouvman 200 goud la, nan inivèsite a, batay Fakilte medsin lan, li te vle pou l te sèvi pou yon vrè batay nan Inivèsite a tanmen tout bon, pou mete fen ak refòm sanfòm, refòm mazora a. Pou Inivèsite a pa yon ansanm ti wayòm, nan yon ansanm ti lojik. Nan kou li, li te toujou ap montre sosyete a dwe chita sou egalite sosyal, dwe gen bon kondisyon lavi pou moun ki nan katye pòv yo, peyizan yo, moun k ap travay nan faktori yo. Avèk Anil batay nan Inivèsite a te chofe anpil, li te menm vle vini rektè pou wè si l ta chanje sistèm lan. Se pa ti pwojè reyaksyonè, ti koulout plen pòch, men li te vle chanjman ak lèt majiskil, li te travay pou sa, li pa t yon moun ki t ap chache fè vedèt nan laprès. Pou Anil, yon bon revolisyonè pa bezwen afich piblisite. »

Pousa, dekana Fakilte etnoloji te retire kou nan men l, sou pretèks l ap monte tèt etidyan yo, rektora a te wè l tankou yon bèt nwa. Pou moun li te ye anpil konplo sòti depi nan Leta a vin geri bosko yo nan Inivèsite a. Prezans Anil te menasan anpil, yon sektè, yo rele sosyete sivil te trete l ak yon bann etidyan, parazit, lòske yo t al fè yon mach pou anviwonman sou Channman la, yo te antre ak yon diskou: « *pa ka genyen yon anviwonman pwoteje, si kondisyon lavi moun pa pwoteje, kidonk, 200 goud, sale minimòm* ».

Plizyè lòt pwofesè, etidyan, kolaboratè, kamarad te akonpanye sou fason Anil te konn kolabore avèk yo nan Fakilte a. Yves Marie, yon reprezantan peyizan Kabarè, te temwaye kolaborasyon l ak Anil ki te kòmanse ap poze pwoblèm peyizan yo ap fè fas chak jou ak grandon yo, ki se pwoblèm konsève epi eksplwatè tè yo. Batay peyizan yo se yon batay konkrè, vital, ki pa nan jwèt, paske se yon batay k ap detèmine lavi reyèl peyizan yo. Tandiske, batay etidyan yo nan Inivèsite a, se yon batay ideyolojik, yon batay filozofik, yon batay lide. Se batay pou tabli rapò revolusyon sosyalis nan peyi Dayiti. Se te pi gwo objektif pwofesè Jean Anil Louis-Juste, pandan pasaj li sou syèl Dayiti.

Fòs fènwa-reyaksyonè yo, tyoul system kapitalis peze souse yo touye revolisyonè sa a, pou lide, pou diskou, pou sa l ap ekri, pou jan li te konpòte l nan sosyete a, pou refleksyon l ap fè sou Leta boujwa kapitalis grandon sa a. men fòk fòs fènwa yo konprann, yo ka touye yon militan, 2 militan, 3 militan.... Yo pap janm ka touye lide revolusyonè k ap travèse tout militan yo nan peyi Dayiti. Yo touye Anil, batay pou yon vrè chanjman nan sosyete a ap kontinye, lit ant klas yo ap kontinye nan tout sektè nan mas pèp la pou rive chanje mòd pwodiksyon kapitalis, gwo vale piti a.

Quand la politique se met en veilleuse en Haïti ?

Par Catherine Charlemagne

Deux mois après la catastrophe du 12 janvier 2010, la politique a du mal à reprendre ses droits en Haïti. Certes, la plupart des acteurs essayent de temps en temps de reprendre du service actif mais la conjoncture et le contexte ne les favorisent guère. Les médias et surtout les émissions à caractère politique demeurent disparates, ce d'autant plus que beaucoup parmi ces médias sont encore sous les décombres. En fait, c'est la population qui, suite au traumatisme collectif qu'elle a subi et les difficultés qu'elle confronte depuis, n'est point réceptive des discours qui ne changeront rien à sa situation. Quant aux grands leaders nationaux, il semble qu'en dépit du peu de leadership du chef de l'Etat à reprendre les choses en main, ils préfèrent rester eux aussi silencieux ou du moins, n'arrivent pas non plus à s'imposer au devant de la scène comme avant le 12 janvier.

Constatant que leur plan de renverser le gouvernement et, si possible, de chasser le Président de la République de la cour du Palais national, est dans l'impasse, ces chefs de bande pardon chefs de partis, préfèrent garder le silence en attendant, peut-être, de revenir à la charge avec une autre stratégie. Qu'est-ce qui a pu donc contrarier ce plan qui paraissait si bien ficelé, vu les difficultés du pouvoir à gérer la crise post-séisme ? A première vue, les leaders politiques comptaient beaucoup sur un hypothétique soutien de la Communauté internationale pour démettre le Président de la République de ses fonctions comme ils avaient pu la convaincre en 2004 sous Aristide. Sauf que, il y a six ans maintenant, les étudiants de la capitale n'ayant eu de soucis ni pour dormir ni pour manger, avaient rendu la tâche facile en apportant leur soutien aux mobilisations et manifestations qui avaient fini par avoir raison sur le pouvoir d'alors.

En 2010, la configuration du pouvoir et les revendications diffèrent d'un bout à l'autre ; et



De gauche à droite : Andy Apaid, Evens Paul et l'actuel ministre de la Justice Paul Denis

la Communauté internationale a d'autres chats à fouetter avec des centaines de sinistrés à nourrir et à loger vu l'absence de décision des autorités haïtiennes face au drame du tremblement de terre. Les alliés médiatiques aussi ont fait défaut aux leaders politiques dans leur plan de déstabiliser le pouvoir. Comme nous le signalons au début, la presse étant totalement désorganisée, même celle appartenant au secteur conservateur et dotée des moyens financiers conséquents n'a pu sortir idem du désastre. Du coup, la machine s'est retrouvée enrayée et toute opération de propagande contre le gouvernement, impossible. Après l'échec de l'« opération table rase » les responsables politiques se ravisent. Aujourd'hui rares sont ceux qui souhaitent que le chef de l'Etat ne termine son mandat.

Du coup, ils l'encouragent même à relancer le processus électoral suspendu de fait avec l'effondrement du siège de l'institution électorale. Or, si dans les premiers jours du séisme le Président René Préval avait fait consulter certains juristes pour savoir s'il pouvait rester au commandement de l'Etat au-delà de son mandat l'année prochaine, sans appeler le peuple en ses comices, c'est justement par peur de laisser aux autres le soin d'organiser ces scrutins auxquels il tient comme la prunelle de ses yeux. En coulant le plan de ceux qui voulaient le renverser avant l'expiration de son mandat, le Président a une fois encore gagné sur les deux tableaux : primo, avec le soutien de ses partenaires internationaux il se maintient au pouvoir au moins jusqu'en février 2011, secundo, c'est lui et ses amis du Conseil Electoral Provisoire (CEP) tant décriés par l'opposition qui organiseront ces fameuses élections même si cela devrait se faire sous la pression amicale de l'internationale.

Dans ce cas, même si l'opposition devrait bénéficier d'une petite faveur dans le réaménagement du CEP, le nerf de la guerre étant l'argent, la présidence aura tout le loisir pour faire ce qu'elle avait prévu de faire avec ces élections avant le séisme du 12 janvier 2010. L'opposition n'aura donc rien de plus de ce que l'équipe du Palais lui avait réservé. Car, si la catastrophe a changé la vie de beaucoup de personnes en Haïti, la donne politique, elle, d'après notre constat n'a pas vraiment changé. Et pour cause. Les chefs de partis ne

montrent aucune aptitude à pouvoir faire bouger la ligne.

C'est fort curieux dans une telle crise d'autorité et de leadership, qu'aucun responsable politique ne soit sorti du lot pour faire la différence face à ses collègues, voire face à un Président de la République dépassé par les charges que lui incombent ses responsabilités constitutionnelles. Certains leaders de partis que nous avons rencontrés demeurent persuadés que la population va se révolter contre le pouvoir avant la fin de l'année avec la saison cyclonique qui arrive bientôt. Ils auront peut-être raison. Mais personne n'a besoin d'être grand clerc pour s'apercevoir de ce danger qui guette le pouvoir si rien de sérieux n'est fait avant l'arrivée des pluies. La ville de Port-au-Prince n'est plus qu'un immense bidonville de tentes éparpillées çà et là dont certaines ONG essayent tant bien que mal, face au vide laissé par les autorités nationales, d'organiser.

Mais pendant combien de temps ces gens pourront-ils rester sous ces abris de fortune dont une grande partie ne sert, en fait, qu'à se protéger du soleil. La vérité dans ce capharnaüm que sont devenues les villes détruites et celles accueillant des sinistrés, chaque parti ou responsable politique se comporte comme les ONG, ils tentent, eux aussi, de s'enrichir ou de faire un peu d'argent sur le dos des sinistrés. Aucun n'a un vrai plan ou de vraies propositions de sortie de crise qu'ils peuvent soumettre soit au gouvernement soit à la Communauté internationale ou à présenter comme alternative à la population en cas de joutes électorales.

Résultat : la population du Champ-de-Mars, comme l'on disait naguère pour Cité Soleil, ne croit plus en ces partis et ces chefs qui, non seulement demeurent aussi silencieux que le pouvoir, mais par leur comportement laissent croire qu'à la place du Président René Préval ils ne feraient pas mieux. Or, tout le monde qui a le courage de faire un saut vers le Champ-de-Mars, les routes et la place de l'aéroport, chez les frères de Saint Louis de Gonzague à Delmas 31, au bicentenaire, Lalue et dans les différentes Cités en carton et en toile installées un peu partout dans la ville, peut facilement comprendre que cette population ne pourrait rester longtemps sans réagir. Et on peut craindre que sa réaction soit violente. Et pourtant, la politique reste en veilleuse en Haïti.

Pour guérir les blessures de l'âme

Par Leticia Martinez Hernandez

Cuba a pris d'assaut la Place du Champ de Mars, celle-là même qui depuis deux mois accueille des milliers de visages tristes et angoissés. Car il s'agit bien d'un assaut, d'une déferlance d'amour et de sympathie venue guérir les blessures de l'âme. Un geste solidaire sur fond de musique, de rumba santiaguera, et agrémenté de pitreries, d'acrobaties, de magie, de pinceaux, de crayons de couleur, de danses, d'échasses, et des chansons... Le responsable de cette « invasion » ? Le peintre Kcho. Les conquistadors ? Les membres de la brigade culturelle Marta Machado. Leur objectif ? Conquérir le cœur des centaines de Haïtiens qui, ce matin-là, ont oublié le drame qu'ils vivent pour retrouver le sourire avec Cuba.

L'horloge marquait 10h précises... Tout était fin prêt devant les jardins du Palais présidentiel en ruines : la police haïtienne en place, et les barrières installées pour délimiter l'espace du spectacle. Mais comme l'art ne suit pas de schéma préétabli, et encore moins les facéties de Kcho, la brigade de la joie, sans aucune crainte, est entrée par où on l'attendait le moins. Les artistes cubains sont allés chercher les spectateurs jusque sous les tentes et dans les baraques délabrées, et tous sont passés de la surprise au plaisir lorsque la joie a envahi la place.

Kensi a été clown hier pour la première fois de sa vie. Le nez et les joues colorées ont eu raison de la tristesse de cet enfant, ont effacé le sinistre souvenir du tremblement de terre qui l'a privé de sa maison. Comme lui, des centaines d'enfants, mais aussi des adultes, se sont amusés avec les comédiens montés sur des échasses, et ont défilé bruyamment sous leurs longues jambes ; avec le clown Cebollita, quand ils se sont arrosés les uns les autres au pistolet à eau ; avec le magicien Sixto qui faisait disparaître les gourdes (monnaie haïtienne) et les cartes sous le nez des spectateurs ; avec le groupe vocal cubain Desandann, qui leur a fait remuer les hanches jusqu'à l'ivresse avec ses chants créoles ; avec les pinceaux de Rancano ; avec les dessins de Kcho, cet homme qui a révélé à Granma, qu'il se sentait heureux d'avoir dé-

couvert que le talent ne vaut rien si l'on ne peut pas le partager avec les autres».

Sur la Place du Champ de Mars, les Cubains ont offert de l'art pur à des centaines de personnes. Si bien que, avec cette idée que partager le talent pour le rendre bien réel, personne ne s'est étonné d'entendre les accords du jazzman Yasek Manzano. Ce jeune homme qui a étudié à Juilliard, la prestigieuse université new-yorkaise de musique, qui s'est produit sur de nombreuses scènes internationales, débordait de joie hier dans une Haïti dévastée.

Qu'importe le nom et les lauriers ? s'exclame le jeune Yasek. « Je suis un parmi les autres qui sont venus offrir leur cœur. Je suis ici pour apporter mon soutien à travers ma musique, fort de ce que j'ai appris à Cuba. Je suis tombé amoureux de la brigade. J'étais avec eux dans les marais de Zapata, et à Guayabal, à l'île de la Jeunesse... Et Kcho sait qu'il peut compter sur moi. »

Kcho raconte que depuis le 12 janvier, le téléphone ne cessait pas de sonner. « Les brigadistes, les amis m'appelaient pour s'enquérir de nos projets, mais le moment n'était pas encore venu pour nous d'intervenir. Il fallait laisser les médecins faire leur travail, soigner, opérer... Puis, notre jour est arrivé, et nous voilà aujourd'hui ici, où nous sommes venus guérir au plus vite les blessures de l'âme, car sans cela l'avenir de ce pays sera compromis pour toujours. Quand est-ce que je pars ? Je n'en sais rien... Je viens tout juste d'arriver dans ce pays, et je suis ici pour aider. »

Hier, c'était la fête sur cette place, transformée en un immense camp de réfugiés. Tout semblait irréel, un mirage du bonheur que nous souhaitons tous pour Haïti. Même la barrière qui protège le Palais national, et qui rappelle la ligne de partage entre le luxe et la misère, paraissait belle lorsque des mains cubaines y ont accroché les immenses dessins envoyés par des enfants cubains qui, comme leurs frères haïtiens ont aussi été frappés par des catastrophes naturelles. Une lueur de foi, d'espoir, de sourires, s'est levée hier sur le Champ de Mars, à Port-au-Prince.

Granma 11 mars 2010

RADIO PÈP KOMINIKASYON
MONDAY-FRIDAY 7A.M. - 1A.M.
WLQY 1320 AM

RADIO PIMAN BOUK
SUNDAY 8 A.M. - 10:30 A.M.
WLQY 1320 AM

■ NOUVELLES	■ POLITIQUE
■ ANALYSE	■ MUSIQUE
■ EDUCATION	■ PUBLICITÉ
■ TALK SHOW	

(786) 487-7870
MANDE POU VOLTAIRE

Les responsables politiques dont on ne sait pas s'ils sont dans l'opposition ou dans le gouvernement restent muets ou du moins parlent comme s'il n'y avait pas matière à exploiter une situation politique évidente afin de s'imposer face à un pouvoir passant son temps à voyager à l'étranger comme si les dirigeants tentent de fuir le pays, la population et leurs responsabilités dans l'ampleur de ce qu'ils ont à faire. La politique se met en veilleuse disons-nous. Mais ce sont aussi les femmes et les hommes politiques, les hommes d'Etat qu'on recherche désespérément dans cette situation exceptionnelle. C'est aussi surprenant d'entendre le chef de l'Etat dire qu'il faut faire la décentralisation.

L'on a bien envie de lui poser la question : à qui s'adressait-il ? Est-ce à lui-même, aux organisa-

tions non gouvernementales (ONG) ou à l'internationale ? Qui doit faire promulguer les lois sur la décentralisation ? Sinon le pouvoir exécutif. Qui doit demander aux ministres concernés de faire les lois cadres et organiques pour la mise en application de la décentralisation ? Sinon l'exécutif. Qui doit ordonner au chef du gouvernement le transfert de certaines compétences administratives dans les départements ? Sinon le Président de la République, chef du pouvoir exécutif en vertu de ses prérogatives constitutionnelles. Il est le principal garant de l'application et du respect de la Charte fondamentale.

Le chef de l'Etat n'a point à s'étendre devant les micros de radio et télévision en demandant aux autres de faire la décentralisation, d'appliquer les plans

Suite à la page (15)

Haïti : l'heure de vérité a sonné!

Par Jean Laurent Nelson

Le séisme, qui le 12 janvier 2010, a lavagé la Capitale haïtienne et les villes importantes comme : Léogane, Petit Goave et Jacmel, a mis à nu l'incohérence, l'inefficacité de l'État haïtien et son incapacité à répondre aux vœux les plus élémentaires de la population sinistrée. Jetons un regard révélateur sur certains faits.

Plus de soixante douze heures après cette catastrophe, l'État, devenu invisible à l'œil nu, enseveli, en partie sous les décombres, gisait lamentablement, sans aucune gêne dans sa déconfiture. Il ne manquait que le requiem! On aurait pu dire que les édifices de l'État se sont écroulés avec tous leurs occupants. La Police, Corps assurant la sécurité publique du pays était absente. Problème de communication, selon un proche du gouvernement, à Port-au-Prince. Les policiers aussi ont été victimes, raconte un autre. Qui peut expliquer comment et en vertu de quelle règle, une force de sécurité en difficulté devrait abandonner sa zone d'intervention?

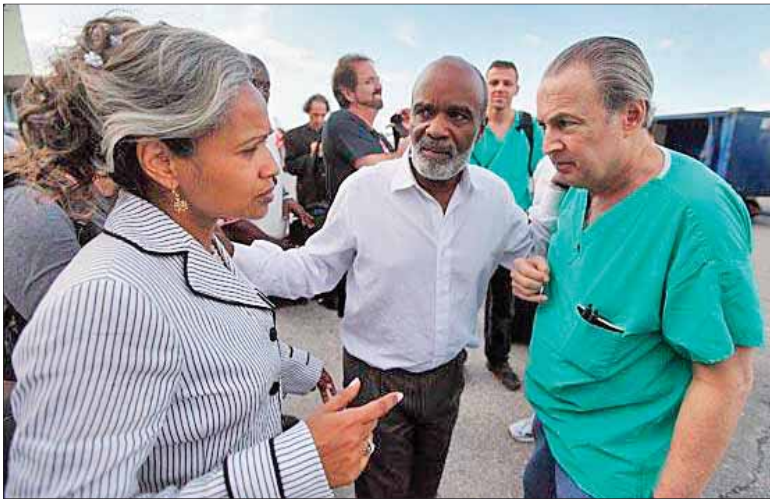
Où était passée le 12 janvier, ce que dans tous les Corps légalement constitués, on appelle : chaîne de commandement? Les seuls moyens de communications de la Police nationale n'étaient donc que le téléphone et la radio. Dans la guerre contre la criminalité ou pour la protection de la sûreté de l'État, n'importe quel fût pouvait aisément donc déjouer les responsables de la Police et atteindre son objectif, en interceptant les communications. Le drapeau est maintenant levé. Notre police n'était alors qu'une Police de façade, de pacotilles. Une vitrine, quoi!

Parlons de la présidence maintenant. Ah! oui, dit-on, le Président était en état de choc. C'est un humain, tout de même! Néanmoins, tout le monde devrait savoir que lorsque quelqu'un se présente devant la population et sollicite sa faveur, surtout pour le poste de président, en dehors des privilèges attachés à la fonction, les devoirs et les engagements pris sont aussi importants, sinon plus pour un véritable leader. Un Général blessé sur le champ de bataille reste un homme mais aussi un Général qui n'a pas le droit d'abandonner sa troupe sous aucun prétexte au risque de se déshonorer et d'être jugé en Cour martiale. Mais en Haïti, il faut nager pour sortir de l'eau tout com-

me, il faut planter du «mazoumbèl» pour manger. Vous voyez le lien.

Après le désastre du 12 janvier 2010 en Haïti, le Président, quand il a, enfin, daigné prendre la parole, ce fût pour flanquer au visage du peuple haïtien le camouflet que

sa demeure lors d'une catastrophe, revient aux seuls occupants d'une maison, d'un immeuble ou d'une ville? Ce qui est valable pour un logement, l'est aussi pour une ville. En cas d'évacuation, les autorités responsables doivent se charger de di-



Préval quand il a, enfin, daigné prendre la parole, ce fût pour flanquer au visage du peuple haïtien le camouflet que c'est sa femme Elizabeth Delatour Préval qui lui a demandé de s'adresser à la population

c'est sa femme qui lui a demandé de s'adresser à la population. Qu'est-ce que les plus de 212 000 morts ont à voir avec ce qui se passe dans la chambre du Président?

Par ailleurs, à peine quelques heures après le séisme, les plus de un million de sinistrés, de sans abris, les écopés et les personnes traumatisées par la perte d'un ou de plusieurs membres de leur famille, étaient-ils intéressés à savoir de quoi se compose le menu du plat du midi du Président de la République, du Premier Ministre ou des membres de l'équipe au pouvoir? Ces survivants sont plutôt - et c'est fort compréhensible, - préoccupés par leur propre quotidien, leur avenir et celui de leurs enfants affamés et sans eau potable. En moins d'une minute, comme l'édifice qui l'abritait, le Ministère de l'intérieur et des Collectivités territoriales qui a la responsabilité de gérer les secours d'urgence, a démontré son inefficacité, son incapacité à sauver la vie, ne serait-ce que d'une seule personne.

Port-au-Prince est aujourd'hui devenu un gigantesque bidonville à ciel ouvert, avec un petit peu plus d'immondices qu'avant, déclare un journaliste étranger, dans l'un de ses reportages sur Haïti. Depuis quand, et dans quelle société le choix d'évacuer

riger les gens évacués vers des points de rassemblement ou d'hébergement temporaires et appropriés! La "Direction de la protection civile" avait-elle prévu un plan d'urgence? Ou bien les responsables n'attendaient-ils que l'arrivée des saisons cycloniques tout comme ceux et celles qui surveillent la période carnavalesque, pour faire choux gras et s'enrichir?

Aujourd'hui, nous sommes à la croisée des chemins. Il a fallu trente sept petites secondes, oui, trente sept petites secondes, pour mettre à nu deux cents ans de gestions anarchiques, de coups d'État, de gabelies administratives et de corruption généralisée. Et, au lieu de tirer des leçons de cette catastrophe, les membres de l'équipe au pouvoir, deviennent de plus en plus ombrageux et arrogants. Aucun appel n'a été lancé aux autres secteurs organisés de la population afin d'apporter leur contribution à la gestion de la crise post-séisme.

On parle beaucoup de reconstruire Port-au-Prince, la capitale du pays, Léogane et Jacmel. On ne pense même pas que le 12 janvier 2010 doit nous servir de point de départ pour la construction d'un nouvel État. Un État qui n'a encore jamais existé en Haïti. Ce 12 janvier 2010 a consacré la mort de cet État prédateur depuis longtemps moribond et agonisant, vieux de plus de deux cents ans. Il faut maintenant chanter ses funérailles et bâtir un autre, moderne, juste, à la dimension des valeurs du peuple haïtien. Devons nous nous reposer sur les membres de la communauté internationale, les soit-disant «Amis d'Haïti» pour nous aider à reconstruire cet État modèle - le rêve des Pères- fondateurs de la patrie haïtienne?

D'abord, il nous faut une nouvelle Capitale pour Haïti. Ce n'est pas sans raison que les Pères- fondateurs avaient résolu, après l'indépendance, de placer la Capitale à l'intérieur du pays. Aujourd'hui, dans la construction d'une nouvelle Haïti, nous devons penser à ériger la Capitale, ailleurs qu'à Port-au-Prince, préférablement entre les deux failles. Certes, ce point de vue va faire monter au créneau les fanatiques. Pourtant, nous devons regarder la réalité en face. À part Haïti, bien sûr, quel autre pays a sa Capitale aussi proche de la frontière d'un autre pays? À moins de trente minutes de Malpasse, nous sommes

déjà aux Champs-de-Mars.

Aujourd'hui, Port-au-Prince est sous les décombres. La Capitale pue. Elle a perdu son arrogance de République. Mais, elle ne doit pas être non plus abandonnée sous les piles d'immondices. Au contraire, l'ancienne Capitale doit se lever, devenir une ville moderne, avec des constructions appropriées et selon les normes anti-sismiques en vigueur dans d'autres pays. Ce sera un endroit où il fera bon de vivre.

Quels seront les artisans de cette nouvelle Haïti?

Nous assistons malheureusement à une vente aux enchères de ce qui reste du 12 janvier 2010. Les membres de l'équipe au pouvoir sont prêts à remettre la gestion du pays à la Communauté internationale. Serait-ce pour obtenir une prolongation de

leur mandat ou « troisième mandat »? D'autres, assis sur ligne de touche, ayant, dans le passé, contribué à creuser la tombe du pays, sont en train de s'échauffer en se préparant fébrilement à intégrer ou à accaparer le pouvoir, à n'importe quelle condition.

Si aujourd'hui, on parle encore d'Haïti, les projecteurs ne sont plus sur le pays. Ils sont ailleurs. D'autres événements et catastrophes naturels les ont poussés loin de la réalité de notre île. À bien y penser, nous devons nous-mêmes construire ce pays qui est nôtre avec ou sans aide. Nous n'avons aucun autre choix. Après le séisme de 1842 qui a dévasté autant le Nord que l'ouest d'Haïti et qui a causé la chute du Président Boyer, que quelqu'un nous dise, qui nous a aidés à reconstruire notre pays?

Une opportunité à ne pas rater

Durant son existence, le pays a raté en maintes fois, l'occasion de se prendre en main et d'aller dans la direction souhaitée par la grande majorité des Haïtiens. Des efforts consentis par des gouvernements antérieurs qui ont voulu redresser la situation et certaines lois votées, n'ont pas eu gain de cause des for-

ces qui ont toujours voulu garder le pays dans ce marasme où il est trop longtemps plongé.

Aujourd'hui, une nouvelle occasion nous est offerte. Elle est en or, cette fois-ci. Afin que la mémoire des deux cent mille morts du séisme soit honorée et que ces derniers reposent en paix, sautons sur cette occasion pour créer les conditions de vie nécessaires et indispensables aux milliers d'estropiés et d'handicapés laissés sur le terrain. Les cris douloureux des familles endeuillées vont continuer de résonner dans nos oreilles. Il faut saisir cette occasion pour montrer à nous-mêmes d'abord, et au monde entier ensuite, ce dont sont capables les enfants de Boukman, de Toussaint, de Dessalines, de Pétion, de Christophe, de Capois et de tous ces vaillants anonymes qui ont forgé notre belle histoire.

Il faut organiser un grand konbit afin d'inventer et de créer une vie meilleure aux générations à venir. Seuls des hommes et des femmes éclairés et visionnaires, dévoués, combattifs et nationalistes pourront mener à terme ce projet national. Construire un nouvel État, refonder la Nation haïtienne, redonner sa fierté au peuple, regagner notre souveraineté perdue, réapproprier notre identité amputée, tout un programme qui exige la participation de tous les valeureux patriotes. Nous ne pouvons pas attendre demain. Il sera peut-être trop tard. La marche vers cette nouvelle Haïti doit commencer aujourd'hui même, avec la contribution de chaque Haïtien et de chaque Haïtienne. L'heure est venue de ne pas rater cette occasion qui pourrait être la dernière offerte à nous en tant que peuple, car contrairement à certaines croyances répandues au sein de nos communautés, l'histoire nous montre que les peuples peuvent disparaître. Accepter ou subir l'assimilation ou se fondre dans un autre peuple, mourir ou résister. À nous de choisir notre destin.

Jean Laurent Nelson
Journaliste Ex-parlementaire,
député de la 46ème législature
10 mars 2010

U.S. Out of Afghanistan and Iraq Now!

Free Palestine! Reparations for Haiti!

National March on Washington

SATURDAY MARCH 20

Gather at 12 noon at the White House (Lafayette Park)

Money for healthcare, jobs and education!

AnswerCoalition.org

Buses from New York City

212-694-8720

nyc@answercoalition.org

100 YEARS OF WOMEN'S RESISTANCE
COMMEMORATE INTERNATIONAL WOMEN'S DAY

STOP THE VIOLENCE AGAINST WOMEN

Every issue is a woman's issue

SATURDAY MARCH 27

Gathering 12 noon Union Square
14th & Broadway
Everyone is welcome including children

Followed by march to:

• **St. Vincent's Hospital** (slated for closing)

• **Triangle Shirtwaist Fire Memorial**

Site of 1911 fire that killed 146 women workers & girls

Corner of Washington Sq. Place & Greene St.

• **Indoor Organizing Rally,** breakout groups, film, refreshments

Child care provided

SOLIDARITY CENTER

55 W. 17th St., 5th floor

Manhattan

Latino Donated - 2010

A Tribute to Jean Anil Louis-Juste

By Yves Pierre-Louis

Along with the earthquake, another terrible event occurred on January 12. Gunmen assassinated in broad daylight Jean Anil Louis-Juste, a beloved teacher at the State University's School of Human Sciences and Ethnology. No investigation has yet been launched into the killing, which occurred shortly before the massive quake. This report about Anil's memorial service from Haiti Liberté's Port-au-Prince bureau chief Yves Pierre-Louis conveys the deep influence Louis-Juste had on many Haitian students and progressive activists. His killing now takes its place among many other unsolved murders of progressive figures in Haiti including educator Charlot Jacquelin (1986), journalist Jean Dominique (2000), Father Jean Marie Vincent (1994), and Father Ti Jean Pierre-Louis (1999). The article was translated from its original Kreyòl by Kim Ives.



Professor Jean Anil Louis-Juste inspired his students and other progressives working for social change in Haiti

He always fought for the people's cause. He refused all bourgeois privilege so that he could remain true to his convictions.

Anil helped to set up several student organizations including the Association of Dessalinien University Students (ASID), the Movement for Popular Democracy (MODEP), and the Gramsci Circle.

In a leaflet that was circulated at the memorial service, the Student Group to Reflect on Social Problems (GREPS) said: "Professor Anil, we will never forget you. They killed your body but liberty's wind blows more strongly in our hearts, and what you planted in us will continue to flower."

In a special issue of the revue *Dessalinien* (January/February 2010) entitled "Tribute for a Dessalinien Liberator, Jean Anil Louis-Juste," ASID published a piece which Anil wrote on Jan. 5, 2009 entitled "Social Communication and Social Questions in Haiti: What Practice of Reflection and Reflection of Practice is there at the School of Human Sciences?"

"There is a tendency in Haiti for people to associate social communication with journalism," he wrote in the piece. "When one talks about communication, people think of radio, newspapers, television, etc. If we could only communicate via the mass media, there wouldn't be any communication. When we look at the news media's programs, we find that they give the politicians'

messages priority over every other aspect of life. But it isn't a political message. It is the message of opportunists only fighting to occupy a state post. At the same time, journalists give the heads of 'civil society organizations' to right to construct new forms of the State, even though civil society wants to present itself as not having any State affiliation. It is only momentous social events when the mainstream press allows union leaders, popular organization leaders and peasant movement coordinators to talk. This practice makes even journalists think that it's only civil and political politicians who are the source of news, in other words who can make an event important, who make sense and who interest the public the media is trying to reach. Furthermore, when they have to comment on a government decision, they grab a civil or political politician and put him or her before the people to give their opinion. Usually they speak on behalf of the political class in the opposition. The journalists don't even consider that they themselves have the right to have their own opinion on the measures the State or civil society are taking in society. This practice makes social communication become still poorer. It is presented in two dimensions: its length is "political," its width is media. If others speak of communications, they ask: 'what authority do you have to reflect on social communication.'"

On the question of land and peasants in Haiti, in another text he wrote on April 30, 2002 entitled "Community Development Projects and Democracy in Peasant Organizations," Anil wrote: "Peasants face a crisis in working the land, and it makes us ask the question about how the peasants reproduce their labor force and their household. The big landowners (grandon) take their land, drain all the peasants' wealth into the cities, and then stab them in the back. The exchange made on the international market becomes worse daily to the peasants' disadvantage. They killed the Haitian Creole pig which was the only form of saving peasants had used for a long time. All this shows the problems peasants face in trying to reproduce themselves. It is hard for

us to say who or what has become the principal cause because they all have an influence on the peasant's conduct and an effect on the environment. In the 1920s, we had 20% of the country covered with forest. In the 1990s, we had less than 2%. We are about 60% short of the land we would need to live in equilibrium with the environment. In any case, the peasant's labor does not allow him to reproduce his household any more; it is development work with brings in a little something."

Several professors, students, peasant representatives, and work comrades, both Haitian and foreign, spoke at the memorial service about who Anil was. Members of ASID, GREPS, the Gramsci Circle, and other organizations spoke about the memory of this great fighter.

One of Anil's collaborators in the Department of Social Work told how Anil did courses and workshops on memory, social communication, social policy, methodology on the intervention of social work, and work courses for social groups. He gave all his time to train his students. He used to participate in all the activities that the Social Work Department would do, helping the students with their research and social work in several parts of the country including Archaie, Cabaret, the Artibonite, and the Southeast.

For the sociology students at the Ethnology School, Seide Gardy (Kamileyon) wrote this about Anil's death: "Anil was an important leader in the movement for the 200 gourdes [for \$5 minimum daily wage] waged in the university and the battle for reform at the Medical School. He wanted to see real change at the University, an end to the formless and toothless reforms. He wanted the University not to be a collection of little kingdoms, all small minded. In his courses, he always showed that society should be based on social equality and have good living conditions for people in the poor neighborhoods, for peasants and people working in factories. With Anil, the University battle became very hot. He even wanted to become Rector to see if he could change the system. He didn't have little reactionary projects, little shorts full of pockets. He wanted change in capital letters. He worked

for that. He was not someone who looked to be a star in the press. For him, a good revolutionary does not need to publicize himself."

For that reason, the Ethnology School's administration took away his courses on the pretext that he was brainwashing his students. The administration saw him as trouble. Because of the type of person he was, many plots were hatched in the State to eliminate him from the University. The presence of Anil threatened many. One sector, the so-called civil society (really the bourgeoisie) threatened him after he and a band of students entered a march to protect the environment on the Champ de Mars last year. They chanted: "There can be no protected environment if the lives of people are not also protected, thus, there has to be a 200 gourdes minimum salary."

Several other professors, students, collaborators and comrades spoke about how Anil had collaborated with them at the School. Yves Marie, a representative of the peasants of Cabaret, told about his collaboration with Anil. The professor had addressed the problems the peasants face each day with the big landowners, which involve keeping and working their land. The peasants' struggle is concrete and vital because it involves their real-life struggles. Meanwhile, the University students face more of an ideological struggle, a philosophical struggle, a struggle of ideas. It is a battle to establish the conditions for a socialist revolution in Haiti. That was the main objective of Professor Jean Anil Louis-Juste during his life under Haiti's sun.

The dark reactionary forces, the tools of the capitalist system, they killed this revolutionary for his ideas, for what he said and wrote, for the way he conducted himself in society, for the reflections he made on the State of the bourgeois capitalists and the big landowners. But the dark forces should understand this: they can kill one, two or three militants, but they can never kill the revolutionary ideas which are living in the minds of all the militants in Haiti. They killed Anil, but the battle for true social change will continue, the class struggle will continue in all sectors of the masses to change the capitalist mode of production, where the big swallow the small.

Crime Wave Hits the Capital Region

By Yves Pierre-Louis

About two months after the big earthquake, crime is on the rise in and around the capital, Port-au-Prince. Bandits calmly walk through busy downtown markets. They pull guns or knives on people who have just bought or sold in the Croix de Bossales market, for example, fearlessly robbing them.

On Thursday, March 11, around 1:30 p.m., near the ruins of the Port-au-Prince Cathedral, armed bandits fatally shot a lawyer named Rosny Dieudonné behind the steering wheel of his car. The lawyer had just finished supervising the pasting up of posters for a private communications company. As a lawyer, he was part of the staff of Edwin Paraison, the Minister of Haitians Living

Overseas. He was also a former staff member of the Haitian Savings and Loan Company (SHEC) and a former consultant to the General Direction of the Haitian National Police (PNH).

One day later, on March 12, armed bandits killed Pastor Doris Jean-Louis, who directs the evangelical church "« Luthérienne de Concordia » on Delmas 89, north of the capital. They ambushed the pastor as he was entering the gate to his house at Duplan II in Ferme. The gunmen robbed both the pastor and his wife of all they had on them, then they shot the pastor several times, killing him.

On March 14 in Croix des Bouquets, two bandits killed three people: two money changers and someone who had come to sell them money. According to some wit-

nesses, this crime happened right in front of the town's police station. The police arrested the bandits, named Wilfrid and Payette, seizing their motorcycle, guns and the stolen money. They are part of a gang whose base is in the area of Ganthier, near Croix des Bouquets.

On March 15, several bandits who had just robbed a fireman in the upper reaches of Lalue, fired on Madame Yassainthe, who was passing through the area. Yassainthe, who worked in the Rectorat of Haiti's State University, was hit by several bullets and died in the hospital. The police announced that they have already arrested two of those bandits.

In addition to these cases, there have been many other killings and serious crimes around the country. In the northern city

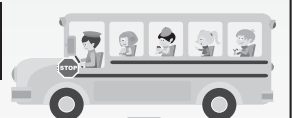
Suite à la page (18)

PRIME TIME DRIVING SCHOOL, Inc.



Licensed Driving Instructors

Learn to Drive
Car * Bus * Truck



- 5 Hour Class
- Road Test Appointment
- Point/Insurance Reduction Class
- NYC Education Dept. Classes for Drivers/Attendants



FREE Training Program FREE
to get CDL license for BUSES or TRUCKS
(if qualified)

1 Hillel Place, Suite 3A
(Junction of Nostrand & Flatbush)

Brooklyn, NY

(718) 859-8526

www.primetimedrivingschool.com

Driving instructors NEEDED! We will train you!

ONZE ANS DE CHAVISME, UN RENOUVEAU DÉMOCRATIQUE ?

Hugo Chávez, élu le 6 décembre 1998, est président du Venezuela depuis le 2 février 1999. Sa présidence a été synonyme de changements. Dans le discours, dans les politiques suivies, mais aussi, et plus largement, dans la société vénézuélienne, il est difficile de pouvoir compter sur les grands médias, français ou autres, pour nous renseigner sur la nature de ces changements [1]. Pour ce dossier, nous avons donc demandé à deux observateurs privilégiés de la réalité vénézuélienne de nous proposer un bilan des onze ans de gouvernement d'Hugo Chávez. La première, Anne-Florence Louzé, vient de soutenir une thèse de science politique sur « Peuple et pouvoir dans le Venezuela de Hugo Chávez. Une voie d'avenir pour la démocratie ? ». Le second, Grégoire Souchay, est étudiant en journalisme à l'Université Toulouse I. Il vient de passer quatre mois au Venezuela à travailler pour la chaîne de télévision publique communautaire Vive Tv. Deux points de vue donc, avec leurs points communs et leurs différences.

Dictature ou démocratie ?

Si jusqu'au milieu des années 1990, le Venezuela retenait peu l'attention de la communauté scientifique, l'arrivée au pouvoir de Hugo Chávez et les politiques controversées qu'il a mises en œuvre ont progressivement renversé la tendance. Ainsi, depuis plus de dix ans, ce pays suscite l'intérêt à la fois de politologues, de sociologues, de juristes, d'historiens mais aussi de l'opinion publique internationale. En effet, de notables transformations s'y sont produites. La grave crise dans laquelle était plongée la société vénézuélienne dès le milieu des années 1980 s'est traduite depuis 1998 par une évolution profonde de son paysage institutionnel et de ses rapports de forces internes. La Révolution bolivarienne, initiée depuis l'accession d'Hugo Chávez Frías à la présidence de la République le 2 février 1999, constitue un séisme au sein des structures traditionnelles de répartition du pouvoir et des ressources du pays. Dans un des principaux pays exportateurs mondiaux de pétrole, un tel bouleversement, outre ses incidences géopolitiques, ouvre à son leader un champ d'action inespéré. Cette révolution installe les masses paupérisées en sujet politique central du pays, mais la pauvreté perdure ainsi que des mécanismes de pouvoir discrétionnaires et une corruption endémique. Les réformes laissent supposer que l'État, de son propre mouvement ou en conséquence de l'essor des revendications populaires, dans les deux cas grâce à l'accroissement de la production des richesses, peut se faire l'agent du changement social et le promoteur d'un système plus égalitaire.

Chávez est-il un dictateur ou un démocrate ? Pourquoi tant d'opinions tranchées sur son programme et son action ? Et, puisque la crise persiste, Chávez contribue-t-il à l'aggraver ou à l'atténuer ? Pour certains décideurs ou analystes, le Venezuela serait en transition vers un nouveau modèle socialiste, étatiste sur le plan économique, semi-autoritaire et exclusif sur le plan politique. Pour d'autres, il représente un type de démocratie participative ; d'autres encore n'y voient qu'un exemple de plus de populisme militaire radicalisé. Le Venezuela est un pays complexe qui confond souvent l'observateur. Chacun tend à simplifier exagérément la situation, en particulier les médias, qu'ils soutiennent le gouvernement actuel ou qu'ils s'y opposent. Il est trop facile de taxer le gouvernement de Chávez de caudillisme latino-américain du fait du passé militaire du président. Dans la foulée d'une telle affirmation, on pourrait ajouter, compte tenu de son discours et de son amitié avec Fidel Castro, qu'il entraîne son pays sur la voie d'un « castro-communisme » autoritaire. A l'opposé, les observateurs de gauche prennent trop facilement une position inverse et affirment que Chávez représente les misérables et prélude à une victoire décisive des pauvres dans leur lutte perpétuelle contre les riches. J'ai essayé de comprendre cette polarisation en m'intéressant à l'instauration d'une société « démocratique participative » intégrant les classes populaires des barrios aux mécanismes de la délibération politique, notamment au travers des Conseils communaux. Si cette question de la participation est un thème souvent débattu dans la plupart des démocraties, les formes qu'elle prend au Venezuela méritent une attention particulière. Le Venezuela, pays aux multiples ressources et potentialités, proclame sa volonté de démocratie, de socialisme et de révolution, et s'engage dans la « voie de la participation ». Que penser d'un espace politique où « forces révolutionnaires » et État avancent de concert vers l'exercice de la souveraineté populaire ? Nous sommes en présence d'une société articulée autour d'un conflit central : d'une

part un « peuple des barrios » en quête d'une autonomie nouvelle dans l'expérience de l'hétéronomie, mais dépendant financièrement et idéologiquement du pouvoir ; d'autre part un pouvoir « populiste » dépendant du peuple pour sa survie politique, mais tendant à le faire disparaître dans les circuits obscurs de la politique publique. La re-définition permanente des relations pouvoir-peuple est le caractère le plus marquant du système chaviste et elle constitue la variable décisive sous-tendant l'évolution future du régime. Cette configuration spécifique du système « peuple-pouvoir », son ouverture à la tension, l'incorporation symbolique du peuple dans le pouvoir, son accès aux mécanismes de la délibération par le biais des Conseils communaux, l'élaboration d'une nouvelle culture citoyenne et politique, sont les traits saillants de la spécificité vénézuélienne.

L'enjeu de ma recherche [2] était donc d'analyser ce phénomène, qui jusqu'ici, à ma connaissance, n'avait donné lieu qu'à des tentatives d'objectivation partielles. Mon parcours n'a pas été sans difficultés. La première a été d'ordre bibliographique : si le Venezuela est l'objet de beaucoup d'articles et de quelques livres, il manque toujours une littérature académique, surtout en France, sur les évolutions qu'a connues ce pays depuis plus de 10 ans. Peu nombreuses sont les réflexions qui s'attachent à re-situer le chavisme dans son contexte historique, et en dépassant les qualifications normatives classiques utilisées à son égard. La deuxième difficulté, je l'ai vécue sur le terrain : l'évaluation de la situation est malaisée, du fait de propos et de discours souvent partiels et partiels, et d'informations contradictoires et de parti pris. En outre, il existe peu de statistiques disponibles et qui soient à jour, notamment concernant les Conseils communaux. Le terrain est très mouvant, et sur fond toujours passionné. Les institutions évoluent en permanence, les lois s'ajoutent aux lois et quant à mes interlocuteurs, je les voyais changer régulièrement d'attributions. Dernière difficulté ou limite : mon champ d'investigation n'a pu s'étendre à l'ensemble du territoire. Ce sont les villes, essentiellement Caracas, qui m'ont mobilisée, au détriment sans doute des réalités rurales. Mais Caracas est tout de même l'épicentre bouillonnant du mouvement bolivarien ; elle donne le ton et impulse les réformes.

Quels sont les apports de mon étude ?

L'arrivée en 1998 de Hugo Chávez à la présidence a affecté directement une structure politique jusqu'alors monopolisée par deux partis, le parti AD (Action démocratique) et le parti COPEI (Comité d'organisation électoral indépendant). Sur la scène de cette « démocratie pactée », ces deux acteurs étaient à la fois concurrents et complices. Ce pacte des élites a géré, pendant 30 ans (jusqu'aux années 90), et d'une manière somme toute satisfaisante au regard de la démocratie, des conflits réels mais contrôlés. Mais au début des années 90, le climat se durcit, les fractures apparaissent, des heurts se produisent et provoquent la fin du système, concrétisé par l'élection de Chávez en 1998. La figure de Chávez témoigne d'une victoire sur l'exclusion sociale et ethnique. On assiste à un glissement, à un renversement symbolique, par une personnalité dirigeante en provenance du monde des exclus. Le chavisme a déplacé les frontières de la représentation politique héritée du puntofijismo [3]. Il a réintroduit les exclus et en a fait des sujets actifs et considérés. Chávez, personnage détonnant, tranche complètement avec la classe politique qu'il a supplantée. Plus qu'un homme, il est devenu un symbole. Et son leadership est incontournable. Le discours de Chávez est repris par tous, qu'on l'appelle « mon président » ou qu'on le traite de « fou » (« mi presidente » ou « el loco »). Jamais un président n'avait parlé des émotions comme Chávez. Les émotions, l'amour, sont devenues une préoccupation d'État. Et dans ce climat passionnel, c'est dans les nouvelles formes de participation que le changement s'opère. Sous l'impulsion d'un chef, la participation s'est institutionnalisée. Les demandes populaires se font jour et circulent. À cet égard, j'ai étudié de près les Conseils communaux. Que sont, où vont ces nouvelles formes d'organisation populaire ? Les Conseils communaux ouvrent d'utiles espaces de participation, de concertation et d'émulation. Les communautés s'approprient les espaces publics. Les Conseils se révèlent aptes à poser et à résoudre un certain nombre de problèmes de base des communautés. Mais ils ont une autonomie limitée par rapport à la puissance publique. Cette dépendance n'est pas tant politique, que relevant de contraintes techniques et financières. Et il faut bien voir que parallèlement, il subsiste une tension permanente, entre d'une part une volonté de mettre en place une

Par Anne-Florence Louzé

participation effective, et d'autre part le maintien d'un contrôle centralisé des processus de décision. On doit à l'objectivité de dire que le chavisme n'a pas, à ce jour, modifié fondamentalement les structures économiques. La rupture avec l'économie rentière et les anciennes méthodes reste inaboutie. Ce qu'on a appelé la « posture de l'urgence » et les réponses trop rapides qu'elle induit, caractérisent la façon dont le pays est mené aujourd'hui. L'assistance s'inscrit encore trop souvent dans les modèles de réponse habituels : parer au plus pressé selon des critères de circonstances, plus ou moins intéressés ou partisans ; décisions politiques



L'accession d'Hugo Chávez Frías à la présidence traditionnelle



Le chavisme intronise un nouvel acteur politique : le « peuple-pauvre ». C'est un fait que les citoyens participent plus. C'est un fait aussi qu'ils en sont redevables à l'administration Chávez et à sa communication

arbitraires ; fonctionnement institutionnel dépendant de relations personnelles et du positionnement politique. Dépasser la politique partisane semble un défi difficile à relever. Les institutions sont omniprésentes et la bureaucratie énorme.

Quatre grandes conclusions peuvent être tirées de mes recherches.

« La compétence des incompetents » La démocratie est en principe le gouvernement du peuple par le peuple lui-même. Mais quels chemins d'accès au pouvoir le peuple doit-il contrôler pour se considérer comme ce gouvernant lui-même ? Le régime vénézuélien constitue-t-il une heureuse alternative aux dérives et insuffisances de la démocratie représentative, inventée en son temps comme une sorte de procédé permettant de filtrer la souveraineté populaire ? Comment rendre plus effective la démocratie en tant qu'écoute d'un peuple qu'on voudrait souverain ? Voilà ce à quoi nous renvoie l'expérience vénézuélienne. À mes yeux, le chavisme redonne sens à la démocratie, car il met en son centre la question politique fondamentale de « la compétence des incompetents » (Rancière 2005).

Jacques Rancière nous rappelle que le pouvoir du démos n'est pas le pouvoir du peuple, ni même de sa majorité, mais plutôt le pouvoir de n'importe qui. N'importe qui a autant le droit de gouverner que d'être lui-même gouverné. La démocratie est le pouvoir de n'importe qui, la

contingence de toute domination. Elle désigne, en son origine grecque, un mode de gouvernement, celui du peuple refusant, comme l'indique Castoriadis, le triple règne des représentants, des experts et des administrateurs [4]. Ce n'est pas l'idée que le pouvoir doit travailler au bien du plus grand nombre, mais celle que le plus grand nombre a vocation à s'occuper des affaires communes. L'égalité, présupposition de la politique, n'est pas un but à atteindre : elle concerne d'abord la capacité de chacun à discuter des affaires de la communauté et à les mettre en œuvre (Rancière 2005).

Le chavisme intronise un nouvel acteur politique : le « peuple-pauvre », émanation d'une catégorie d'individus politiquement désaffiliés. Il attribue une « identité » et un rôle historique à un secteur de la population sémantiquement inexistant jusqu'alors. Le potentiel émancipateur du chavisme se situe donc moins dans la clôture hétéronomique du politique, qu'il parvient à créer notamment à travers la figure du peuple, qu'au niveau de l'ouverture qu'il opère, permettant à cette extériorité, à ces imaginaires, de surgir dans l'espace public et d'influencer ainsi la construction des enjeux et des acteurs de la scène politique (Laclau, Castoriadis). La radicalité et l'expression révolutionnaire du mouvement vénézuélien résident, à mon sens, dans ce renversement des représentations sociales et politiques, et du champ organisé des pratiques sociales. Celles-ci prennent une nouvelle forme sous l'impulsion d'une

culture
ciété e
qui se
et char
es publ
et de c

L
breuses
tance d
le disc
un rôle
tions d
authen
avouer
sée d'è
des gou
suffrag
du resp
port à
qui situ
lière av
devant
Au delà
ment,
des act
présent
du gou
L'aspec
à dote
d'inscri
permet
tifs (La
dire la
idéalisé
naître
existen
livrier

La par
social
L
vent é



ence de la République le 2 février 1999, constitue un séisme au sein des structures de répartition du pouvoir et des ressources du pays



e pouvoir chaviste, en re-politisant les rapports sociaux, en ravive les tensions au Venezuela

différente dont l'épicentre est une so-
xclue socialement et politiquement et
manifeste sous des formes dynamiques
geantes où sont revalorisés les espaces
en tant que zones de transgression
ontestation politique.

la figure du peuple remplit de nom-
s fonctions qui soulignent son impor-
dans le système de sens construit par
ours chaviste. L'image du peuple joue
légitimant qui vient cautionner les ac-
u mouvement bolivarien comme étant
tiquement populaires et permet de dés-
l'ancien régime et l'opposition accu-
tre anti-populaire. La capacité d'action
uvernants ne dépend alors pas tant du
e universel, d'un savoir technique ou
pect des procédures, que de leur rap-
cette source « populaire » de légitimité,
ne le politique dans une scène particu-
rec des interdictions et des permissions
se rapporter à cette figure du peuple.
des actions de Chávez, du gouverne-
ou du PSUV [5], présentées comme
ions du peuple lui-même, celui-ci se
te également comme un acteur distinct
uvernement qui doit s'y soumettre.
et populiste du chavisme est parvenu
r les masses d'une nouvelle surface
ription au sein d'un langage qui leur
de devenir des acteurs sociaux effec-
clau 2008). Le peuple concret, c'est à
population vénézuélienne, destinataire
de ce discours, est appelé à se recon-
dans la représentation glorifiée de son
ce, à désirer la réalisation du projet bo-
n et à y participer activement.

participation chaviste : un « césarisme
»

la question de la participation est sou-
voquée dans la plupart des démocrat-

sur la difficulté de transformer un «
peuple corrompu » en « peuple de dé-
mocrate ». Il y a bien des manières
de comprendre ce qu'il entendait par
« forcer quelqu'un à être libre », mais
toutes aboutissent à suspendre pro-
visoirement l'engagement de rendre
le sujet libre, si l'on veut réaliser cet
objectif. Il est difficile d'imaginer ce
qui pourrait contraindre les êtres hu-
mains à la rude tâche de se gouverner
eux-mêmes, ou même de contester
les pouvoirs qui les dominent.

Quelle preuve historique, quel
précepte philosophique nous per-
mettent-ils d'affirmer que les êtres
humains veulent, comme l'a dit
Dostoïevski, « la liberté plutôt que le
pain » ? Le chavisme se fourvoie-t-
il dans son idée d'un peuple en at-
tente d'une parole libératrice ? En
tout état de cause, la participation,
pour se développer, ne peut compter
sur sa seule dynamique, même
spontanée. Pour se déployer, elle
doit reposer sur des règles et des
procédures claires qui favorisent à
la fois la libération et la prise de
décision. L'institutionnalisation de
la démocratie participative, si elle
doit répondre à une demande venue
d'en « bas », peut aussi – et doit sans
doute – recevoir une impulsion déci-
sive grâce à l'action « d'en haut ».
Bien entendu, l'action étatique ne
saurait à elle seule modifier les rap-
ports entre les classes sociales, mais



Le discours chaviste, loin d'effacer les différences au sein des populations, vient les raviver en recentrant les imaginaires populaires sur le social

les puissances publiques ont une vé-
ritable marge d'action.

Au Venezuela, c'est un fait que
les citoyens participent plus. C'est un
fait aussi qu'ils en sont redevables à
l'administration Chávez et à sa com-
munication. L'État vénézuélien se
fait l'agent du changement social et
le promoteur d'un système plus égal-
itaire, avec cet atout non négligeable
: la révolution bolivarienne n'a pas le
handicap du manque de ressources.
Les nouvelles institutions confèrent
un rôle accru aux acteurs populaires,
étroitement associés aux projets de
développement portés par l'État. Le
principe d'un gouvernement des «
sans-titres » repose sur une convic-
tion démocratique : « on apprend en
apprenant » (Rancière 1987). On ne
naît pas citoyen, on le devient ; et
on le devient en étant « tour à tour
gouvernant et gouverné », comme
disait Aristote. Nous assistons au
Venezuela à un élargissement consi-
dérable de la sphère publique grâce
à la mobilisation et à l'auto-organi-
sation de secteurs jadis exclus. Mais
tôt ou tard, ce n'est que dans et par
l'institution que le changement peut
devenir effectif et s'inscrire dans la
durée. Institutionnaliser signifie en-
tre autres modifier les « institutions
instituées », sans quoi il n'y a pas de
nouvelle praxis. Ceci ne va pas sans
contradictions : les institutions, dans
la mesure où elles se sont autono-
misées par rapport à la société, ont
tendance à se figer.

Qu'en est-il au Venezuela de
cette institutionnalisation du change-
ment ? J'ai pu constater sur le terrain
que la participation des habitants,

bien qu'exaltée par le gouvernement,
est concurrencée par la figure du
leader Chávez. C'est le parti présiden-
tiel qui gouverne de façon verticale
[6]. Chávez est enclin à contourner
l'État par des initiatives parallèles («
les missions » [7], par exemple). Ce
qui, selon Eduardo Lander, est à la
fois utile et dommageable, parce que
le changement s'identifie alors à une
personne plutôt qu'à une transfor-
mation de l'État. La personnalisation
du pouvoir étant ancrée profondé-
ment dans les mœurs au Venezu-
ela, Chávez apparaît ainsi comme un
vecteur de transformation par son
énergie, son charisme et son audace
[8], mais en même temps, il est vu
comme un obstacle, un substitut, qui
entrave le développement d'une cul-
ture réellement démocratique. La si-
tuation vénézuélienne reste fortement
marquée par la tension entre une
volonté affichée de mettre en place
les modalités d'une participation ef-
fective, et la tendance au contrôle
centralisé des processus de décision.
Mais, nous rassure Ernesto Laclau,
il peut y avoir identification au chef
et mobilisation des masses en même
temps qu'augmentation de la partici-
pation démocratique.

Avant l'arrivée de Chávez
prévalait au Venezuela un système
clientéliste de gestion de la chose
publique. Or, quand les demandes
populaires ne peuvent s'inscrire dans

les modèles
institution-
nels normaux,
il y a souvent
identification
avec un élé-
ment transcen-
dant qui est la
figure du chef.
Une question
se pose dès lors
: la démocratie
participative
vénézuélienne
peut-elle se
pérenniser sans
l'impulsion
présidentielle ?
Le changement
institutionnel
pour incorporer
la participation
communautaire
est lent et com-
plexe. Au bout
du compte,
au Venezuela,

comme le défend Margarita López
Maya, c'est dans l'autonomie du
mouvement populaire, dans sa ca-
pacité de proposer et « de construire
au delà de l'État », que réside la clef
du changement et de son institution-
nalisation. La dimension qualitative
de la participation constitue égale-
ment un aspect essentiel de la légiti-
mité de la démarche, car si ses porte-
parole sont plus « représentatifs » du
peuple que les élus de la démocratie
représentative, c'est qu'ils lui ressem-
blent et nouent avec lui une commu-
nication plus intense. Au delà de son
aspect institutionnel, sans participa-
tion démocratique effective à la prise
de décision, il ne peut pas y avoir de
démocratie [9].

Une re-politisation au prix d'une extrême polarisation

Le chavisme fait passer la
représentation du politique d'une
conception administrative de gestion
des différences à une conception an-
tagonique proprement politique réac-
tivant le social. Le discours chaviste,
loin d'effacer les différences au sein
des populations, vient les raviver en
recentrant les imaginaires populaires
sur le social, en se posant comme leur
« traducteur » dans les termes d'une
syntaxe politique. Mais l'opposition
manichéenne et la diabolisation de
l'adversaire, caractérisant la scène
politique vénézuélienne, constituent
des obstacles sérieux à l'instauration
d'une scène politique agonistique
[10].

Il est important de comprendre
que c'est l'incapacité à formuler des

alternatives politiques plausibles à
partir de projets socio-économiques
alternatifs qui explique pourquoi les
antagonismes se jouent désormais
sur le terrain de la morale. Ceci est
patent au Venezuela, où il manque
un choix réel entre les politiques
avancées par le gouvernement et par
l'opposition. Comme il ne peut pas
exister de politique sans cette distinc-
tion « nous/eux », quand le « eux »
ne peut pas être considéré comme un
adversaire politique, il est construit
sous la forme du « mal », comme un
ennemi moral. Il y a alors danger de
conflit entre des valeurs morales non
négociables et des identités essen-
tialistes. Le problème au Venezuela
ne réside pas tant dans le conflit ou
l'antagonisme en tant que tels, que
dans un type de mise en discours :
l'adversaire ostracisé et diabolisé
devient un mal politique. Entre les
divers protagonistes, il n'existe plus
de possibilité d'échanges. Le poli-
tique se déploie au Venezuela sur le
registre de la moralité et les antago-
nismes se disent dans un vocabulaire
moral. J'ai constaté souvent, chez
les chavistes comme chez les oppo-
sants, un refus d'accorder à l'autre
un statut d'adversaire. D'une rela-
tion d'exclusion économique, on
est passé à une exclusion politique :
les dominants d'hier sont les parias
d'aujourd'hui. La même logique per-
dure, comme au temps de la Qua-
trième République [11] : il y a tou-
jours eu un système excluant, hier
selon la classe sociale, aujourd'hui
selon l'opinion politique. Comment
alors la démocratie, qui se définit de
moins en moins comme un mode de
gouvernement, et de plus en plus
comme une modalité du vivre-en-
semble, pourra-t-elle s'épanouir au
Venezuela ? Le pouvoir chaviste, en
re-politisant les rapports sociaux, en
ravive les tensions.

Le modèle économique et social : une rupture inaboutie

Comment définir le modèle
de développement vénézuélien ?
Ne tend-t-il pas à « un capitalisme
bureaucratique d'État » [12], non
dégagé des anciennes habitudes ?
L'absence d'une vision nation-
ale se situant au delà de temporalité
immédiates relevant souvent de
l'opportunisme politique, populiste
ou même économique, a pour con-
séquence de ne pas entraîner de rup-
ture indiscutable. Si le consensus na-
tional n'est organisé qu'autour de la
redistribution de la rente pétrolière, et
non sur une pratique et une symbol-
ique de la démocratie, qu'advien dra-
t-il en cas de crise, ou de baisse de
la production ? Peut-on envisager un
enracinement du processus bolivari-
en susceptible de le faire échapper
à « l'entropie bureaucratique et à la
myopie rentière » (Saint Upéry 2008
[13]) ? À mes yeux, le chavisme
serait bien inspiré de se préoccuper
davantage de créer les conditions du
bien-être, que de le reproduire en re-
distribuant la richesse pétrolière.

Aujourd'hui encore, l'assistance
s'inscrit dans des modèles de réponse
bien connus : décisions au plus
pressé, selon des principes de cir-
constance intéressés ou partisans ;
mesures politiques souvent arbitrai-
res ; fonctionnement institutionnel
dépendant de « relations » inter-
personnelles et du positionnement
politique ; sans compter une série de
regrettables survivances : corruption,
facilismo, bureaucratisme, autant de
pratiques rappelant l'ancien régime.
On note au Venezuela un « écran cli-
entéliste » entre l'État et la popula-
tion : l'État peut être pillé et pillé.
Entre « culture de l'assistance » [14]
et besoin de participation, une confu-
sion demeure. Le chavisme légitime
son existence à travers la mise en
scène de ses réponses aux demandes
populaires. La manière de répon-
dre à cette demande se fait selon un
modèle de « ciblage des besoins »,
plutôt qu'autour des catégories so-
cio-professionnelles (selon le modèle
Suite à la page (16)

Témoignage et réflexions

Régis Debray en Bolivie et en Haïti (5^{ème} partie)

Par Claude Ribbe

En 2004, la France se réconciliait avec les Etats-Unis en participant au renversement du président Jean-Bertrand Aristide. Côté français, le coup d'Etat était organisé par l'intellectuel pseudo-révolutionnaire Régis Debray. Témoin privilégié de ce drame, l'écrivain Claude Ribbe, qui fut membre de la Commission internationale d'experts sur la dette d'Haïti, relate ici le complot, la campagne de diffamation contre le président Aristide, son enlèvement et sa séquestration. Paris avait prévu de réinstaller au pouvoir l'ex-dictateur Jean-Claude Duvalier, mais les Etats-Unis imposèrent au dernier moment leurs hommes, Boniface Alexandre et Gérard Latortue.

La Commission Debray à Haïti Lorsque la commission Debray se rendit en Haïti, nous résidions dans le même hôtel. Régis Debray et Véronique Albanel (née de Villepin), qui venait de faire son apparition dans cette commission et dont personne ne soupçonnait qu'elle était la sœur du ministre français des Affaires étrangères, avaient, eux, le privilège de loger au manoir des Lauriers, chez l'ambassadeur Burkard. On se demande bien pourquoi. C'était surréaliste de voir des gens comme Chotard, Dorigny ou Dahomay comploter toute la journée au bar de l'hôtel et préparer tranquillement un coup d'Etat en vidant des bières. Ce qui était pathétique, c'était quand ils trépignaient d'impatience, en attendant le fonctionnaire du Quai d'Orsay chargé de régler leurs consommations. Ils n'auraient jamais laissé aux Haïtiens un seul centime qui ne vienne du contribuable français.

Les employés de l'hôtel connaissaient mes positions. Comme ce n'étaient pour les membres de la commission Debray que des êtres stupides, de simples choses qui apportaient à boire, les putschistes ne se gênaient pas pour parler devant eux. Ils avaient tort. Plusieurs fois, les barmen vinrent m'avertir que j'étais l'objet favori des conversations de la commission, que ses membres ne cherchaient qu'à me nuire et que j'avais intérêt à être extrêmement prudent, car ils étaient,



Régis Debray « Le Conzé »

selon eux, capables du pire. Je pensais que lors des révoltes d'esclaves, et en particulier en 1802, les nègres de case, dont les esclavagistes ne se méfiaient pas, avaient dû plus d'une fois avertir les abolitionnistes de ce qu'on préparait contre eux. Cette marque de confiance de compagnons que je ne soupçonnais pas est l'un des souvenirs les plus forts de cette période.

J'eus l'occasion de croiser Debray à l'aéroport et de constater qu'il s'était mis dans une tenue qu'il croyait de circonstance : pataugas et battle dress. À le voir ainsi attifé, il ne faisait aucun doute qu'il préparait un coup d'Etat et ne s'en cachait même plus. Il allait et venait : sur le Plateau central, et sans doute en République dominicaine, où une troupe armée d'assassins commandée, en apparence, par Guy Philippe, se préparait à venir semer la terreur. J'adressai, par principe, un mail d'indignation à Valérie Terranova, la conseillère de Chirac, qui était probablement à l'origine de l'envoi du guérilléro bavard en Haïti : « *Je suis extrêmement surpris, après les conversations que nous avons eues, de voir un Régis Debray, ici, en battle dress, en train de préparer un coup d'Etat ! Il est impossible que vous ne soyez pas au courant. En tout cas, maintenant, vous l'êtes et si vous ne réagissez pas, je saurai à quoi m'en tenir.* » Cette pauvre fille, aujourd'hui employée à la fondation Chirac (machine de guerre supplétive pour porter Villepin à la Présidence), me répondit d'une manière qui ne laissait aucun doute sur son implication et transmettait naturellement copie de mon mail à Debray.

Pour comprendre qui elle était et ce qu'elle faisait à l'Élysée, il suffit de dire que lorsque je lui parlai de l'utilité pour la France d'élever une statue à la mémoire du général Dumas, elle me dit qu'il lui suffisait d'en parler à Bongo et qu'il paierait cash. Bongo devait payer beaucoup de choses. C'est comme cela que fonctionnait la France de Chirac et de Villepin : Bongo payait cash.

Le lendemain, le guérilléro bavard apparut à l'hôtel où se trouvaient les quartiers de ses troupes, flanqué de quatre gendarmes, qui ne le quittaient pas d'une semelle. Le roquet, prévenu par la Terranova que j'y voyais clair dans son jeu, se mit à aboyer dans le couloir avec une férocité inouïe. Je lui jetai avec mépris qu'on n'était pas en Afrique, encore moins en Bolivie. J'appuyai sur le mot Bolivie en le regardant droit dans les yeux. J'ajoutai qu'il ne serait pas toujours entouré de gendarmes lorsqu'il me croiserait, et que l'avenir pouvait durer longtemps. Il doit s'en souvenir, car depuis, lorsqu'il m'aperçoit, il baisse prudemment les yeux et rase les murs, quand il ne change pas carrément de trottoir. Pour bien comprendre l'ambiance de cette fin d'année 2003 à Port-au-Prince, il faut savoir que le président Aristide laissait les nombreuses radios



Véronique de Villepin, qui se cachait sous son nom d'épouse, Albanel, était à côté de Debray, avec l'air pincé d'une femme de colon

privées et les journaux se déchaîner contre lui. Les membres de la commission Debray ne se gênaient pas pour aller épancher leur négrophobie malade au micro de ces stations financées par la classe dirigeante haïtienne, claire de peau et raciste au dernier degré. La presse jouissait d'une liberté dont on n'a même pas idée dans les prétendues démocraties occidentales.

L'ambassadeur Burkard devait rencontrer le ministre Voltaire et son homologue des Affaires étrangères, qui me convièrent à cette réunion. Étant citoyen français, j'informai l'ambassadeur de ma présence en qualité d'expert pour la question de la restitution. Burkard en profita pour se faire accompagner par la commission Debray au grand complet, ce qui n'était pas du tout prévu. Au grand complet ou presque, car on demanda ce jour là au « nègre de service », Dahomay, de ne pas venir. Il fut excusé sous le prétexte qu'il avait mal au ventre.

La rencontre est une scène qui mérite d'être contée. Elle se passait dans le bureau du ministre des Affaires étrangères d'Haïti. Ce ministre était là, avec son homologue Leslie Voltaire, ministre des Haïtiens de l'étranger, chargé du dossier de la restitution. Assistaient à la réunion Ira Kurzban, avocat du gouvernement de Port-au-Prince, Francis Saint-Hubert, brillant économiste haïtien, ainsi qu'un conseiller martiniquais de Leslie Voltaire. Ce conseiller était un ami de Césaire. La commission Debray entra dans le bureau à la queue-leu-leu et s'assit, à l'invitation du ministre, de l'autre côté de la grande table où nous étions déjà installés.

Curieusement, deux « membres » de cette commission restaient debout. Le ministre les invita à prendre place, eux aussi, mais ils n'en firent rien. Examinant les lieux avec suspicion, ils allèrent se poster devant les deux issues du bureau, la main sur la poitrine. Tout devenait clair : ces deux messieurs en costume cravate, comme les autres, étaient en fait des gendarmes français en civil chargés de protéger les « blancs » contre les « nègres », forcément dangereux, que nous étions (à l'exception de Kurzban). La main sur le 357 magnum qu'ils dissimulaient sous leur veste, les pandores avaient reçu l'ordre de tirer sur nous —deux compatriotes, deux ministres haïtiens et un avocat états-unien— au moindre geste qui leur paraîtrait suspect.

Cette scène doit paraître romancée. Elle s'est pourtant déroulée telle que je la raconte et personne, à commencer par Debray, n'oserait me démentir. J'y repense souvent. C'était pour moi une bien cruelle humiliation que de voir des compatriotes se comporter ainsi dans une petite dé-



L'écrivain Claude Ribbe

mocratie qui ne demandait qu'à entretenir des relations normales avec l'ancien pays colonisateur et esclavagiste. Il était bien déchirant de se sentir encore Français dans ces circonstances. Comme c'était néanmoins le cas pour moi, des larmes de honte me montèrent aux yeux, et j'avoue que je n'y repense pas sans émotion, plus de six ans après. Je ne souhaite à personne d'avoir honte de son pays comme j'ai eu honte du mien, dans ce bureau que les ventilateurs n'arrivaient pas à rafraîchir, à 8 000 kilomètres de Paris.

Imagine-t-on une commission nommée par le ministre des Affaires étrangères de la République d'Haïti se rendant à Paris pour une réunion dans le bureau du ministre des Affaires étrangères français, avec deux gardes armés qui se posteraient devant la porte du bureau de Bernard Kouchner, la main sur le revolver ? Si la commission Debray était capable de se comporter ainsi en public, peut-on imaginer ce qui pouvait se passer à l'abri des regards gênants ? Je m'efforçai de prendre de la distance et de rechercher ce qu'il pouvait y avoir de cocasse dans ces circonstances. D'un côté de la table, Ribbe, normalien « noir » comme dirait Finkelkraut, agrégé de philosophie, de l'autre côté de la table, Burkard, normalien « blanc », agrégé des Lettres, et Debray, normalien « blanc » également agrégé de philosophie. Les deux normaliens « blancs » avaient des fonctions officielles. Le normalien « noir », lui, défendait une petite démocratie et, au fond, l'honneur de la France. Car la France, heureusement, celle de la Déclaration des droits de l'homme, n'était pas du côté de la commission Debray, ce jour là.

Debray prit la parole et demanda avec arrogance, en nous désignant, Me Kurzban et moi, qui nous étions et ce que nous faisions dans ce bureau. Le ministre lui répondit avec un sourire que nous étions membres de la commission élargie chargée d'examiner la restitution de la dette de la France et que nous étions là en tant qu'experts. Il ajouta que M. Debray me connaissait, sans doute. Debray aboya : « Du moment qu'il n'est pas là pour raconter n'importe quoi ! » Véronique de Villepin, qui se cachait sous son nom d'épouse, Albanel, était à côté de Debray, avec l'air pincé d'une femme de colon qui serait obligé d'accompagner son mari au marché aux esclaves et de supporter les mauvaises odeurs. L'ambassadeur se tenait coi, avec l'air aussi franc que celui d'un âne qui recule. Marcel Dorigny, le bon communiste ami des noirs, faisait partie de la bande. Il baissait les yeux quand son regard croisait le mien.

Sans répondre aux sottises du guérilléro bavard, j'interpellai la sœur du ministre :

— Tiens, quelle surprise ! Je crois que nous nous connaissons

— Oh, cela m'étonnerait ! répliqua la pimbêche avec mépris.

— Mais, si, faites travailler votre mémoire. Vous ne voyez pas ?

Véronique de Villepin commença à se troubler. Debray la regardait avec inquiétude. Les deux gardes du corps ne comprenaient plus rien : on leur avait dit qu'il y aurait des nègres très dangereux, des « chimères » sur lesquels il ne faudrait pas hésiter à faire feu et voici que l'un d'entre eux, au lieu de tirer sa machette de dessous la table, s'exprimait calmement, en bon français, avec des mots qu'ils n'auraient jamais imaginés si bien prononcés dans la bouche d'un sauvage.

Après avoir laissé passer un instant, je lançai :

— Vous êtes bien Véronique Galouzeau de Villepin ?

— Oui, pourquoi ? fit-elle en rougissant jusqu'aux oreilles.

La nouvelle Pauline Bonaparte était publiquement démasquée. Les deux ministres étaient hilares.

— Je me souviens de vous, ajoutai-je, parce que nous étions condisciples à Sciences po.

C'était vrai. J'avais fréquenté, en même temps que l'Ecole normale, cette institution, (pour voir, car je n'avais que peu de goût pour les compromis et la vie ennuyeuse qu'imposait, selon moi, une carrière dans la haute administration). Je me souvenais très bien de cette péronnelle qui préparait l'ENA [ndlr. Ecole nationale d'administration], et dont le frère, à l'époque, ne s'était évidemment pas encore fait remarquer en devenant le « Fouché » de Chirac, l'homme du « cabinet noir ».

— Quelle mémoire ! glapit-elle. Où alors, vous avez pris vos renseignements.

— Non, je n'ai pas l'habitude, comme vous sans doute, de « prendre mes renseignements » sur les gens. Mais il y a simplement quelque chose qui m'a marqué chez vous et que vingt cinq années n'ont pas effacé.

— Ah oui, et quoi donc ?

— Votre amabilité et votre sourire.

Véronique de Villepin, qui ne s'attendait guère à cette sortie de ma part, se retrancha dans un mutisme complet. Debray, pour la sauver du ridicule, prit la parole d'une voix qui se voulait menaçante :

— Je suis ici au nom du président de la République française, érupta-t-il sous sa moustache. Je commence par vous avertir d'une chose. Que ce soit bien clair : même si ce président était mon ami Alain Krivine, vous n'auriez pas un sou de la France, vous entendez ? Pas un sou ! Jamais ! Jamais !

Ce qui était étrange, c'était que la question de la restitution de la somme extorquée aux Haïtiens par la France en 1825 avait été explicitement exclue de la mission de Régis Debray. Le Quai d'Orsay l'avait bien précisé dans un communiqué. On pouvait donc tout imaginer de la réalité de cette mission. Debray venait de prouver, en tout cas, deux choses : 1) Il avait l'aval de Chirac. 2) C'était vrai qu'il parlait trop.

Les Haïtiens ne l'appelaient plus que « Le Conzé ». Conzé, c'était le patronyme honni du compagnon du résistant Charlemagne Péralte qui, pendant l'occupation états-unienne, avait vendu son ami aux Yankees. Péralte avait été sommairement exécuté et cloué sur une porte pour servir d'exemple. Tous les Konzé d'Haïti avaient, depuis, changé de nom.

Zaca Botanica



Candles • Lotions • Baths • Powders • Floor Wash

Spiritual advisor by appointment
Most credit cards accepted

We deliver

1740 Flatbush Avenue
(between Aves. I & J)
Brooklyn, NY 11210

(718) 951-0400
zacabotanica@aol.com

La Grèce, fermement ancrée à l'Ouest - Les règlements favorisent les parieurs au Casino Wall Street (1^{ère} partie)

Par Alexandre Contos

Une crise? Quelle crise? Voyons, Sandy Weill (1) est parti en vacances au Mexique, en utilisant un avion de Citigroup, "complet avec des tapis de \$13.000, des cousins fait de foulards Hermès, et des verres en cristal Baccarat". C'était juste après que le public étatsunien ait fourni 45 milliards de dollars d'aide au Citigroup. L'économie va bien, regardez autour de vous les armées de serveurs qui pourvoient aux gens comme ce type. Qui est-ce? Le PDG de Citigroup de 1998 à 2003, celui qui a "mené le boom dans les hypothèques à mauvaise valeur" [The Dirty Dozen - Meet the bankers and brokers responsible for the financial crisis - and the officials who let them get away with it, Rolling Stone, Mar 25, 2009].

Fidèle à son ancienne tradition de "phare" de l'Occident, le cas de la dette grecque est la parfaite vitrine de l'hypocrisie et de la rapacité qui caractérisent le système occidental aujourd'hui plus que jamais. Procédons avec méthode, avant tout le manque total de responsabilité tant des officiels publics que du secteur privé directement responsables du malheur de millions de personnes, qui ont perdu leur maison, famille, santé, crédit, leur vie.

Ce qui me frappe le plus dans les nouvelles sur la Grèce est que les médias mentionnent à peine - et la jeune génération apolitique de journalistes ne semble pas le réaliser ou penser que cela vaut la peine de le mentionner - que des néolibéraux rapaces ont créé cette crise et des socialistes consciencieux ont révélé la vérité aussitôt qu'ils sont arrivés au pouvoir. Chouquant par là l'Union Européenne et les marchés, enfin ceux non activement impliqués dans le drame.

Tout au contraire, certains commentateurs utilisent carrément la duperie. "Pendant la plupart des



15 années après son entrée dans l'Union Européenne, la Grèce était dirigée par Andreas Papandréou, un des politiciens socialistes les plus têtus de cette période généralement de libre-marché. Résultat: en dépit d'avoir une avance de 23 ans sur les pays d'Europe centrale qui sont entrés dans l'UE en 2004, son économie à la fois plus endettée est plus pauvre que la plupart de ceux-ci. La Grèce est entrée dans l'Eurozone (les pays qui utilisent l'Euro) en 2000, mais a dû trafiquer ses chiffres pour le faire. Elle a ensuite violé les termes du Pacte de Stabilité de 2001 à 2006" [As Greece's Woes Demonstrate, the Fuse Has Been Lit on the Global Debt Bomb, Martin Hutchinson, Money Morning, February 4, 2010].

Pure fantaisie. Je ne veux pas dire que les socialistes ont les mains propres, bien au contraire. La Grèce a une mentalité de tiers-monde, quiconque est proche du pouvoir est souillé. Et les socialistes ne sont rien de plus que des sociaux-démocrates. Les scandales ont touché les deux partis qui ont gouverné depuis la fin, en 1974, de la dictature militaire soutenue par les Etats-Unis. Mais il y a eu une nette accélération au cours des dernières années du gouvernement conservateur (2004-2009).

Rappelant le roman de Umberto Eco, *Le nom de la rose*, le plus important a surgi en 2008 dans le Monastère de Vatopedi sur la "montagne sacrée" du Mont Athos, impliquant une demi-douzaine de ministres des gouvernements de la Nea Dimokratia néo-libérale et du PASOK socialiste, des moines et des prêtres se transformant en banquiers, courtiers et agents immobiliers, vendant illégalement des propriétés, coûtant plus de 100 million d'Euros aux contribuables. Le scandale a éclaté dans une petite succursale du monastère, située sur

un îlot idyllique sur la côte nord de la Grèce, un lieu idéal où j'emmenais mes groupes étrangers pour l'observation d'oiseaux.

Une réserve naturelle protégée, les moines voulaient l'échanger contre un centre de conférences d'une valeur de 40 millions d'Euro construite pour les Jeux Olympiques 2004 d'Athènes... Sans parler qu'ils avaient acquis ces terres du gouvernement conservateur en échange de terres de peu de valeur. Deux procureurs se sont démis pour cause d'ingérence politique...

Je dois préciser que l'église orthodoxe grecque - une religion d'Etat comme en Iran - est le plus grand propriétaire terrien du pays, datant de l'occupation ottomane quand les sultans - administrateurs avisés - accordaient par des firmans (datant parfois de 500 ans) des terres à l'Eglise pour la récompenser pour son rôle pacificateur du peuple, car les Grecs ont toujours craint Dieu et leurs popes, même les communistes baptisent leurs enfants!

Le mari de la notaire du monastère était le ministre de la culture, impliqué dans un scandale précédent qui a presque coûté la vie à son secrétaire général quand celui-ci a sauté d'un 4^{ème} étage juste avant Noël 2007. Le ministre a alors admis avoir créé une compagnie offshore pour éviter de payer des taxes... une combine financière simple comparé à ce que nous allons voir plus loin. Incidemment, ceci a causé un blocage au ministère qui a duré des mois, avec pour conséquence que les sites archéologiques manquaient de personnel et que mes visiteurs ont raté beaucoup de points d'intérêt importants, méditant sur l'irresponsabilité des autorités grecques.

Juste après vient un mégascandale impliquant une société de premier ordre, le géant allemand Siemens qui a déboursé 10 million

Suite à la page (16)

Extrait d'une interview de la BBC avec René González

René González, fait partie des « Cinq », un groupe d'agents envoyés aux Etats-Unis par Cuba, pour infiltrer les groupes d'exilés cubains qui, selon La Havane, préparaient des attentats terroristes contre le gouvernement de Fidel Castro.

Les Cinq ont été arrêtés à Miami en 1998, et ils ont été jugés coupables de s'être infiltrés dans les bases militaires des Etats-Unis et dans des groupes d'exilés cubains, et d'avoir passé des informations à Cuba.

M. González a été condamné à 15 ans de prison. La Havane déclare que les Cinq sont des prisonniers politiques et demande à l'administration d'Obama de les libérer. Or, la Cour suprême des Etats-Unis a refusé de revoir l'affaire l'an dernier, mettant un terme ainsi à leurs espoirs de révision. M. González a parlé avec un journaliste de la BBC, Matt Frei, depuis sa cellule de la prison de Marianna, en Floride, lors d'une rare interview.

Je suis entré en contact avec certaines des organisations à Miami qui, depuis des années, ont mené des actions violentes contre le gouvernement de Cuba. J'ai contacté Brothers to the Rescue (Frères à la rescousse, une organisation extrémiste située aux Etats-Unis, opposée au gouvernement de Fidel Castro) et d'autres organisations avec des noms magnifiques, mais qui en réalité se consacrent à commettre des actions violentes contre Cuba [...] Mon travail était d'informer le gouvernement cubain de leurs activités.

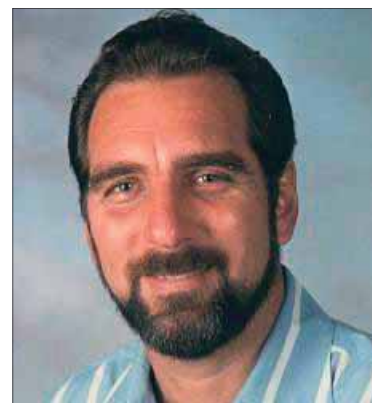
Nous n'apprécions pas l'utilisation du terme « épier », car ce terme est facilement manipulable. En Droit, « épier » signifie rechercher les renseignements secrets d'un gouvernement [...] Je n'étais pas un gouvernement. Je dirais que je travaillais sous couverture dans certaines organisations criminelles.

Il est injuste de maintenir quelqu'un en prison pour avoir lutté contre le terrorisme. J'ai informé mon gouvernement sur des activités terroristes, et je me retrouve condamné à... 15 ans de prison. Ce serait de la folie si cette condamnation n'était pas hautement politique.

Refus à son épouse du visa pour lui rendre visite.

Mon épouse ne m'a pas vu depuis 8 ans, et celle de Gerardo Hernandez ne l'a pas vu depuis 12 ans. C'est une des manœuvres les plus cruelles que le gouvernement des Etats-Unis a utilisées contre nous. Je ne sais pas : peut-être tentent-ils de détruire nos couples pour nous briser le moral. C'est très cruel. La dernière fois que j'ai vu Olga, c'était pour mon anniversaire, en 2000, et Gerardo, la dernière fois qu'il a vu Adriana, c'était en 1997 ou 1998.

Elle a sollicité le visa 8 fois et 8 fois, on le lui a refusé. Les raisons varient, mais en gros, ils lui disent qu'elle est une menace pour la sé-



René González

curité nationale des Etats-Unis.

La vie en prison au début et aujourd'hui

Après notre arrestation, nous avons été placés en cellule d'isolement [...] le traitement était très dur. C'était un des moyens utilisés pour nous diviser. Cela a duré 17 mois, mais cela fait partie du passé maintenant. Je suppose que c'était leur façon de concevoir leur travail afin de nous faire céder avant le procès. Ensuite, nous sommes allés dans des prisons « normales ».

Je traite tout le monde avec impartialité et je reçois le même traitement en retour. Certains prisonniers sont plus au courant que d'autres des problèmes politiques, ils me posent des questions et essaient de comprendre mon point de vue.

Obama et les relations entre Cuba et les États-Unis

A une époque, j'ai eu quelques espoirs, pour sa façon de s'exprimer et de se présenter. Mais à mon avis, il a été un peu trop sensible à l'aile droite de son pays. Et en ce moment, je ne vois aucune amélioration.

Ils demandent des concessions au gouvernement cubain que nous ne pouvons pas accepter [...] nous n'imposons aucune condition à leur gouvernement pour améliorer les relations. Ce que nous voulons c'est maintenir des relations normales, dans le respect du système de chacun. Nous n'essayons pas de renverser leur gouvernement, nous ne faisons aucune pression pour un changement de régime aux États-Unis. Nous avons notre propre gouvernement et ils devraient respecter cela.

Ma génération a vécu pendant des années sous les agressions des Etats-Unis contre Cuba - nous parlons de terrorisme, de bombardements, de fusillades - si bien que ma génération comprend très bien que nous avons le droit de défendre Cuba contre tous ces crimes. Ainsi, ce n'est pas seulement le gouvernement cubain, mais toute la société qui comprend notre cause. Et personne à Cuba ne serait d'accord pour rétablir des relations normales avec un pays qui maintient cinq de ses fils en prison pour avoir défendu leur patrie.

**BBC/traduit de l'espagnol par Gloria Gonzalez Justo
Cuba si lorraine 12 mars 2010**

Excellence Income Tax

- Income Tax
- State Tax
- Accounting
- Bookkeeping
- Notary Public
- Partnership Tax
- Corporate Tax
- Sales Tax
- Fast Refund Loans
- Express Loans
- MetroPCS Payment
- Translation
- Mortgage
- Real Estate

Wilner & Frezler Frezin

12809 West Dixie Highway
Miami, FL 33161

Tel: 305.892.5053

Fax: 305.892.5058

Les dangers qui nous menacent

Par Fidel CASTRO

Il ne s'agit pas d'une question idéologique en rapport avec l'espoir incontournable qu'un monde meilleur est et doit être possible.

L'Homo sapiens, on le sait, existe depuis environ deux cent mille ans, soit un laps dérisoire si on le compare au temps écoulé depuis l'apparition des premières formes de vie élémentaires sur notre planète voilà à peu près trois milliards d'années.

Les réponses aux mystères insondables de la vie et de la nature ont été essentiellement, à ce jour, de caractère religieux. Il serait insensé de prétendre qu'il en soit autrement, et je suis convaincu qu'il en sera toujours ainsi. Plus la science creusera dans l'explication de l'univers, de l'espace, du temps, de la matière et de l'énergie, des galaxies infinies, des théories sur l'origine des constellations et des étoiles, des atomes et de leurs fractions qui donnèrent naissance à la vie et à sa brièveté, et des milliards de combinaisons par seconde qui la régissent, plus l'homme se posera de questions à la recherche d'explications qui seront toujours plus complexes et plus difficiles.

Plus les humains s'attelleront à chercher des réponses aux tâches si profondes et si complexes associées à l'intelligence, et plus il vaudra la peine de s'efforcer de les tirer de leur ignorance colossale au sujet des possibilités réelles de ce que notre espèce intelligente a créée et qu'elle est capable de créer. Vivre tout en l'ignorant, c'est nier absolument notre condition humaine.

Il est toutefois quelque chose d'absolument sûr. Rares sont ceux qui s'imaginent à quel point notre espèce peut être près de disparaître. Voilà presque vingt ans, au Sommet mondial sur l'environnement, à Rio de Janeiro, j'ai abordé ce danger devant un parterre sélect de chefs d'État et de gouvernement qui m'ont écouté avec respect et intérêt, quoique absolument pas préoccupés devant ce risque qu'ils envisageaient à des siècles, voire à des millénaires de distance. À leurs yeux, il suffirait assurément de la technologie et de la science, plus un sens élémentaire des responsabilités politiques, pour y faire face. Ce Sommet s'était conclu dans le bonheur sur une grande

photo officielle de personnages importants, dont les plus puissants et les plus influents. Aucun danger à l'horizon...

C'est à peine si l'on parlait des changements climatiques. George Bush père et d'autres resplendissants leaders de l'Alliance atlantique jouissaient de la victoire sur le camp socialiste européen. L'Union soviétique fut atomisée et ruinée. D'énormes sommes d'argent russe passèrent dans les banques occidentales, son économie se désintégra, et son bouclier défensif face aux bases militaires de l'OTAN fut démantelé.

Il ne resta plus à l'ancienne superpuissance qui avait donné la vie de plus de vingt-cinq millions de ses enfants dans la Deuxième Guerre mondiale que la capacité de riposte stratégique de la force de frappe nucléaire qu'elle avait été contrainte de créer après que les États-Unis eurent mis au point en secret l'arme atomique qu'ils larguèrent ensuite sur deux villes japonaises, alors que l'ennemi, vaincu devant l'avancée irrésistible des forces alliées n'était plus en mesure de combattre.

C'est ainsi que la Guerre froide débuta, qui entraîna la fabrication de milliers d'armes thermonucléaires toujours plus destructrices et précises, capables d'annihiler plusieurs fois la population de la planète. De nos jours, l'affrontement nucléaire se poursuit toutefois, tandis que la Russie ne se résigne pas au monde unipolaire que Washington prétend imposer et que d'autres nations, comme la Chine, l'Inde et le Brésil, émergent avec une force économique inhabituelle.

Notre espèce s'est dotée pour la première fois de la capacité de se détruire elle-même, dans un monde globalisé et bourré de contradictions. À quoi s'ajoutent des armes d'une cruauté sans précédent, telles les armes bactériologiques et chimiques, le napalm et le phosphore blanc utilisés contre la population civile dans l'impunité la plus totale, les armes électromagnétiques et d'autres formes d'extermination. Aucun endroit dans les profondeurs de la terre ou des mers ne serait à l'abri des engins de guerre actuels.

L'on a fabriqué ainsi des dizaines de milliers d'armes nucléaires, dont certaines sont même portables. Le pire danger découle du fait que des dirigeants disposent de la faculté de s'en servir, parce que l'erreur et la folie, si fréquentes dans la nature humaine, peuvent conduire à des catastrophes incroyables.

Presque soixante-cinq ans se sont écoulés depuis que les deux premiers engins nucléaires ont éclaté sur décision de l'individu médiocre que la mort de Roosevelt plaça à la tête de la riche et forte puissance étasunienne. Huit pays disposent aujourd'hui de ces armes, la plupart avec le soutien des USA, tandis que plusieurs autres possèdent la technologie et les ressources nécessaires pour les fabriquer sans trop tarder. Des groupes terroristes, aliénés par la haine, pourraient y recourir, de même que des gouvernements terroristes et irresponsables n'hésiteraient pas à s'en servir compte tenu de leur conduite génocidaire incontrôlable.

L'industrie la plus prospère de toutes est l'industrie militaire, et les États-Unis sont les plus gros exportateurs d'armes. À supposer que notre espèce échappe à tous les risques susmentionnés, il en existe un autre, encore pire, ou du moins plus inévitable : les changements climatiques. L'humanité, qui compte aujourd'hui



Haiti était déjà sous intervention des troupes (MINUSTAH) que les Nations Unies avaient dépêchées pour rétablir l'ordre troublé par des forces mercenaires nationales qui, à l'instigation de l'administration Bush, s'étaient soulevées contre le gouvernement élu par le peuple

sept milliards d'habitants, en comptera bientôt, dans à peine quarante ans, neuf milliards, soit neuf fois plus qu'il y a à peine deux cents ans. J'ose supposer qu'aux temps de la Grèce antique, nous étions environ quarante fois moins sur toute la planète.

Ce qui surprend à notre époque, c'est la contradiction entre l'idéologie bourgeoise impérialiste et la survie de notre espèce. Il ne s'agit déjà plus seulement de l'instauration de la justice entre les êtres humains, aujourd'hui plus que possible et incontournable, mais de leur droit à la survie et de leurs possibilités de l'exercer. Alors que l'horizon des connaissances ne cesse de progresser à des limites jamais calculées, l'abîme où l'on conduit l'humanité ne cesse, lui, de se rapprocher. Toutes les souffrances connues à ce jour pâlissent en comparaison de ce que l'humanité risque de souffrir à l'avenir.

L'humanité ne saurait laisser passer comme si de rien n'était trois événements survenus en à peine soixante et onze jours. Le 18 décembre 2009, la communauté internationale a subi le pire revers alors qu'elle tentait de chercher une solution au plus grave problème qui la menace aujourd'hui : les émissions de gaz à effet de serre auxquelles il est urgent et nécessaire de mettre fin.

Elle avait placé tous ses espoirs dans le Sommet de Copenhague qui venait couronner des années de préparatifs en vue de donner suite au Protocole de Kyoto – que le gouvernement du pays le plus pollueur au monde – les USA – s'était donné le luxe d'ignorer. Les cent quatre-vingt-douze nations de la communauté mondiale – les USA étant cette fois partie prenante – s'étaient engagées à promouvoir un nouvel accord. Or, s'efforçant d'imposer leurs intérêts hégémoniques, les USA violèrent sans vergogne des principes démocratiques élémentaires et voulurent fixer des conditions inacceptables au reste du monde en passant des engagements bilatéraux avec un groupe des pays parmi les plus influents aux Nations Unies. Les États membres de l'organisation internationale furent invités à signer un document qui constitue une duperie, car il ne mentionne que des engagements purement théoriques pour freiner les changements climatiques.

Trois semaines à peine s'étaient écoulées quand, le 12 janvier dans l'après-midi, Haïti, le pays le plus pauvre de notre continent et le premier à y avoir supprimé le système odieux de l'esclavage, a souffert la pire catastrophe naturelle connue à ce jour dans cette partie-ci du monde : un séisme de magnitude 7,3 à l'échelle de Richter, dont l'épicentre a

été situé à seulement dix kilomètres de profondeur et à très courte distance de ses côtes, frappa la capitale du pays où l'immense majorité des personnes tuées ou portées disparues vivait dans des maisons de pisé peu résistantes. Il s'agit d'un pays montagneux érodé de 27 000 kilomètres carrés où le bois constitue pratiquement la seule source d'énergie pour neuf millions d'habitants.

S'il est un endroit de la planète où une catastrophe naturelle a constitué une immense tragédie, c'est bel et bien Haïti, symbole de pauvreté et de sous-développement, où vivent les descendants des Africains transportés par les colonialistes pour travailler comme esclaves des maîtres blancs. L'événement a ému le monde entier, bouleversé par les images frôlant l'incroyable que diffusaient les chaînes de télévision : des blessés graves, perdant leur sang, se traînaient sous les décombres au milieu des cadavres de leurs êtres chers en réclamant de l'aide. Selon des chiffres officiels, on a recensé plus de deux cent mille morts.

Le pays était déjà sous intervention des troupes (MINUSTAH) que les Nations Unies avaient dépêchées pour rétablir l'ordre troublé par des forces mercenaires nationales qui, à l'instigation de l'administration Bush, s'étaient soulevées contre le gouvernement élu par le peuple. Ce qui explique pourquoi des soldats et des chefs de cette force de paix ont péri dans l'effondrement de certains bâtiments où elle était cantonnée.

Toujours selon les chiffres officiels, en plus des victimes fatales, on estime qu'environ quatre cent mille Haïtiens ont été blessés et que plusieurs millions, soit presque la moitié de la population, ont souffert des conséquences. C'est là un véritable test pour la communauté mondiale dont les pays développés et riches ont l'obligation, après le honteux Sommet du Danemark, de prouver qu'ils sont capables de faire face aux menaces que les changements climatiques représentent pour la vie sur notre planète : Haïti doit constituer un exemple de ce que les pays riches sont obligés de faire pour les nations du Tiers-monde face aux changements climatiques.

Libre à chacun de faire fi des données, à mon avis irréfutables, fournies par les scientifiques les plus compétents de la planète et par l'immense majorité des personnes les plus instruites et les plus sérieuses du monde qui pensent qu'au rythme de réchauffement actuel, les gaz à effet de serre élèveront la température de la Terre, non de 1,5°, mais jusqu'à 5°, et que la température moyenne est la plus élevée des six cent mille dernières années, bien avant que les humains

aient fait leur apparition.

Il est absolument impensable que les neuf milliards de personnes qui peupleront la planète en 2050 survivent à une telle catastrophe. On peut espérer que la science trouvera une solution au problème de l'énergie, car nous aurons consommé d'ici à cent ans le reste des combustibles gazeux, liquides et solides que la Nature a mis quatre cent millions d'années à créer. Oui, la science trouvera peut-être une solution... Reste à savoir durant combien de temps et à quel prix les humains pourront faire face à ce problème qui n'est d'ailleurs pas le seul, puisque de nombreux autres minerais non renouvelables et de graves problèmes exigent des solutions. Compte tenu des connaissances actuelles, soyons sûrs en tout cas d'une chose : l'étoile la plus proche est à quatre années-lumière de notre Soleil, à 300 000 km par seconde. Un engin spatial mettrait peut-être des milliers d'années à l'atteindre. Oui, les humains n'ont pas d'autres solutions qu'habiter cette planète-ci. Il aurait semblé inutile d'aborder ce point si, à peine cinquante-quatre jours après le tremblement de terre d'Haïti, un autre séisme incroyable – magnitude 8,8 à l'échelle de Richter – dont l'épicentre s'est situé à cent cinquante kilomètres de distance et à 47,4 kilomètres de profondeur au nord-ouest de Concepción, avait provoqué une autre catastrophe humaine, au Chili cette fois-ci.

Même s'il ne s'agit pourtant pas d'un record dans ce pays frère – on dit qu'il en a subi un de magnitude 9 – le séisme a été accompagné d'un autre événement naturel : alors qu'on attendait pendant des heures en Haïti un raz-de-marée qui ne s'est jamais produit, au Chili le tremblement de terre a été suivi d'un énorme tsunami qui est apparu sur ses côtes entre une demi-heure et une heure après, selon la distance et les données actuelles encore imprécises, et qui a même atteint le Japon.

Sans l'expérience des Chiliens en matière de tremblement de terre, sans ses constructions plus solides et sans ses plus grandes ressources, le phénomène naturel aurait coûté la vie à des dizaines, voire à des centaines de milliers de personnes.

Il n'en a pas moins causé environ mille morts, selon des chiffres officiels, des milliers de blessés et peut-être plus de deux millions de sinistrés.

La quasi-totalité de ses 17 094 275 habitants a terriblement souffert et continue de subir les conséquences du séisme qui a duré plus de deux minutes, et de ses nombreuses répliques, ainsi que du tsunami qui a frappé des milliers de kilomètres de côtes, y provoquant des scènes terribles. Notre pays se solidarise à fond avec le Chili et soutient moralement les efforts matériels que la communauté internationale a le devoir de consentir pour lui. Si quelque chose était à sa portée du point de vue humain pour aider le peuple frère chilien, le peuple cubain n'hésiterait pas à le faire.

Je pense que la communauté internationale a le devoir d'informer avec objectivité de la tragédie qui a frappé ces deux peuples. Il serait cruel, injuste et irresponsable de ne pas éduquer les peuples du monde au sujet des dangers qui nous menacent.

Que la vérité prime sur la bassesse de l'impérialisme et sur les mensonges par lesquels il berne et dupe les peuples !

Fidel Castro Ruz
7 mars 2010



Top Enterprise Group, Inc

TOP
Léon Mondésir
Income Tax
Insurance
Security School
Traffic School

2 LOCATIONS
90 NE 54th Street, Miami,
FL 33137
385-756-7587

17639 S. Dixie Hwy
Miami, FL 33157
305-255-1717
www.cckacademytrafficschool.com

Faites connaissance avec votre système digestif

Par Dòk Fanfan

Le **système digestif** comprend le tractus digestif (allant de la bouche à l'anus) et les structures annexes (glandes salivaires, foie, pancréas, vésicule biliaire). Il sert à transformer les aliments en une sorte de bouillie pour que notre corps puisse mieux en tirer son énergie et distribuer ainsi à tous nos organes, via notre sang, tout ce dont nous avons besoin pour vivre. La digestion est l'ensemble des modifications que subissent les aliments en partant de la bouche jusqu'à l'arrivée à l'anus. Les aliments que nous mangeons sont transformés en particules minuscules: les nutriments.

Le foie et le pancréas ne font pas partie de l'appareil digestif, mais jouent un rôle essentiel dans la digestion puisqu'ils interviennent dans l'apport de suc digestifs au niveau de l'intestin grêle.

Les différentes fonctions de l'appareil digestif

LA DÉGRADATION

Les aliments sont mastiqués (la mastication) dans la bouche (**cavité orale**). La **langue** mélange l'es aliments et la salive sécrétée par les **glandes salivaires**. Elle les malaxe, pour former le «bol alimentaire» qui passe par le **pharynx**, descend dans l'**œsophage** jusqu'à atteindre l'**estomac**. Le bol séjournera pendant 3 heures dans l'estomac. Alors interviennent les suc gastriques qui ont pour mission de dégrader la nourriture pour la réduire en une sorte de bouillie (le chyme gastrique) formée de particules minuscules, les nutriments. Une fois la bouillie prête, l'estomac en libère une petite quantité pour un transit de 5 heures à travers les intestins.

L'ABSORPTION

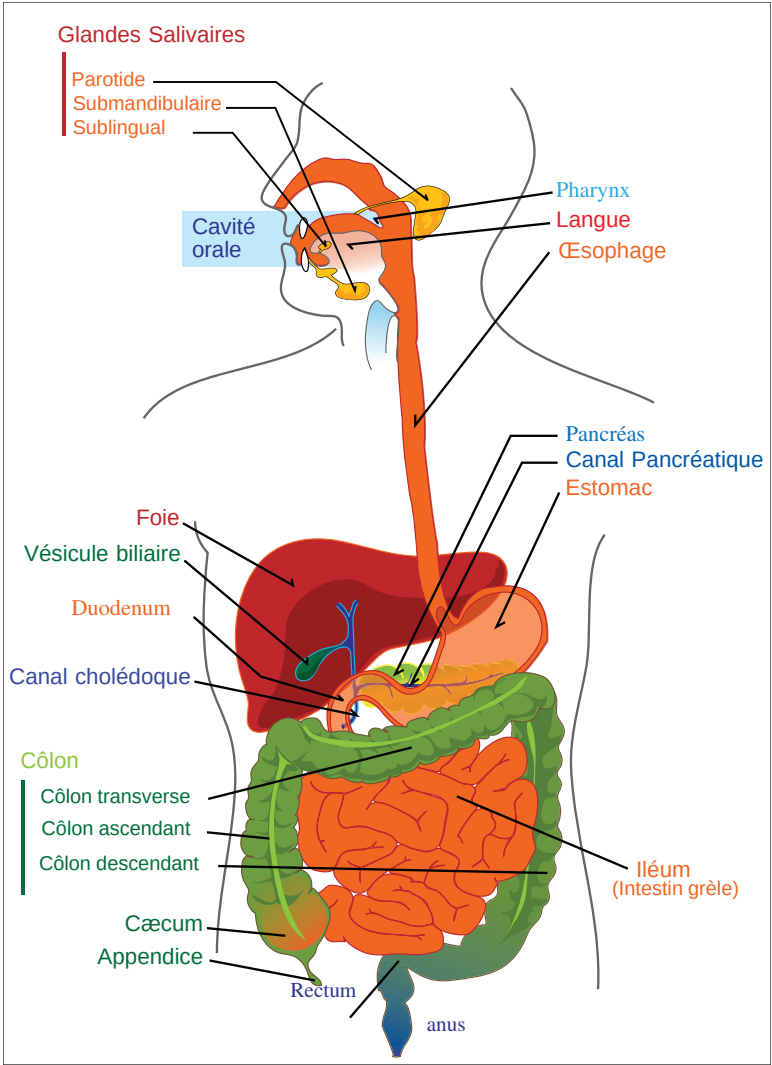
Elle se fait dans l'**intestin grêle** ou petit intestin. C'est à cet endroit que l'essentiel de la digestion se produit grâce aux suc digestifs (voir plus bas) sécrétés par le foie, le pancréas et l'intestin grêle lui-même. Les parois de l'intestin sont des membranes qui vont puiser dans la bouillie l'**énergie** et les **nutriments** (aliments digérés) dont le corps a besoin pour fonctionner. Ces membranes sont connectées directement au système sanguin, l'énergie passe donc directement dans le sang.

L'ASSIMILATION

Le sang se charge alors de distribuer l'énergie et les nutriments à tous les organes du corps. Les nutriments sont convertis en matériaux vivants.

LE STOCKAGE

Ce qui reste de la bouillie poursuit son chemin vers le **colon** ou gros intestin. Celui-ci aspire les dernières traces liquides contenues dans la bouillie afin de les remettre dans le circuit du sang. Le restant, solide, est entreposé dans le **rectum**. La matière solide (les selles) est évacuée par l'**anus**. Les selles sont composées, d'eau et de sels minéraux, de cellules mortes de la paroi digestive, des substances fabriquées ou excrétées par le foie (bile, cholestérol, bilirubine dégradée,...), des bactéries de la flore intestinale, des produits de la décomposition bactérienne et des aliments non digérés telles que les fibres de cellulose. Le manque de fibres dans l'alimentation est l'une des causes de la constipation. A noter que des bactéries utiles vivent naturellement en permanence dans le colon. Elles sont responsables de la fabrication des vitamines B9, B12 et K, et fermentent également certains glucides non digérés en libérant des gaz malodorants (méthane, sulfure d'hydrogène).



Système digestif de l'homme
Les termes en caractères gras dans le texte ci-dessous et qui désignent les organes digestifs sont identifiables dans ce dessin

RÔLE DES SUCS DIGESTIFS

Les glandes salivaires sécrètent la **ptyaline** une enzyme (catalyseur de changements chimiques) contenue dans la salive et dont le rôle est de prédigérer les glucides (sucres) complexes..

L'estomac sécrète le suc gastrique composé d'**acide chlorhydrique** et de **pepsine**. L'acide

chlorhydrique agit sur les protéines structurées (viandes) et la pepsine sur les protéines non structurées (poissons). A noter que certaines cellules de l'estomac synthétisent un **mucus** (substance visqueuse) qui protège la muqueuse gastrique contre sa propre digestion.

Le foie produit la **bile**. Celle-ci est mise en réserve dans la vésicule biliaire. Au moment de l'ingestion d'aliments, la vésicule se contracte

pour libérer la bile dans l'intestin via le **cholédoque**. La bile dissout les graisses, un peu comme les détergents agissent sur la graisse. Les particules ainsi obtenues sont digérées par les enzymes du pancréas et de l'intestin.

Le pancréas sécrète le suc pancréatique contenant trois principales enzymes: une **amylase** qui digère les glucides complexes ; une **lipase** qui dissocie les graisses et la **trypsine** qui décompose les protéines.

Le suc intestinal est sécrété par les glandes intestinales. Il comprend de l'**eau**, des éléments **minéraux** qui assurent un milieu neutre ou alcalin, des **enzymes** et de la **mucine** (glaise). Ces enzymes assurent les étapes finales de la digestion. Les cellules intestinales sont le siège de l'absorption des nutriments, de l'eau, des sels minéraux et des vitamines. L'absorption des nutriments débute dans le duodénum, mais est particulièrement importante dans l'intestin grêle.



Dr. Kesler Dalmacy

1671 New York Ave.
Brooklyn, New York 11226

Tel: 718-434-5345

Le docteur de la
Communauté Haïtienne
à New York

Quand la politique

Suite de la page (7)

de l'aménagement du territoire ou de mettre en exécution les plans du schémas directeurs, s'il en existe, afin de développer et de moderniser le pays. C'est de toutes ces politiques qu'on n'a point entendu parler depuis le séisme, alors même que ces politiques sont les pièces maîtresses de la reconstruction dans la mesure où la Communauté internationale, à travers des conférences et réunions pour ramasser de fonds, s'inscrit réellement dans un projet de développement durable pour le pays.

Il est temps d'arrêter l'aide d'urgence qui était plus que nécessaire dans un premier temps pour passer concrètement à la deuxième phase du programme qui consiste à mettre le pays sur les rails du développement permanent. Le 31 mars prochain, le gouvernement haïtien est dans l'obligation de se présenter à la conférence des bailleurs de fonds à New York avec un projet clair techniquement, cohérent territorialement et réaliste financièrement pour la reconstruction du pays, afin que les « amis d'Haïti » ne trouvent aucun alibi pour se défilier une nou-

velle fois, si vraiment ils comptent aider le pays à s'en sortir après cette catastrophe. La décongestion et la décentralisation de l'ensemble des administrations publiques avec des dates précises de démarrage, le réaménagement territorial du pays et de tous les services publics et privés offerts à la population doivent être clairement notés et spécifiés.

De cette façon, les partenaires internationaux comprendront que l'Etat d'Haïti a tiré les leçons de ce qui s'est passé le 12 janvier quand bien même le chef de l'Etat et le Premier ministre s'étaient retrouvés pendant plus de trois heures injoignables par leurs homologues étrangers. Pas même une ligne (téléphone rouge) de haute sécurité fonctionnant dans toutes circonstances n'existe. D'où la panique de certaines puissances voisines pensant que le pays était rayé de la carte du monde avec tous ses habitants. Ainsi, la politique dans sa vraie définition doit reprendre ses droits afin de rendre possible tout ce qui paraît impossible en apportant des solutions aux problèmes que confronte la société. La politique en Haïti reste trop longtemps en veilleuse.

solutions déboucheront sur la construction d'un pays avec une économie d'intégration sociale.

Si Haiti arrivait à rompre les chaînes du néocolonialisme, elle marcherait dans les sentiers d'une politique économique indépendante, tenant compte des besoins prioritaires de la nation ; et si elle doit être jugée, elle doit l'être par les Haïtiens, eux-mêmes, et non par des colonialistes et des exploiters de tous poils, qui ont lutté du bec et des ongles pour la maintenir dans la dépendance, la misère et le sous-développement. Vassaux de l'impérialisme, ceux qui gèrent Haiti depuis le coup d'Etat du 29 février 2004, ne peuvent s'évertuer à s'élever à la dignité nationale, lorsqu'ils préfèrent la tutelle pour défendre leurs intérêts mesquins, tout en sacrifiant les revendications de la majorité nationale.

Le constat est que toutes les décisions concernant l'avenir d'Haïti ont été prises en dehors du pays et contre la majorité nationale. Toute cette dramatique situation en plus qu'elle contribue à aggraver la misère et l'exclusion sociale, déshonore et hypothèque l'avenir des masses haïtiennes.

Un peuple qui ne décide pas de sa vie, de son devenir est condamné à vivre sous la tutelle. Face à l'accusation

portée contre les autorités haïtiennes, gérantes des institutions nationales, le peuple doit garder toute sa lucidité, dans la mesure où il est mis à la porte par ces mêmes autorités. Ce sont des vautours qui s'entre-déchirent. Le peuple majoritaire doit se garder de se précipiter dans une lutte qui n'est pas la sienne.

Si Préval est aujourd'hui sur les bancs de l'accusation impérialiste pour corruption, il doit assumer ses responsabilités devant l'histoire. Son accession au pouvoir a été l'œuvre du peuple majoritaire, vérité que le chef de l'Etat haïtien étouffe pour mieux servir les intérêts des puissants. Aujourd'hui, l'impérialisme lui démontre très clairement qu'il n'a pas d'amis mais des intérêts: « *La reconnaissance est une lâcheté* », voilà une philosophie, savamment professée par notre cher président, et qui aujourd'hui, le condamne sans rémission.

Le président Préval doit s'instruire de cette maxime: « *les actes des hommes les suivent comme leur ombre* ». Un adage auquel ne peuvent échapper les seigneurs, les puissants de ce monde englués dans leurs mesquins intérêts le commandant. Puissent-ils reconnaître que toujours « *la reconnaissance est la mémoire du cœur* » !

Suite de la page (4)

Chavisme

Suite de la page (11)

populiste). Cela est visible dans les « missions » [15], qui, plutôt que de chercher à établir un axe de communication entre l'État et la population par l'entremise d'une demande semi-corporatiste (ouvriers, paysans, femmes), suscitent ou devantent la formulation de demandes autour des besoins insatisfaits (santé, éducation, alimentation, insalubrité...).

L'inclusion de ces catégories du besoin dans une trame révolutionnaire permet d'engendrer une passion politique. Ce mouvement, associé à l'image du leader, prend un caractère émotionnel à travers l'établissement d'un rapport antagonique à l'ancien régime (Peñafiel 2008). Le discours bolivarien établit un rapport à la pauvreté qui sert de fondement à un antagonisme mobilisateur de la population. Cette mobilisation a l'inconvénient de créer des thèmes de revendication structurés autour d'une conception minimaliste de la consommation, plutôt qu'autour de la production et des relations de travail. Les réformes actuelles au Venezuela répondent à une logique de l'urgence. En effet, si l'instauration du socialisme du XXIème siècle bénéficie d'un climat favorable : manne du pétrole, approbation du peuple, discrédit de l'opposition, ces vents peuvent tourner. C'est pourquoi le Président, révolutionnaire inspiré et de tempérament militaire, ne souhaite pas temporiser. Mais a-t-il raison de vouloir aller vite ? Selon le mot de Chateaubriand : « *Le temps arrange ; il met de l'ordre dans le désordre, rejette le fruit vert, détache le fruit mûr, sasse et crible les hommes, les mœurs et les idées.* » (Chateaubriand 1834).

Un bilan provisoire et nuancé

Quel bilan tirer de ces dix années ? Le chavisme a déplacé les frontières de la représentation politique héritée du pacte de punto fijo. Il a réintroduit les exclus et en a fait des sujets actifs et considérés. Sous l'impulsion d'un chef, il a institutionnalisé la participation. Mais la repolitisation des masses se paye au prix fort : une polarisation excessive. Et, sur le plan économique, on peut s'interroger sur la rupture opérée avec l'économie rentière. Le système a toujours sa part d'ombre, héritée du passé ou relevant de ses propres contradictions. Face à ces questions dont dépend l'avenir du pays, il revient au politique, non seulement de théoriser la libération des hommes, mais tout autant de leur fournir les moyens de la réaliser.

Véritable laboratoire grandeur nature, le Venezuela n'a pas encore livré le fin mot de sa quête.

Notes

[1] Voir par exemple, « VENEZUELA - Écran nègre, nuit blanche pour les élites », « FRANCE-VENEZUELA - Libération et le Venezuela : désinformation à vie ? », « VENEZUELA - Mr. Langellier prend un aller simple pour le pays des soviets », « VENEZUELA - Martine Gozlan, Axel Gyldén, David Pujadas ou... Oliver Stone : qui est le journaliste ? » – note DIAL.

[2] Dans le cadre de ma thèse de sociologie, j'ai choisi d'y effectuer plusieurs séjours, 5 séjours étalés sur 4 ans, entre 2006 et 2009. J'ai pu ainsi suivre sur la durée l'évolution du pays, faire le point régulièrement, tout en gardant, une distance nécessaire hors de toute passion. J'ai fondé mon travail sur les écrits des spécialistes, sur l'observation directe et l'observation participante, ainsi que sur des entretiens individuels et collectifs.

[3] Le Pacte de Punto Fijo, du nom de la ville où il a été conclu, est un accord passé en 1958 entre les représentants des trois principaux partis politiques d'alors, l'Action démocratique, le COPEI et l'Union républicque démocratique. Il portait sur l'acceptation des résultats des élec-

tions présidentielles de décembre 1958, la préservation des règles du jeu démocratique et la définition d'un programme commun minimum de gouvernement. En pratique, il a permis l'alternance au pouvoir de l'AD et du COPEI pendant 30 ans et la mise à l'écart du Parti communiste vénézuélien, alors très puissant – note DIAL.

[4] Le processus politique en cours au Venezuela nous renvoie également à nos propres situations politiques. On observe, en France, et en Europe, un certain discrédit de la démocratie représentative, résultat, d'une part, de l'élévation du niveau d'éducation et du développement des nouveaux médias (Internet) et, d'autre part, d'évolutions négatives comme le suivi de stratégies personnelles des représentants, le tout aggravé par l'impact des sondages dans la mise en œuvre des politiques. De plus, l'adaptation des États à un ordre économique mondial entraine la constitution de nouvelles castes réunissant gouvernants, hommes d'affaires, financiers, experts, qui tendent aujourd'hui à devenir une « super-classe mondiale ». Cette oligarchie internationale considère volontiers les expressions du peuple, y compris dans les formes institutionnelles du vote populaire, comme dangereuses. On voit se distinguer deux types de légitimité : l'une, savante, des gouvernants et des experts, l'autre, populaire, contestée et stigmatisée comme « populiste » quand elle va à l'encontre de la logique dominante.

[5] Partido socialista uni du Venezuela – note DIAL.

[6] Le chavisme par bien des côtés évoque un « césarisme démocratique ». Celui-ci se définit par une approche de la souveraineté du peuple inscrite dans un triple cadre : une conception de l'expression populaire à travers la procédure privilégiée du plébiscite ; une philosophie de la représentation comme incarnation du peuple en un chef ; un rejet des corps intermédiaires qui font obstacle à un face-à-face entre le peuple et le pouvoir.

[7] Voir plus bas – note DIAL.

[8] On sait que Max Weber distingue trois grands types de domination légitime, celle qui présente un caractère charismatique, celle qui a un caractère traditionnel, celle enfin qui repose sur une dimension rationnelle et qui s'exprime par exemple à travers l'État. Sans détailler ici la sociologie webérienne des formes de domination, retenons que pour lui la domination charismatique s'explique par les qualités extraordinaires d'un personnage. Weber met l'accent sur le pouvoir « étranger à l'économie » du chef charismatique. Il s'interroge ensuite sur la « routinisation » du charisme, qui s'exprime par exemple au moment où est ouverte la succession du chef ; mais il souligne pourtant que l'évolution du pouvoir charismatique peut conduire aussi bien à la domination traditionnelle qu'à la bureaucratisation. L'histoire ne connaît donc pas de règle absolue.

[9] Bernard Manin rappelle ce qui s'imposait comme une évidence à la plupart des philosophes, de l'antiquité jusqu'au XVIIIème siècle, à savoir : si l'élection est par nature aristocratique, le tirage au sort est démocratique, dans la mesure où la première favorise la naissance d'une élite, tandis que le second donne à tous les citoyens qui le souhaitent une même chance de participer à la gestion des affaires publiques. L'association du tirage au sort à la procédure démocratique n'avait pas échappé à Montesquieu : « le suffrage par le sort est de nature démocratique, le suffrage par choix est de celle de l'aristocratie ».

[10] Chantal Mouffe nous invite à ne pas faire l'impasse sur la dimension de l'antagonisme, qui est constitutive du politique, et sur la place des passions dans la construction des identités politiques. Elle propose un nouveau paradigme, celui du « pluralisme antagoniste ». Ce modèle se présente de la manière suivante : l'existence du politique fait que l'enjeu principal dans les sociétés démocratiques est la domestication de l'hostilité, afin de désamorcer l'antagonisme potentiel qui existe

dans les relations humaines. La question politique cruciale est de définir une manière d'établir une distinction « nous/eux » qui soit compatible avec la reconnaissance du pluralisme. Le conflit dans les sociétés démocratiques ne doit pas être éradiqué, dans la mesure où la spécificité de la démocratie moderne est justement la reconnaissance et la légitimation du conflit. Aussi une politique démocratique suppose-t-elle que « les autres » soient vus, non comme des ennemis à abattre, mais comme des adversaires dont les idées peuvent être combattues, même avec acharnement, sans que jamais, cependant, leur droit à les défendre puisse être mis en question. Autrement dit, il importe que le conflit ne prenne pas la forme d'un « antagonisme » (d'une lutte entre ennemis) mais celle d'une « agonistique » (d'une lutte entre adversaires). La catégorie centrale de la politique démocratique devrait être celle de l'« adversaire », c'est-à-dire de l'opposant avec qui l'on partage une allégeance commune aux principes démocratiques de liberté et d'égalité, tout en étant en désaccord sur le sens à leur accorder. Les adversaires s'affrontent, car ils veulent que leur interprétation des principes devienne hégémonique, mais ils ne remettent pas en question le droit légitime de leurs rivaux à se battre pour faire triompher leurs opinions – ceci nous rappelle le propos attribué à Voltaire : « Je ne partage pas vos idées, mais je me battrai jusqu'à la mort pour que vous puissiez les exprimer ». Il est pourtant particulièrement malaisé de définir où passe la frontière entre différences légitimes et illégitimes, entre « antagonisme » et « agonisme ». Conformément à sa définition de la démocratie comme pratique plus que comme forme, Chantal Mouffe se réfère moins aux déclarations d'intention qu'aux actes, en l'occurrence au « respect des règles du jeu démocratique ».

[11] La « Quatrième République » est un terme forgé par Hugo Chávez alors qu'il était candidat aux élections présidentielles de 1998 pour désigner la période d'alternance politique entre l'AD et le COPEI entre 1958 et 1998, en l'opposant à son projet politique, désigné lui sous l'expression « Cinquième République » – note DIAL.

[12] Celui-ci se caractériserait d'une part par la propriété étatique des moyens de production et l'appropriation « quasi-sociale » par l'État du surplus économique, et de l'autre, par la situation privilégiée d'une élite bureaucratique peu nombreuse et un système de distribution du revenu dans lequel la part redistribuée n'est déterminée ni par le capital (c'est à dire la propriété), ni par le travail (principe de distribution de type socialiste) mais par des relations avec le pouvoir politique. Je reprends ici les éléments de définition de Szentes et Azoulay 1986.

[13] Cela impliquerait une lutte, juridiquement formalisée, contre la corruption, une institutionnalisation cohérente des mécanismes de participation populaire, une profonde réforme de l'administration de l'État (au lieu d'un foisonnement d'appareils paraétatiques d'intervention immédiate), et une application de la stratégie de développement diversifié prônée par le régime. Cela supposerait aussi et peut être surtout, une rupture avec le haut degré de « polarisation factice et de forfanterie idéologique » (Saint-Upéry 2008).

[14] Définie comme un mode de relation global de « l'en haut » avec « l'en bas », de l'État avec le peuple, du leader avec son peuple, l'assistance repose sur des rapports de faveur et de sujétion, où elle est la contrepartie naturelle d'une adhésion non pas seulement à un programme politique mais à un projet de société (Lautier 1999).

[15] Les missions (Robinson, Ribas, Sucre, Barrio Adentro...) créées en 2003, constituent un ensemble de programmes sociaux (alphabétisation, médecine gratuite et de proximité, insertion professionnelle...).

Dial (Diffusion d'information sur l'Amérique latine # D 3098) 1er mars 2010

(Dial - <http://enligne.dial-infos.org>)

La Grèce

Suite de la page (13)

d'Euros en pots-de-vin pour se voir attribuer les contrats concernant le système de sécurité des Jeux Olympiques 2004 à Athènes. Ils n'en étaient pas à leur premier coup. Ils sont sous enquête pour avoir également donné 57,5 millions d'Euros pour obtenir un contrat avec OTE, la compagnie nationale de télécommunication, encore publique à l'époque, 1997-2003. “Les paiements de Siemens aux parties grecques, en échange de l'obtention de contrats lucratifs, ont totalisé environ 100 million d'Euros” [Siemens scandal probed, George Gilson, Athens News, 1 Feb 2010].

200,000 Deutschmarks sont allés dans les poches d'un ministre des transports et 1 million de Deutschmarks au bras droit du premier ministre de l'époque – tous deux des socialistes. Le PDG de Siemens Hellas, Michalis Christoforakos, et un autre haut cadre, Christos Karavelas, ont fui en... Allemagne, qui refuse de les extraditer, malgré qu'un tribunal allemand ait condamné un haut cadre de Siemens en 2008 dans le même scandale. L'ambassade de Grèce en Uruguay a rapporté que Karavellas avait transféré 3 million de dollars pour y acheter une villa...

Et on a évidemment tenté d'étouffer l'affaire tant sur le plan politique que judiciaire, y compris des menaces contre rien moins que le vice-président de la Cour suprême! Par comparaison, la corruption de hauts juges (qui ont décidé quelques mois plus tard de doubler leurs salaires), le ministre du travail construisant illégalement une villa et employant des travailleurs immigrés sans payer leurs cotisations sociales, c'est de la menue monnaie. Ainsi que le licenciement de Mr. Bird, le représentant de Birdlife International, chargé de faire respecter les politiques d'environnement, par un lobby de chasseurs, tout en lui laissant son bureau au ministère de l'Agriculture... Personne ne l'a remplacé depuis 2007. Il est toujours assis désœuvré quand je lui rends visite.

L'année dernière, les socialistes ont demandé une enquête sur les scandales mais le gouvernement conservateur a refusé et le premier ministre a purement et simplement fermé le parlement en mai dernier quand des commissions ont tenté d'ouvrir une enquête. Les conservateurs n'ont néanmoins pas pu tenir le coup politiquement

ni économiquement et ont été forcés d'organiser des élections anticipées, qu'ils ont perdues avec fracas en octobre 2009 avec 33.48 % des votes, et 91 sièges au parlement contre 43.92 % et 160 au PASOK.

Sous la nouvelle direction du premier ministre socialiste, Georges Papandreou, né et éduqué aux Etats-Unis les technocrates ont pris le pouvoir et commencé à nettoyer les dégâts. Ils ont rapidement révisé le déficit budgétaire du gouvernement à 12,7 pourcent du produit national brut pour 2009 de 3,7 pourcent qu'il était annoncé peu auparavant, dissimulé grâce à l'utilisation d'artifices financiers. «La situation que nous avons héritée était pire que nos pires cauchemars» a dit Papandreou [Papandreou seeks French backing for debt crisis, Elena Becatoros, Associated Press, March 7, 2010].

Pourtant, j'étais frappé par la manière désespérée des conservateurs de s'accrocher au pouvoir dans une situation surréaliste de fraude. J'étais à Athènes à la fin septembre, et j'ai vu les grands rassemblements politiques, la Nea Dimokratia occupant fermement la place de la Constitution en face du parlement, avec des posters et des hauts-parleurs énormes, et un stand rempli de leur section de jeunes fanfaronnant. Ce n'était pas loin de la zone de désastre située autour de l'également très centrale place ironiquement appelée de la Concorde. Une bombe a retardement composée de centaines de Pakistanais, Kurdes, Philippins, Nigériens, Ouest-Africains, sans papiers, sans emplois, mal logés, mal nourris, errant dans les rues sans droits ni soutien. Et à côté de cela, les posters de la Nea Dimokratia avec la tête en gros plan de son dirigeant, Karamanlis, paraissant encore plus grosse, et les mots, Apofasi Eythinis, Nous avons décidé de prendre nos responsabilités!

**KAPTE
DETANT
KREYÒL**
Chak Dimanch swa
Soti 8tè pou rive 10zè
Sou Radyo Ayiti Entènasyonal
Avèk Marlene & Fils-Aimé
Tel: 718-469-3812 (3815)
www.rhifm.com

GET YOUR TAX REFUND FAST

- Income Tax
- Insurance (car, life, home, business)
- Real Estate
- Financial Consulting
- Notary Public
- Translations (from French, Creole, Spanish to English)
- Typing (resume, flyers, invitations, papers, business letters)
- Faxing (sending and receiving). Copying.
- Electronic Filing

Phone: 718.693.8229 Fax: 718.693.8269
1786 Nostrand Ave., Brooklyn, NY 11226
(between Clarendon Rd & Avenue D)

CHERY'S BROKERAGE

Chili: Cérémonies d'investiture suspendues

Le président chilien, Sebastian Piñera, a décrété jeudi l'état de catastrophe naturelle dans la région de O'Higgins (centre), après la forte réplique de magnitude 7,2, qui a secoué ce pays et semé un début de panique au moment de son investiture comme chef d'Etat.

Sept présidents et autres invités étrangers attendaient Piñera au siège du Parlement, où dans les premières heures les nouveaux députés et les sénateurs du Pouvoir législatif chilien avaient prêté serment. Peu avant le début de la cérémonie, les invités chiliens et étrangers ont ressenti le premier et le plus intense des douze séismes qui ont frappé la zone centre du Chili.

Le Prince des Asturies, Philippe de Bourbon ; les présidents du Paraguay, Fernando Lugo ; de Bolivie, Evo Morales ; d'Argentine, Cristina Fernandez ; de Colombie,



Le président chilien, Sebastian Piñera

Alvaro Uribe ; du Pérou, Alan Garcia, et d'Equateur, Rafael Correa, ainsi que plusieurs ministres des Affaires étrangères et diplomates n'en croyaient pas leurs yeux. Ils commencèrent par regarder dis-

crètement les lampadaires et les décorations florales de l'imposant bâtiment qui abrite le Pouvoir législatif chilien, et qui témoignait du mouvement tellurique. Ensuite, visiblement nerveux, ils ont commenté les événements et, ont fini par se lever, indique le quotidien internet ABC.es.

Mais la nervosité a trahi de nombreux invités qui ont quitté l'édifice avant l'entrée de Piñera, comme l'exige le protocole. A la suite d'une alerte au tsunami lancée par les autorités de la Marine et de la Protection civile, le nouveau président chilien a décidé de suspendre le déjeuner avec ses invités, et les activités officielles ont été annulées.

Granma Valparaíso, Chili, 11 mars 2010

La famille Zuma fait exploser le budget de la présidence



Président Jacob Zuma avec ses trois femmes, Sizakele MaKhumalo (à droite), Nompumelelo Ntuli (à gauche) et Thobeka Mabhija (deuxième à gauche)

L'Afrique du Sud a presque doublé son budget consacré à la famille présidentielle après l'élection à la tête du pays de Jacob Zuma, qui a trois femmes et 20 enfants.

Le budget est passé de 8 millions de rands (1 million de dollars, 790.000 euros) sous la présidence de Thabo Mbeki (1999-2008) à 15,5 millions de rands (2.1 millions de dollars, 1.5 million d'euros) en 2009, selon le ministre Collins Chabane.

Prise en charge de chaque enfant

Jacob Zuma s'est marié en janvier pour la cinquième fois. Une de ses femmes est morte et une autre a divorcé. Il reste trois Premières dames, qui ont droit à deux assistants, des téléphones portables, des

ordinateurs et une indemnité journalière durant leurs voyages officiels pris en charge par l'Etat. Le chef de l'Etat, 67 ans, a eu en octobre un vingtième enfant, né de sa liaison avec la fille d'un vieil ami, le président du comité local d'organisation (LOC) du Mondial-2010, Irvin Khoza.

Selon les directives présidentielles, le budget de l'Etat prend en charge les enfants du président jusqu'à l'âge de 27 ans s'ils sont étudiants et non mariés. « Cette politique s'applique aux enfants du président quel que soit le statut marital de leurs parents », a précisé M. Chabane en réponse à une question écrite de l'opposition.

Jeune Afrique
AFP 16 mars 2010

Jour de colère à Jérusalem

Des affrontements ont éclaté entre manifestants palestiniens et l'armée et la police israéliennes dans les Territoires Palestiniens Occupés, ce mardi matin, après une journée de fortes tensions pour l'accès aux sites religieux.

Des dizaines de Palestiniens ont été blessés et beaucoup ont été kidnappés dans les affrontements en cours. Deux policiers israéliens ont été blessés.

La violence a été centrée sur Jérusalem-Est occupée et sur ses environs, à savoir les camp de réfugiés de Shufat, Eisawayah, Ras Al-Amoud, et Wadi Al-Jouz dans la zone de Silwan, ainsi que dans la Vieille Ville. Des centaines de jeunes Palestiniens ont attaqué un poste de contrôle à l'entrée du camp de réfugiés de Shufat, au nord de Jérusalem, jetant des pierres sur les forces israéliennes d'occupation stationnées à proximité, selon le récit du correspondant de Ma'an à Jérusalem. Notre correspondant a déclaré que les forces spéciales de police ont appliqué sur les lieux et ont tiré des grenades lacrymogènes, des grenades assourdissantes et des balles en caoutchouc en direction des manifestants. Deux jeunes Palestiniens ont été enlevés à ce moment-là.



Affrontements dans les Territoires Palestiniens Occupés par les forces israéliennes

Les forces israéliennes ont renforcé le blocus sur la Vieille Ville, en particulier la mosquée Al-Aqsa, poursuivant les blocages entrepris depuis une longue semaine. La police israélienne a été vue empêchant les femmes d'entrer dans la mosquée.

Cette même police a poursuivi les manifestants à Wadi Al-Joz tandis qu'un hélicoptère survolait la scène. De jeunes Palestiniens ont allumé des feux d'artifice dans la vieille ville alors que les forces israéliennes y pénétraient. Trois de ces jeunes ont été kidnappés, dont Iyad At-Tawil, âgé de 12 ans, ainsi que sa mère et sa tante. Dans le camp de réfugiés de Qalandiya, au nord de la ville, des centaines d'étudiants ont affronté les forces israéliennes qui ont tiré des balles en caoutchouc et des grenades assourdissantes pour disperser les manifestants. Un jeune étudiant âgé de 15 ans a été enlevé, d'après les témoins. Des affrontements ont également éclaté au poste de contrôle de Qalandiya.

Les citoyens palestiniens d'Israël ont été empêchés de se rendre à Jérusalem. Les forces israéliennes ont arrêté un bus en provenance de Majd Al-Kroom, alléguant que les passagers étaient en route pour participer aux manifestations. Elles ont enlevé un passager, âgé de 39 ans, l'accusant d'avoir frappé un policier.

Les troupes israéliennes d'occupation ont été filmées en train d'empêcher les journalistes de couvrir les événements dans Eisawayah. Pendant ce temps, des rassemblements ont lieu dans la bande de Gaza en solidarité avec Jérusalem [Al Qods]

Ma'an News Agency 16 mars 2010

Traduction: Info-Palestine.net

Déclaration de l'Assemblée Nationale du Pouvoir Populaire de la République de Cuba

Au terme d'une campagne orchestrée par de puissantes entreprises médiatiques, fondamentalement européennes, qui ont attaqué Cuba avec férocité, le Parlement européen vient de voter, après un débat malhonnête, une résolution de condamnation de notre pays qui manipule des sentiments, dénature les faits, profère des mensonges et occulte des réalités.

Le prétexte avancé a été le décès d'un détenu, condamné d'abord pour des délits communs, puis manipulé par des intérêts étasuniens et par la contre-révolution interne, pour avoir refusé, de sa propre volonté, toute alimentation malgré les avertissements et l'intervention des médecins spécialistes cubains.

On ne saurait utiliser ce fait regrettable pour condamner Cuba au motif qu'elle aurait pu éviter ce décès. S'il est un domaine où notre pays n'a pas à se défendre verbalement, car la réalité est irréfutable, c'est bien dans celui de la lutte pour la vie des êtres humains, qu'ils soi-

ent nés à Cuba ou à l'étranger. Un seul exemple suffit : la présence de médecins cubains en Haïti onze avant le séisme de janvier dernier, ce dont la presse hégémonique se garde bien de parler.

Cette condamnation masque un profond cynisme. Combien d'enfants sont morts dans les nations pauvres parce que les pays riches représentés au Parlement européen ne tiennent pas leurs engagements d'Aide publique au développement ? Tous savent que c'est prononcer là une sentence de mort massive, mais ils ont choisi de préserver leurs niveaux de gaspillage et de surconsommation somptuaire, suicidaires à long terme.

C'est aussi offenser les Cubains que de vouloir leur donner des leçons alors que les gouvernements européens répriment en ce moment même les immigrants et les chômeurs, tandis qu'ici, le peuple propose librement et sans intermédiaires, dans des réunions de quartiers, ses candidats aux élec-

tions municipales.

Ceux qui ont participé à la contrebande aérienne de détenus, à l'établissement de prisons illégales et à la pratique de la torture, ou qui les ont permis, n'ont aucun droit moral de juger un peuple agressé et en butte à un blocus brutal.

Une condamnation si discriminatoire et sélective ne peut s'expliquer que par l'échec d'une politique qui a été incapable de faire plier un peuple héroïque. Ni la loi Helms-Burton, ni la Position commune européenne, apparues la même année, dans les mêmes circonstances et dans les mêmes buts, toutes deux au mépris de notre souveraineté et de notre dignité nationales, n'ont pas le moindre avenir, car les Cubains rejettent les diktats, l'intolérance et les pressions comme normes des relations internationales.

Assemblée nationale du Pouvoir populaire de la République de Cuba

Granma 12 mars 2010

PERSPECTIVES HAITIENNES

91.5 FM, WNYE

Mardi soir 8 - 10 pm

EDUCATION, SANTÉ,

DROIT, CULTURE,

NOUVELLES, DÉBATS.

UNE ÉMISSION DE LA

SHR (SOCIÉTÉ HAÏTIENNE

DE RECHERCHES, DE

DOCUMENTATION ET DE

PROGRÈS SOCIAL)

1786 Nostrand Avenue

Brooklyn, NY 11226

Tél : (718) 693-8229

Fax : (718) 693-8269

Suite de la page (9)

of Cap Haïtien, there have been several kidnappings. Among those kidnapped were two employees of Doctors Without Borders, who were later freed after negotiations.

Many speculate that this crime wave is linked to the escape of many convicted criminals from the National Penitentiary immediately following the Jan. 12 earthquake. Some of the escapees are said to have reconstituted their gangs in several corners of the country. Meanwhile the police are looking to recapture escaped convicts, with some success.

But the government seems to expend more resources making declarations on the radio and television rather than relocating people who have to live in the street and in public spaces, thus exposed to all kinds of bandits and the storms that are coming.



**Radio
Soleil d'Haïti**

**Nouvelles • Opinion
Analyse • Musique**

www.radiosoleil.com

**1622 Nostrand Avenue
Brooklyn, NY 11226**

**(718) 693-1025
(718) 693-5100
(718) 693-7806**

**C'EST
LEUR'PEUPLE
MAINTENANT
C'EST LEUR**

LIBERTE TOTAL ET CAPITAL
LIBERTE CONTRE L'ENNEMI
MAUDIT DEMONS'
LIBERTE CONTRE SATANS'
LIBERTE CONTRE DIABLES'
PROTEGEZ VOTRE INDEPENDENCE
D'ETRE CHRISTIAN HUMAN'
MAINTENANT GAGNEZ VOTRE
LIBERTE GARANTIE'.

ENVOYE SEULEMENT
\$30.00 + (5.00 S & H) M.O.

**ST. CHRISTOPHE
126-14C MERRICK BLVD
PMB-4
JAMAICA, NEW-YORK, 11434**

Partir sur un coursier de nuages

Ndlr. Tout a commencé avec une lettre de Franck Laraque à Josaphat Robert Large pour lui faire part de ses «vives impressions» à propos du roman de Large: Partir sur un coursier de nuages. Ce qui a conduit Franck à enfourcher son propre coursier de nuages pour «un voyage intersidéral chevauchant notre histoire». Il a bien voulu me prendre en croupe sur son beau cheval bleu et rouge, le seul de cette couleur que j'aie jamais vu, pour une randonnée sur la Voie lactée de nos hauts faits passés d'Haïtiens, de notre fertile imaginaire, de l'imaginaire de tous les hommes, jusqu'à finalement nous retrouver, heureux, avec de poétiques réminiscences de Jérémie, lui jérémien natif natal et moi, fièrement jérémien d'adoption. J'ai alors suggéré à Franck de prendre aussi avec lui, sur son coursier de nuages, les lecteurs du journal, ce à quoi il s'est prêt de bonne grâce.

[**Fanfan Latour**]

Le 8 mars 2010

Cher Josaphat,

Je tiens à donner suite à notre conversation qui s'épuisait de longueur au téléphone. Je n'ai pas la sottise prétention de te raconter ton propre roman, ni ne suis dans l'état d'esprit d'écrire une critique littéraire. Je désire simplement te dire la grande joie ressentie à la lecture de ton remarquable et exceptionnel Partir sur un coursier de nuages et te communiquer mes vives impressions.

Voici comment tout a commencé. Il y a trois jours, j'ai trouvé comme par hasard, sous une débordante paperasse qui ne se contente plus de mon bureau et envahit chambres, salon et salle-à-manger, Rete! Kote Lamès! et Partir sur un coursier de nuages que je comptais lire deux mois auparavant. Ancien écuyer et passionné d'équitation, j'ai été séduit par le titre du deuxième roman (malgré la mine pitoyable du cheval et sa misérable babouquette en première page de couverture). Je l'ai lu tout d'une traite, emporté par mon propre coursier de nuages qui a pris le mors aux dents. Mon beau cheval de bataille qui franchit les espaces sans peur des dangers.

J'ai aussi éprouvé le désir, le besoin de me détacher des images déchirantes, déprimantes de la Télé projetant les corps pris sous les décombres, les amputations, les millions de sans-abri crevant de faim et de soif; la mauvaise foi, l'incompétence et le lucre manifestes des dirigeants prédateurs; l'impuissance générale d'Haïtiens tant de l'intérieur que de la diaspora qui préfèrent la dénonciation à l'action d'ensemble salvatrice indispensable durant cette étape humanitaire. Tu m'as interpellé, exhorté à partir, moi aussi sur mon coursier de nuages, non pas une échappatoire mais un chevauchement historique et identitaire pour une reconscience de solidarité nationale. J'ai donc enfourché l'imaginaire, créateur de réalités. Un imaginaire confondant, sans les détruire, espaces, temps, lieux, sujets, personnages.

Un voyage intersidéral chevauchant notre histoire avec ses envahisseurs et ses rebelles, ses esclavagistes de tout poil et ses héros, ses zombificateurs et ses zombis en quête du sel libérateur, ses intellectuels et artistes, fanatiques de l'art pour l'art, c'est-à-dire du statu quo, et ses intellectuels de la liberté prônant l'art comme arme

de combat et de libération. Ainsi se déroule sous nos yeux, la conquête de notre île par les civilisateurs européens, les Espagnols qui ont commis le génocide d'une race, introduit l'esclavage, un système que les Français perfectionnent et codifient pendant des siècles.

Ce déroulement n'oublie pas les résistants: Caonabo, Anacaona, cacique Henri (premier guerillero vainqueur de l'Amérique), Mackandal, Boukman (premier protagoniste de la théologie de la libération, voodoo vs. esclavage); les fondateurs de l'indépendance; Péralte (la résistance contre l'occupation américaine).

La poésie se fait prose ou la prose poésie tout le long de l'ouvrage, sur terre et dans l'espace. La geste du petit soldat Pierre Sully est ainsi narrée:

Les Américains revinrent en force avec leurs tanks, leurs bazookas et leurs mortiers.

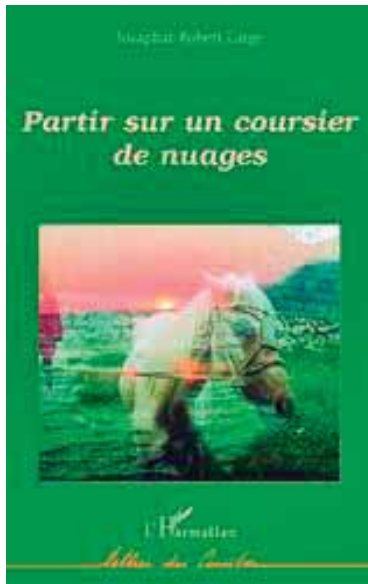
...malgré la pluie des balles de tous calibres qui perforaient les murs, le petit Sully, le petit soldat resta à son poste. Le fusil à la main, sans galons, sans dentelles sur les épaules, il fit changer les couleurs de la face de l'espoir, il fit mettre le bleu à la place du jaune, accrocher le vert d'un fond de mer aux cimes des lampadaires. Il tira malgré ses blessures, il tira alors même qu'il perdait le souffle; le doigt sur la gâchette, il rêvait qu'il transplantait des arbres sur les étoiles. Non seulement il venait de combattre un ennemi qu'on disait invincible, mais aussi la peur, la lâcheté et le déshonneur. Et c'est sur son cadavre qu'on passa pour pénétrer à l'intérieur de l'arsenal et prendre possession des lieux.

Il en est de même pour Charlemagne Péralte quand le surnaturel auréole la réalité pour convertir l'héroïsme en légende.» Charlemagne Péralte s'était échappé, comme un petit poisson entre les roches d'une rivière. Il était parti, disait-on, sur un cheval de nuages, pour un voyage vers le sud du pays. On arrivait pas non plus à retrouver son balai.» Le balai, il l'utilise pour, comme les sorcières, crever les plus grands espaces et se retrouver face à l'occupant américain, le balai cette fois converti en fusil.

Tu appelles notre attention sur des personnages humains coiffés d'un plus grand surnaturel: Gabellus, Cyparis; sur des personnages de différentes sortes: le miroir, les éléments de la nature comme les vents, le volcan du Mont Pelée. Jetons un coup d'oeil le même jour quitté la Martinique pour regagner sa demeure au village des Roseaux où il a retrouvé ses femmes et ses enfants abandonnés pendant dix ans. Personne n'a su comment. Guérisseur, houngan apprécié, il n'a pas tardé à se faire une philosophie qui ne discerne pas le réel du rêve, l'habitant d'un îlot qui glisse sur le temps. Le théoricien du concept de la couleur des vents.

Cyparis, dont l'orthographe se rapproche de Cyparisse qui dans la mythologie grecque était un favori du dieu Apollon. Celui-ci l'a métamorphosé en cyprès. Cyparis ressemble plutôt à Jacques Roumain qui dans son Prélude de Boisd'ébène s'identifie aux damnés de toutes les races et de toutes les époques.

Cyparis se multiplie, lui aussi,



dans le temps et des lieux fort distants pour exprimer l'unité de la souffrance des exploités où qu'ils soient. Il confie que flibustier à l'époque de la conquête de l'île par les Espagnols, il a perdu un oeil au cours d'une échauffourée, a été soldat de Toussaint Louverture contre l'armée d'invasion française. Fusillé, jeté à la mer, son corps que les requins ont bouffé et rejeté à la Martinique y a revécu jusqu'à l'éruption du volcan du Mont Pelée. Il en est sorti indemne mais sa femme et ses enfants ont été carbonisés. Il a coupé la canne-à-sucre dans les bateys de Cuba, du vivant de José Marti. Il a été manchot à Camaguey. Voyageur impénitent, il est revenu dans son pays, son « cadavre ne saurait supporter le poids d'une autre terre. » Il s'assimile à l'auteur en avançant que son ancêtre est un Français, de la Chassaigne devenu Chassagne par déformations syllabiques et se veut le Gabellus des temps modernes.

Gabellus, Cyparis (le narrateur), l'auteur ne font-ils qu'un ? Le miroir, dont l'auteur signale le rôle dans la construction du roman, a suscité la curiosité de scientifiques et d'écrivains. Archimède, l'illustre savant né à Syracuse en l'an 287 avant Jésus-Christ, disait qu'avec un levier (ou point d'appui) il pourrait soulever le monde. On a affirmé qu'à l'aide de miroirs ardents, il arrivait à enflammer les navires romains qui attaquaient sa ville natale. Ce qui, à l'encontre de ses autres expériences scientifiques, n'a jamais pu être prouvé. Lewis Carroll, pseudonyme de Charles Ludwig Dodgson mathématicien anglais (1832-1898), dans deux livres célèbres a introduit le rêve et le miroir dans la littérature enfantine de son époque. Dans le premier, Alice in Wonderland (1865) (Alice au pays des merveilles) la réverie de la petite Alice sans but précis lui montre les merveilles du monde. Dans le second, Through the Looking-Glass, and What Alice Found There (1872) (Ce qu'Alice trouva de l'autre côté du miroir et plus simplement : De l'autre côté du miroir) curieuse, elle veut dans son rêve, découvrir un autre monde, celui qui se cache derrière le monde inversé du miroir. C'est l'apparition de l'imaginaire qui dépasse désormais le cadre de la littérature enfantine.

Dans ton ouvrage, tu fais rire, pleurer ton miroir qui se brise en miettes que tu restitueras pour offrir le troisième tome de ta trilogie et pour te citer « qui fera aussi son apparition dans quelques morceaux

de mon miroir brisé. »

Les vents, car selon Gabellus, il n'y a pas qu'un vent. Sans connaître Baudelaire et Rimbaud, il a intuitivement découvert les correspondances. Les vents, selon lui, se différencient par leurs couleurs. Le vent bleu zigzague; le vent vert souffle droit et ne reste pas immobile; le vent jaune circule en roue libre avec les saccades de ses petites brises; le vent des cyclones est orange vif ou rouge. Le marin expérimenté connaît ces différences; cette connaissance influence ses décisions et peut être utile à tous.

Le volcan du Mont Pelée qui dans la réalité a éclaté en Martinique et dans l'imaginaire également à Port-au-Prince préfigure le tremblement de terre du 12 janvier 2010. Bien que de nature différente, leurs effets dévastateurs sont pareils. On s'en rend bien compte en lisant les rapports sur ces deux catastrophes.

Au cœur de ces séismes humains ou naturels se noue le drame d'Auguste Cadet amoureux de deux femmes, deux sœurs Gisèle et Monique, qu'il a épousées, la cadette lorsqu'il a cru l'aînée morte. Un véritable neud gordien que rien ne peut trancher. Ni l'idée, ni une tentative de suicide. La situation d'un homme amoureux de deux femmes ou d'une femme amoureuse de deux hommes, n'est pas une exception mais évidemment une cruelle tragédie pour les trois, surtout dans une société où la bigamie est interdite. Très souvent, l'amour-destinée butant sur l'amour-passion.

Ces personnages qui peuvent paraître singuliers à plus d'un sont pourtant familiers à nous autres, Jérémiens. Nous avons connu Antoine Ian Gomier au don de voyance ou entendu parler de lui, connu le médecin et professeur au Lycée Nord-Alexis, qui a épousé deux sœurs mais l'aînée était bien morte. Nous avons côtoyé nos fous ou habitués d'un autre monde: Dodo filée parce qu'elle se couvrait de fils et de rubans de toutes les couleurs. Tïmojèn, grand et efflanqué, qui armé de son bâton noueux, nous poursuivait pour nous rosser lorsqu'en essayant de se cacher, on lui criait: Tïmojèn volò bosou. Je n'oublie pas Paulémon, un bonhomme court et trapu, toujours vêtu d'une sorte de redingote aux larges boutons qui s'ouvrait sur un ventre plantureux à force d'absorber des crapauds agrémentés de varech de mer. A notre grande surprise, un jour à la grand-messe du dimanche à l'église Saint-Louis, roi de France, Paulémon s'est amené, majestueux, cérémonieux. Tout de suite après le sermon du père Fourquet, vieux curé breton irascible et craint, Paulémon a gravi les marches de la chaire. Voici notre Paulémon, orateur éloquent, parlant latin. Son sermon qui n'était pas plus incompréhensible que celui du père Fourquet et pour nous, gosses, beaucoup plus plaisant n'a pas duré longtemps. Des fidèles outrés n'avaient pas tardé à déloger Paulémon de sa tribune, fier de son haut fait. Ces propos, je te les offre pour célébrer avec toi, parents et copains le troisième anniversaire du départ de mon frère Paul le 8 mars 2007. Vivant, il aurait pleuré avec nous et dressé haut, une fois de plus, l'étendard de l'Amour, de la Liberté et de la Révolution. Abrazo.

Franck Laraque

Soirée culturelle

Suite de la page (20)
à leurs sens, Port-Au-Prince en-
guenillé de ses fringues de misère,
image d'une ville en déclin, en
butte à toutes sortes de déboires.
Une ville, selon le conférencier,
noyée sous des tas de montagnes
d'immondice et d'alluvions,
dépourvue de toute structure
moderne comme eau, électricité,
toilette, service décent de trans-
port en commun etc, ville truffée
de marchés informels installés en
pleine rue. Et, en terme de sécu-
rité publique, elle est analogue à
une jungle où les bandits sont les
seuls seigneurs et maîtres. Ils font
la loi, semant le deuil à tout bout
de champ, tuant qui ils veulent.
Cette ville capitale entourée
de montagnes fût construite à la
fin de la première moitié du 17^e
siècle. Conçue pour seulement
250 milles habitants. Pour des
raisons que nul n'est sensé igno-
rer telles: exodes de paysans en
quête d'emplois et d'éducation,
taux excédent de natalité et au-
tres, elle se trouve gorgée de 3
millions d'âmes environ, depuis
la fin du 20^e siècle.
En terme d'habitat dans la
capitale Port-au-Prince, la défini-
tion la plus compatible à ce voca-
ble n'est autre que celle de bidon-
ville. Ils sont légions à avoir été
éparpillés dans toutes les sphères
attendant à cette capitale allant
jusqu'à 95%.
Cependant, parlant
d'architecture, autres que le Pa-
lais National, la Basilique Notre
Dame, l'Hôtel de Ville, les nom-
breux autres bâtiments et tab-
leaux qui s'y prêtaient sont dé-
labrés ou ont été emportés par
des incendies dévastateurs.
La capitale actuelle et sur-
tout, après la catastrophe du 12
janvier 2010 qui a tout emporté
des restes des bâtiments publics
et privés, est une capitale en-
sevelie sous des décombres, en
d'autres termes, une capitale à re-
construire. Mais, reconstruction !
Pour qui et pour quoi ? demanda
le conférencier.
Dans l'esprit de tout un cha-
cun, tout confus, la reconstruction
de la ville de Port-Au-Prince ou la

12 JANVIE 2010

*12 Janvyé 2010
Se yon dat madichon
Ki jodi a vin ajoute
Nan almanak doule nou
Li vini ak yon brasa nwa
N ape pote nan kè nou tout tan
Nou pap janmen bliye
Pòtoprens ak lòt vil
Ki tounen de gwo simityè
Menm Bawon di: « sètase »*

*12 Janvyé 2010
se absè sou klou
Lè n ap sonje istwa pèp Ayisyen
Ki ekri ak anpil san ak kadav
Nan liv pèp k ap soufri
Esplwatasyon, mizè, grangou
Anba vye kolon blan
Ak boujwa malpouwon
Syèk apre syèk
Wa di se dlo yo fè koule nan je nou
Ki rive bay lanmè ak tout larivyè
yo*

*12 Janvyé 2010 rive
Nou ka wè pi klè
Kilès ki vrè lenmi
Nan doule nou
Nan malè nou
Yo vle nou rete nan yon tanpri
souple
Pou yo okipe peyi Dayiti*

*12 Janvyé 2010
Nou pap janm k ap fin konte
Konbyen kadav, pye koupe, bra
koupe
Men menm jan sa ki rete vivan
Rive sove lavi anpil moun ak zong
yo
N ap rasanble fòs ak kouraj
Pou nou bati yon Ayiti tou nèt
Kote okipasyon ak esplwatasyon
kaba
Yon Ayiti k ap pou nou chèmèt
chèmetrès*

**Tony Leroy
Janvyé 2010**

nouvelle capitale reste et demeure
un concept sceptique, une fiction,
compte tenu de l'état corrompu
et la tradition de mendicité des
dirigeants d'Haïti, toujours prêts
à faire n'importe quoi, jusqu'à
vendre le pays pour seulement
quelques dollars de plus.
Avant de répondre à
quelques questions des interve-
nants de l'assistance adressées

A Jean FERRAT !

*Vraiment j'ai peine à croire que
vous soyez parti
La porte derrière vous maintenant
refermée
Nous voilà tous bien seuls et
comme abasourdis
Par le bruyant silence qu'après
vous, vous laissez.*

*Les paroles et les mots étaient chez
vous refrains
A la fois tendres et doux, à la fois
pleurs et cris
Pour mettre en mouvement tous
ceux qui avaient faim
De justice et de paix, de quête de
la vie.*

*La nature par vos yeux portait à
l'horizon
Et le souffle du vent, le réveil du
printemps
Car notre terre est bien ce qu'il y a
de bon
Qu'il nous faut préserver pour
demain nos enfants.*

*Poésie et musique sont « solidarité
»
Pour tous les hommes qui recher-
chent le bonheur
Le combat de la vie, de la frater-
nité
Est ancré grâce à vous dans le
fond de nos cœurs.*

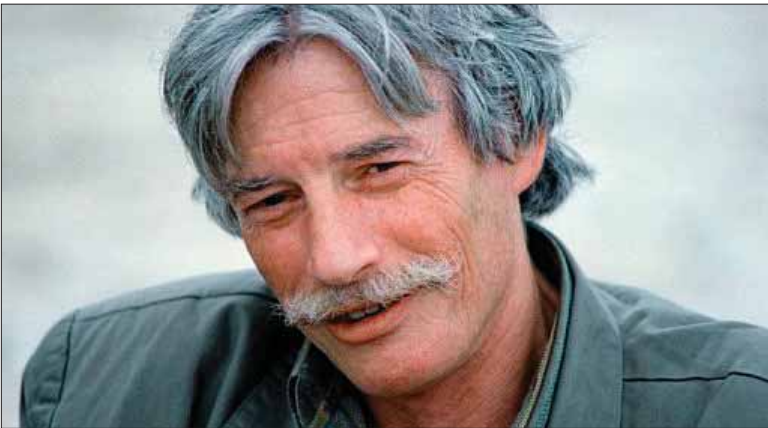
*Et si la liberté dépasse les fron-
tières
Vous la portiez toujours comme un
vrai étendard
Aujourd'hui après vous nous vou-
lons sur la terre
Continuer de chanter, de suivre
votre phare !*

Merci Monsieur Jean Ferrat !

**Jean-Marie GAUTHIER
Conseiller Principal d'Éducation
Lycée Professionnel de Blanchet
(Basse-Terre) Guadeloupe
13.3.2010**

au conférencier pour clôturer
la soirée, le poète diseur Dénizé
Laturet complétait la partie cul-
turelle avec 3 de ses poèmes de
circonstance. Ce fut en tout point
un moment de réflexions bien
réussi, au cours duquel chacun
a puisé à sa façon une raison
pour ne point désespérer de notre
chère Haïti, quoique encore dans
la douleur.

Jean Ferrat est mort...



Jean Ferrat

Par Danielle Bleitrach

Jean Ferrat, le poète, le chanteur,
le compagnon de route du PCF est
mort, il est décédé samedi 13 mars
à l'âge de 79 ans des suites « d'une
longue maladie ».
C'était un poète, un human-
iste et un communiste, un homme
indivisible comme le disait de lui-
même le poète Pablo Neruda. Jean
Ferrat a interprété Aragon, de cette
voix presque trop musicale dont il
se moquait en se comparant à Tino
Rossi, mais il a voulu d'abord servir
avec modestie le grand Aragon...
Et la rue s'est approprié le poète et
a fredonné « que serais-je sans toi ?
» sur l'air dans lequel Ferrat avait
enchâssé les mots. Il lui consacre
deux albums en 1974 et 1995. Mais
il n'a pas fait que servir Aragon, et
d'autres, il était l'auteur-interprète et
compositeur de quelque 200 chan-
sons qui le font lui-même être un
grand poète.
Il était né le 26 décembre 1930
à Vaucresson (Hauts-de-Seine), il
s'appelait Jean Tenenbaum, il avait
11 ans lorsque son père, juif venant
de Russie, a été déporté, ce sera la
nuit et le brouillard sans retour: « ils
étaient vingt et cent... » L'enfant
est sauvé grâce à des militants com-
munistes, ce qu'il n'oubliera jamais.
A la Libération, il ne poursuit pas
ses études pour aider sa famille,
et devient aide-chimiste jusqu'en
1954, date à laquelle il passe ses
premières auditions dans des caba-
rets parisiens.
Dès le début des années 60,
Jean Ferrat choisit d'interpréter des
textes engagés, comme « Nuit et
Brouillard » (1963), non diffusée
par les radios, puis « Potemkine »
(1965), interdite d'antenne. Il sera
de nombreuses fois mis au placard
par la télévision qui ne tolère pas
ses engagements. Là encore son
destin semble tissé dans la même

trame que celui d'Aragon - que l'on
disait être Aurélien aux liens, pour
marquer sa totale fidélité à ses en-
gagements aux côté du peuple, de
son peuple de France, et au parti qui
en sauvait l'honneur- Jean Tenen-
baum de surcroît c'était la vie du
petit enfant juif... Il dira néanmoins
ce qu'il pense au parti, comme a su
le faire Aragon, ainsi sa chanson «
Camarade » qui dénonce l'invasion
russe de Prague en 1968 ou celle
où il dénonce l'expression « le bilan
globalement positif », sans jamais
pourtant rompre le lien.
1968, c'est aussi le moment
où il compose cet admirable poème
« Ma France » celle dont monsieur
Thiers a dit qu'on la fusille. Il vivait
en Ardèche, son épouse Christine
Sèvres s'était éteinte en 1981, un de
ses derniers passages à la télévision
fut en 2003 chez Michel Drucker
à l'émission vivement Dimanche,
mais c'était pour défendre la chan-
son contre l'industrie du disque et
les dangers qui pesaient contre la
création.
Il avait un merveilleux sourire,
lumineux et plein de retenue, à son
image. C'était un « promeneur
solitaire » dans sa chère montagne
d'Ardèche, rien de moins mélancolique
que ce village d'Antraigue où il
moquait « son sacré félicien »...
Son bonheur, – il portait en lui
une sorte de plénitude traversée
parfois de cris de révolte comme un
orage- était d'être loin de toutes les
fausses valeurs et les corruptions...
Les médias l'avaient souvent frappé
d'interdit mais il en souriait dans sa
moustache, s'en félicitant presque
puisque quoique fassent les trom-
pettes de la renommée médiatiques,
jamais un seul cœur n'oubliait qu'il
était là, chaleureux comme une
flambée de bois de châtaignier...

Changement de société 13 mars
2010

**Konbit Ayisyen
pour Kore Lakay
(KAKOLA)
Haitian Coalition
to support Haiti**

Cordially invites you to its
5th Annual Dinner Dance
On Saturday, March 20, 2010
Nine O'clock in the evening

At New Hyde Park Lodge
901 Lakeville Road
New Hyde Park, NY 11040

**Donation \$70.00 per person
For Reservations,
please call**

(917)251-6057
e-mail: konbitla@yahoo.com

Funds for Tents & Transport
Haïti Liberté is raising funds to send tents and other supplies to Haiti.

In the days and weeks following the earthquake, dozens of people brought food, clothes and medicine to our office in Brooklyn to be sent to Haiti. Meanwhile, we have received many requests at our offices in the U.S. and Haiti for tents.

We need contributions to 1) purchase tents and 2) to transport the tents and other supplies to Haiti.

Each 4 person tent costs about \$60. We would like to send about 25 to Haiti, amounting to about \$1,500. The cost of shipping the materials to Haiti will be about \$400 to \$500.

Therefore, we need to raise a about \$2,000.
Please send your contributions to:

Haiti Liberté - 1583 Albany Avenue, Brooklyn, NY 11210

You can also send money to the paper via PayPal by sending to editor@haitiliberte.com. Please note on your check or money transfer that your funds are for the "Tents & Transport" fund.

For questions or suggestions, call Haïti Liberté at **718.421.0162**

**TAP TAP
HAITIAN RESTAURANT**

TAP TAP Restaurant supporting the Haitian people
in their struggle for justice and democracy.

819 FIFTH STREET MIAMI BEACH, FLORIDA 33139
Tel. (305) 672-2898

Soirée culturelle pour une cérémonie du souvenir

Toutes photos Edgard Lafond



La chanteuse Jocelyne Dorismé



La poétesse et diseuse Querta Georges accompagnée de Ti Plume



Le poète chanteur Jean Elie Barjon



Le poète Maurisseau Lazarre

Par Jackson Rateau

En souvenir de nos compatriotes victimes de l'hécatombe du 12 janvier 2010, le samedi 6 mars dernier, sous les auspices de Haïti Liberté et de Grenadier Books, c'était la commémoration de la journée fatidique du 12 janvier par une grande soirée culturelle de circonstance.

Sur le coup de six heures trente, après l'introduction du maître de cérémonie, Jackson Rateau, au cours de laquelle une minute de recueillement a été respectée en hommage aux victimes, la chanteuse Jocelyne Dorismé accompagnée du guitariste bien connu Ti Plume a ouvert la soirée par un poème intitulé « 12 janvier 2010 », ou dans un vers elle a imploré :

*Ase ! Ase pou Ayiti !
Lanati !*

Jocelyne pour nous réconforter et nous rappeler l'Haïti d'antan a également chanté « Souvenir d'Haïti » plus connu sous le nom de « Ayiti Cheri pi bèl peyi pase ou nanpwen » du poète Othello Bayard. Et ce fut le tour de la poétesse et diseuse Querta Georges qui, comme

dans une complainte et dans un beau texte, a décrit les calamités qu'a souffertes le peuple haïtien en ce 12 janvier. Cependant, elle a terminé le poème avec cette note d'espoir :

*« Haïti !
Haïti tu ne dois pas mourir*

*Libérée tu seras
Au rendez vous de la grande famille*

Les ombres de tes ancêtres jailliront

Sur le sol de cette Haïti délivrée

O Nature ! O Nature ! »

La reine chanterelle Jocelyne, est revenue sur scène suscitant l'émotion de l'assistance avec deux chansons bien puisées : *Drapo sa a* et *Dyalòg...*

Juste après la prestation de Jocelyne, le poète Thony Leroy a déclamé 3 poèmes « 12 janvyè 2010 », « Jete dlo » et « yon jou », et les paroles de la chanson « fanm Dayiti mèsè » une chanson qu'il avait composée pour le groupe culturel Solèy Leve. Pour rehausser l'éclat de la soirée, le poète Morisseau Lazarre a été invité au podium où il a tenu en haleine l'assistance dans trois poèmes : *Malè pandye*, *Latè tranble* et un autre en français !

Puis ce fut le tour de la poétesse Jeanie Bogart de déclamer le poème « M chouke » de René Philoctète et un autre en français qu'elle a écrit pour manifester ses émotions et ses déboires à l'occasion du séisme qui a frappé son pays natal. Et, au faite d'une animation teintée d'un classique truffé de charme et d'amour, apparut le poète chanteur Jean Elie Barjon qui a interprété un morceau de Jean Ferrat *Aimer à perdre la raison* et quatre compositions de Ansy Dérose.

Si la première partie de la soirée était exclusivement culturelle en poésies, chants et danses, la deuxième, développée sur fond de science et d'urbanisme, était tout autrement, vu que le professeur et urbaniste Etienne Télémaque nous a entretenus sous le thème « Reconstruction » vrai besoin d'Haïti: Quelle reconstruction pour quelle capitale nationale ? Tout à son début, cette conférence a pris un caractère pédagogique avec quelques questions concernant Port-Au-Prince, lancées à l'assistance par le conférencier. Trois thèmes de base supportant la thèse du débat ont constitué le fond de l'exposé : Architecture, Habitat et paysage.

Le conférencier a cité quelques passages de certains écrivains contemporains comme Franck Etienne, Louis Philippe Dalambert, Dany Laferrière et autres, évoquant dans leurs ouvrages une ville qu'ils connaissent

Suite à la page (19)



La poétesse Jeanie Bogart



Les poètes Thony Leroy et Dénizé Lauture



Le conférencier Etienne Télémaque



TRUCKING, LLC

US Customs Bonded CHL #2192 • ICC-MC #478416 • Insured



VM TRUCKING LLC.

IS YOUR CONNECTION TO HAITI

VM TRUCKING Specializing In Shipping Full Container Loads With Personal Effects, Household Goods & Commercial Cargo, Relief Goods Etc...

**In addition to PORT-AU-PRINCE,
VM TRUCKING now ships FULL CONTAINER LOADS and
CARS to CAP HAITIEN & GONAIVES**

• ONE CALL DOES IT ALL •

BOOKING, TRUCKING & SHIPPING TO PORT-AU-PRINCE, CAP HAITIEN & GONAIVES

WE WILL BEAT THE COMPETITION

PLEASE CALL GABRIEL or ROBERT

(973) 690-5363

Fax: (973) 690-5364

Email: solutions@vmtrucking.com

www.vmtrucking.com